



L'ÉCOLOGISME RADICAL EN FRANCE METROPOLITAINE

Sous la direction de O. Laurent

Juin 2022

Ecole de Guerre Economique - RSIC 04

Rédacteurs : Sophie Baille, Bogdana Shynkarenko, Théotime Arthus, Raphaël Barrasset, Julien Desmenois, Titouan Le Ménès, Arnaud Sers.

Table des matières

Table des matières	2
1.Introduction	4
a) Contexte	4
b) Définition du périmètre de l'étude	5
c) Définitions	5
1. Écologie	5
2. Radicalité et radicalisme	6
3. Développement durable	7
4. Sectes	9
d) Historique - naissance de l'écologie politique radicale	10
Multiplication des dérives violentes	12
e) Conclusion	13
2. Les écologistes radicaux, une seule et même mouvance ?	14
a) Méthodologie	14
b) Les trois mouvances radicales de l'écologisme	15
1. Les clairvoyants	15
2. Les consciencieux	16
3. Les dominateurs	17
4. Trois mouvances se fusionnant en une seule ?	17
c) Une autre mouvance, la mouvance subversive ?	17
1. Les critères de subversion	18
2. Les acteurs potentiellement subversifs	18
Conclusion	18
3. Les acteurs de l'écologisme radical en France, proposition d'une méthode de classement et de notation	19
a) Méthodologie	19
b) Les associations ayant une envergure nationale	19
c) Les ONG œuvrant dans le domaine de la cause animale	21
d) Tableau récapitulatif de l'implication des ONG, associations et médias dans l'écologie politique dite radicale ²³	
e) Conclusion	23
4. Aspects financiers	24
a) Le cadre législatif en France concernant le financement des associations ("loi 1901")	25
b) La stratégie de communication des grands noms de l'écologisme radical quant à leurs financements	26
1. Greenpeace France	26
2. L214	27
3. Extinction Rébellion (XR)	32
c) Les problématiques posées par certains financements en matière d'influence	37
1. Greenpeace France	37
2. L214	41
3. Extinction Rébellion	44
d) Conclusion	46
5. Les liens de l'écologisme radical avec d'autres "luttres"	47
a) La lutte anticapitaliste	48
1. Le Nouveau Parti Anticapitaliste	49
2. Saccage 2024	51
c) La lutte antispéciste	53
1. 269 Libération Animale	54
2. Le parti animaliste	55
d) La lutte Anti-industriel	56
e) Conclusion	57

6. Sociologie des militants	58
a) Alternatiba et XR, les climato-activistes.	58
b) Collapsologues et autres survivalistes	63
c) Les adeptes de la décroissance.	67
d) Les animalistes radicaux et les antispécistes	68
7. Conclusion	71
8. Sources	73
1. Introduction	73
2. Les écologistes radicaux, une seule et même mouvance ?	73
3. Les acteurs de l'écologisme radical, proposition d'une méthode de classement et de notation	74
3. Aspects financiers	76
5. Liens de l'écologisme avec d'autres luttes	79
6. Sociologie des militants	81
9. Annexes	84



1. Introduction

a) Contexte

Les rapports alarmants du GIEC (voir annexe 1), les actions de militants radicaux, et la multiplication des actions de “résistance” face à des projets d’aménagement expriment différentes faces d’une même angoisse. En effet, les conséquences de l’Homme sur son environnement ne se sont jamais autant fait ressentir qu’aujourd’hui. Face à cette situation, l’activité des groupes écologistes s’accroît depuis le tournant du nouveau millénaire. En effet, le nombre de sujets relatifs à l’écologie n’a pas cessé de s’accroître au fur et à mesure des années. Les débats écologiques sont omniprésents en France et prennent racine dans tous les domaines d’application. Pour résumer, ce travail a été initié à la suite du constat suivant : les inquiétudes du grand public sur le climat sont de plus en plus fortes.

Que ce soit sur internet, à la télévision ou dans les rues par le biais de regroupements ou de manifestations, l’expression sur des questions de respect de l’environnement et du changement climatique est de plus en plus récurrente. Il est fréquent d’y retrouver des acteurs de la pensée écologique, notamment des climato-activistes. Ces sympathisants sont tout aussi bien des membres d’associations à but écologique que des individus indépendants soucieux de l’impact de l’homme sur son monde. Ceux-ci proposent une vision durable et éco-responsable de la société et se battent pour faire évoluer les mentalités et changer les habitudes. De multiples mouvances existent. Les climato-activistes, les antispécistes, les anticapitalistes, sont des exemples de ces mouvances écologiques ou associées à ce combat. Les groupes qui les représentent sont nombreux. Greenpeace, L214, Extinction Rébellion, en sont les exemples les plus connus. Les motivations de chacun sont diverses et variées, mais font systématiquement écho à des revendications environnementales.

La question soulevée par cette production n’est pas de savoir qui a raison et qui a tort, quelle lutte est justifiée et quelle lutte ne l’est pas. Cela appartient à chacun de se retrouver ou non, dans les valeurs et combats proposés par ces différents collectifs. L’élément à l’origine de la démarche de cette étude est la constatation d’un changement de mode d’expressions de certains groupes. Ceux-ci se radicalisent et il est désormais fréquent d’assister à des actions directes sur des boucheries, des industries, des intérêts gouvernementaux, etc. Dans l’ensemble, la société se radicalise. Cela est d’ailleurs visible lors des périodes électorales où les extrêmes sont de plus en plus hauts dans les scrutins. De manière générale, les populations veulent désormais un changement rapide sans concessions et cela passe par la radicalité. Les groupes écologistes ne manquent pas à l’appel. En effet, l’écologisme radical est devenu une réalité dans le monde et aujourd’hui en France. L’objectif de cet écrit est d’analyser les groupes écologistes radicaux afin de mieux les comprendre. Pour les comprendre et pouvoir les anticiper, il est dans un premier temps nécessaire de savoir les identifier en les dissociant des groupes modérés. Il faut connaître leurs méthodes d’expression et les combats qu’ils portent. Il est indispensable de visualiser leurs modes de fonctionnement et la manière dont

ils sont financés. Enfin, il est important d'analyser le profil sociologique d'un militant type. En d'autres termes, ce mémoire dresse un panorama de l'écologisme radical en France, pour mieux l'assimiler et mieux le maîtriser.

b) Définition du périmètre de l'étude

Cette étude se concentre sur les groupes, associations et individus associés à l'écologisme radical. Ce sont donc des collectifs qui revendiquent des idées extrêmes et qui s'expriment par des actions directes. Le catégorisme et la violence des discours, les intrusions dans des zones industrielles, les sabotages de biens privés et publics sont des exemples de caractéristiques d'un mouvement écologique radical.

D'un point de vue géographique, cette étude ne s'étend pas à une analyse de la problématique de manière systémique. Elle reste centrée sur une zone géographique délimitée et restreinte. En l'occurrence, c'est la France métropolitaine dont les ZEE du littoral métropolitain qui sont visées. De plus, ce devoir ne se veut pas absolument exhaustif des groupes radicaux. Il souhaite appuyer son propos à l'aide de nombreux exemples de collectifs, qui sont essentiellement les plus connus et les plus virulents.

c) Définitions

Avant de se lancer dans l'étude de l'écologie politique radicale en France, il convient de définir un certain nombre de concepts nécessaires à une bonne compréhension du sujet. Nous définirons d'abord les concepts d'écologie, de radicalité et de radicalisme, de développement durable et de sectes.

1. Écologie

Dans le cadre de notre étude, la définition du terme "écologie" est primordiale, car c'est elle qui permet de catégoriser la cause revendiquée par les acteurs que nous allons étudier. Il est nécessaire de comprendre et de définir notre objet d'étude, car il existe de nombreux mouvements, groupes, partis politiques qui défendent chacun des idées et une version différente du concept.

Si l'on en revient au sens premier d'écologie, cette dernière est avant tout une science associée à la biologie. Elle se base sur la science des écosystèmes, c'est-à-dire des interactions entre les êtres vivants et leur environnement, mais aussi entre les êtres vivants eux-mêmes. À l'origine il ne s'agit donc pas d'un mouvement d'expression d'idées politiques, mais d'une discipline académique. Dans cette production nous nous consacrerons à l'étude de groupes et organisations qui sortent du champ académique et revendiquent une vision politique et radicale de l'écologie. Sous cet angle, l'écologie ne vise plus à définir les rapports entre les êtres vivants et leur environnement, mais à défendre la nature et l'espèce humaine elle-même contre les effets de son activité. L'écologie politique est donc un mouvement de pensée qui propose d'assurer la résilience de l'Homme par la prise en compte des problématiques environnementales au sein des sociétés.

Le créateur du terme "écologie" n'est autre que le biologiste allemand Ernst Haeckel. La discipline a pris de l'ampleur à partir de 1930, mais ce n'est qu'à partir de 1960 que le terme devient un mouvement de pensée initiant la création de groupes et de partis politiques. Cependant, il est important de noter qu'un certain nombre de réflexions aujourd'hui associées à l'écologie sont déjà présentes dès le XVIII^e siècle. Par exemple, le "King's Hill Forest Act" a été voté en 1791 pour protéger la petite île de Saint-Vincent contre la déforestation. Certains écrits retracent des prises de conscience de l'importance de la protection de l'environnement datant du Ve siècle avant J.-C. Les mouvements écologiques sont certes relativement récents, mais les problématiques environnementales sont profondément ancrées dans notre histoire.

Ainsi il convient d'opérer une distinction entre écologie et écologisme. Le premier terme renvoie à la science des interactions entre les êtres vivants et entre les êtres vivants et leur environnement. L'écologisme est une position ou un mouvement qui veut protéger la nature et l'homme lui-même contre les dérives de l'activité humaine.

Quant à l'écologie politique, il s'agit d'un mouvement politique qui vise à mettre au centre des réflexions et de la société les problématiques identifiées par l'écologie.

En conséquence, au fil de notre développement, à des fins de cohérence, nous dénoncerons les différents groupes écologistes radicaux que nous identifierons sous le label d'écologisme radical ou d'écologie politique radicale plutôt que d'écologie radicale.

2. Radicalité et radicalisme

Second terme majeur de cette étude, le mot « radical » doit, lui aussi, être analysé à part avant d'être associé à l'écologie. Ce terme peut être approfondi autour de ses déclinaisons que sont le « radicalisme », la « radicalité », et la « radicalisation ». Ces termes bien trop souvent confondus ont pourtant des définitions qui diffèrent. Leur étymologie commune provient du latin « radicalis », voulant dire "racine". Ce terme est usité depuis plusieurs siècles et permet de désigner des idées ou des mouvements en contradiction directe et essentielle avec l'état actuel des idées et de l'ordre social et politique. De fait au cours du XVIII^e siècle, il était utilisé pour définir les révolutions, américaines dans un premier temps, puis françaises, mais aussi les idées de réformes profondes de l'ordre social et politique comme la fin des privilèges ou de l'esclavage, l'indépendance d'une colonie.

Le mot de « radicalité » peut donc se définir comme étant un état de ce qui est radical, autrement dit cela correspondrait à une idée, une méthode de pensée s'attaquant à la racine, à l'essence même de quelque chose, c'est-à-dire à ce qui forme son aspect premier, son aspect le plus fondamental.

Le mot « radicalisme », quant à lui, revêt un aspect plus politique. On parle de positionnement politique décrivant une méthode de pensée, refusant tout compromis, étant intransigeant et souhaitant aller jusqu'au bout de sa logique, afin de défendre ses convictions.

L'histoire apporte une idée de l'évolution des partis politiques radicaux. En France, le parti radical a connu une évolution intéressante et révélatrice. Son nom provient de sa position originelle de républicains intransigeants face au Second Empire, à la possibilité de restauration monarchique et à l'influence de l'Église Catholique. S'opposant aux racines mêmes de l'ordre ancien, ce parti a défendu avec ferveur de nouveaux principes tels que la

démocratie, la défense de la propriété privée et la laïcité de l'État. Ces principes s'étant imposés, le parti a continué à les défendre, mais a perdu son côté subversif et contestataire pour se normaliser et devenir un parti de notables.

Les autres exemples de partis et de leaders radicaux ayant apporté de nombreuses avancées sociales, au début décriées avant de devenir des modèles à suivre, sont nombreux : Gandhi, Martin Luther King ou Nelson Mandela pour ne citer que des personnalités récentes.

Ce terme de « radicalisme » est étroitement lié à la « radicalisation ». De nos jours, souvent associé à l'extrémisme politico-religieux islamiste, ce concept peut en réalité faire référence à l'évolution de n'importe quel courant idéologique ou d'individus vers des positions de radicalisme qui demandent aux personnes d'adopter un système de croyances « extrême », comprenant souvent la volonté d'utiliser, d'encourager ou de faciliter la violence, dans le but de faire triompher ses idées, son projet politique ou sa cause comme moyen de transformation sociale.¹ La radicalisation peut être séparée en deux courants majeurs : la radicalisation violente et la non-violente. Les deux étant souvent liés.

D'un côté on peut retrouver des personnes radicalisées qui vont adopter des positions radicales pour l'époque (décolonisation, fin de l'apartheid...) mais non violentes, comme nous l'avons vu précédemment, et ainsi faire évoluer les idées et la société dans son ensemble.

De l'autre côté, on retrouve les mouvements ayant choisi la légitimation de la violence pour faire avancer leurs idées et redéfinir l'ordre social. Souvent liées à la mouvance non violente, elles vont couramment agir de pair. Cette mouvance va être qualifiée d'extrémiste ou de terroriste par la société et le pouvoir en place.

3. Développement durable

Pourquoi faire appel à la définition du développement durable dans le cadre d'un travail sur l'écologie politique radicale ?

Dans la logique de définition de l'écologie politique radicale qui est la nôtre, nous devons élargir notre champ de vision afin de parvenir à proposer une définition la plus complète qui soit. En réalisant cet effort de décentrement, nous parviendrons à cerner précisément ce qu'elle est. Cela nous permettra ainsi d'identifier le plus précisément possible les groupes qui s'en réclament. La notion de développement durable nous paraît éclairante dans cette recherche de définition de l'écologie politique radicale. En effet, le journaliste Hervé Kempf démontrait en 2005 que les tenants de l'écologisme radical la rejetaient en ce qu'elle opère « [une conciliation entre] développement économique et protection de l'environnement ».

Pour comprendre ce rejet, nous devons en revenir à l'origine de la notion de développement durable. En 1972 se tenait la conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm. La déclaration qui a émergé de cette rencontre a tenté de concilier les intérêts des pays du Sud et ceux des pays du Nord dans un contexte de prise en compte de la nécessaire protection de l'environnement. Prise en son principe 13, la déclaration encourage les états à concilier leur développement et la protection de l'environnement (« les États devraient adopter une conception intégrée et coordonnée de leur planification du développement, de façon que leur

¹ Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence - [définition de la radicalisation](http://info-radical.org), info-radical.org.

développement soit compatible avec la nécessité de protéger et d'améliorer l'environnement ») tout en rappelant au principe 21 qu'ils ont un droit souverain sur les ressources de leur territoire (« les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources »).

C'est sur cet équilibre que la notion de développement durable voit le jour. Elle est définie ainsi en 1987 dans le rapport de la commission Brundtland en 1987 "notre avenir à tous" : « celui qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Les trois piliers du développement durable que l'on connaît aujourd'hui (Environnement, Société, Économie) sont, quant à eux, consacrés par le Sommet de la Terre de Rio en 1992. Aujourd'hui, le développement durable est un concept systématiquement repris par les différentes conférences internationales ayant suivi le Sommet de la Terre de 1992.

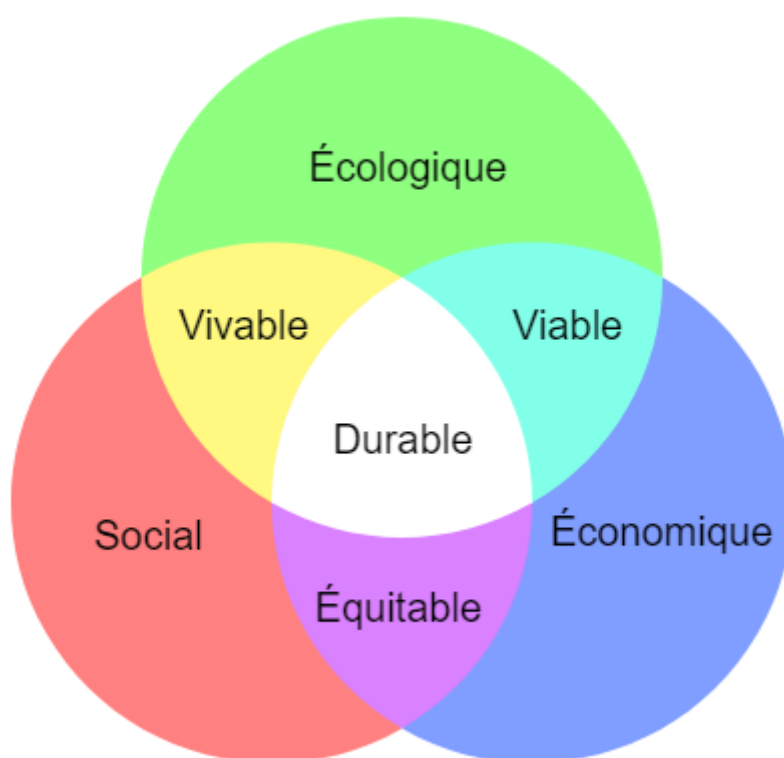


Figure 1 : Les trois piliers du développement durable

Le refus de ce concept de développement durable éclaire sur la nature des groupes se réclamant de l'écologie politique radicale et permet de les définir en partie : de toute évidence, ce refus traduit le refus d'une équivalence d'importance entre développement économique et préservation de l'environnement. Refuser la notion de développement durable, c'est, pour un écologiste, considérer que la préservation de l'environnement prime sur l'économie, c'est peut-être considérer in fine que « l'intérêt de la nature » dans son ensemble prime sur l'intérêt matériel des hommes. Dans cette étude, nous prêterons une attention toute particulière aux groupes qui rejettent ce principe pour labelliser, ou non, d'écologisme radical.

4. Sectes

Afin de poursuivre notre effort pour cerner une définition de l'écologie politique radicale, nous allons désormais nous pencher sur le cas des dérives sectaires. L'enjeu ici n'est pas de porter un jugement de valeur sur les groupes que nous analyserons, mais de voir dans quelles mesures certaines caractéristiques des dérives sectaires pourraient (ou non) s'appliquer à l'écologisme radical. En France, une mission interministérielle est chargée de l'observation des phénomènes de dérive sectaire : la MIVILUDES. Cet organisme propose une définition de ce qu'est une dérive sectaire et met à la disposition du public les clés pour les identifier.

Elle définit la dérive sectaire comme « un dévoiement de la liberté de pensée, d'opinion ou de religion qui porte atteinte à l'ordre public, aux lois ou aux règlements, aux droits fondamentaux, à la sécurité ou à l'intégrité des personnes. Elle se caractérise par la mise en œuvre, par un groupe organisé ou par un individu isolé, quelle que soit sa nature ou son activité, de pressions ou de techniques ayant pour but de créer, de maintenir ou d'exploiter chez une personne un état de sujétion psychologique ou physique, la privant d'une partie de son libre arbitre, avec des conséquences dommageables pour cette personne, son entourage ou pour la société. »²

Ainsi, pour la MIVILUDES, d'une dérive sectaire peut être caractérisée par les signaux suivants

- La déstabilisation mentale.
- Le caractère exorbitant des exigences financières.
- La rupture avec l'environnement d'origine.
- L'existence d'atteintes à l'intégrité physique.
- L'embrigadement des enfants.
- Le discours antisocial ;
- Les troubles à l'ordre public ;
- L'importance des démêlés judiciaires ;
- L'éventuel détournement des circuits économiques traditionnels ;
- Les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics."

La mission met toutefois en garde concernant ces signaux. Ils ne sont ni exhaustifs ni impératifs pour caractériser une dérive sectaire. Dans notre cas, nous serons attentifs lors de nos recherches aux différents signaux annonciateurs d'une potentielle dérive sectaire. En effet, une pratique d'un groupe qui pourrait s'apparenter à une dérive sectaire viendrait l'ancrer plus encore dans un registre radical.

Lorsque nous analyserons les différents groupes écologistes radicaux métropolitains, nous serons attentifs aux critères édictés par la MIVILUDES que nous pourrions identifier chez ces derniers. Nous ne tomberons pas dans l'écueil de qualifier ces groupes comme présentant

²« [Qu'est-ce qu'une dérive sectaire ?](#) », MIVILUDES.

des dérives sectaires, mais nous nous servirons de ces éléments pour caractériser leur radicalité et leur marginalité dans le spectre politique.

d) Historique - naissance de l'écologie politique radicale

Une fois ce premier travail de définition réalisé, il convient d'en faire la synthèse pour définir l'objet même de notre travail, l'écologie politique radicale.

L'écologie politique radicale, ou *Deep ecology*, est un courant de pensée contemporaine apparu dans les années 70, d'abord aux États-Unis puis dans le reste de l'Occident. Théorisée par le philosophe Norvégien Arne Naess, elle se définit d'abord par opposition avec l'écologie classique, ou « superficielle » qui articule croissance économique et protection de l'environnement. L'écologie politique radicale a pour finalité selon Naess la défense du vivant en général.

Ce mouvement défend un changement de paradigme dans le rapport de l'Homme avec le vivant là où l'écologie classique se limite à l'articulation de la croissance économique et du consumérisme d'un côté, et des enjeux climatiques de l'autre. Rompant avec une vision anthropocentrée et utilitariste de la nature, l'écologie politique radicale veut inscrire l'humanité en équilibre avec son environnement et son champ d'action dépasse largement la simple limitation du réchauffement climatique en s'intéressant aussi à la biodiversité, aux souffrances animales et aux destructions d'environnements naturels.

Ainsi elle se différencie de l'écologie de type capitalisme vert pour devenir un mouvement en *rupture radicale* avec le modèle aujourd'hui privilégié en introduisant de nouveaux indicateurs autres que le PIB ou l'IDH pour évaluer le développement de nos sociétés. Et c'est en constatant l'empreinte toujours croissante de l'humanité alors même qu'une prise de conscience des enjeux écologiques s'est produite dès les années 1970 que le mouvement devient radical. Aujourd'hui, alors que la préservation de l'environnement est un enjeu majeur, où toute modification de celui-ci entraînera à moyen terme des répercussions sérieuses sur les activités humaines, le mouvement postule que la prédation de l'homme sur la nature dans son ensemble n'a jamais été aussi forte.

Alors que 50 hectares de forêt tropicale (qui constitue le plus riche réservoir de vie et de diversité) disparaissent chaque minute, que les récifs coralliens, accueillants 70% de la vie marine semblent condamnés d'ici à la fin du siècle, que la pêche intensive continue de dépeupler les océans (on estime qu'en 2050, il y aura plus de plastique que de poissons dans les océans), l'écologie politique radicale appelle à un changement profond de nos sociétés.

La conférence de Stockholm en 1972 et sa couverture médiatique et ses relais militants donnent naissance à l'écologie en tant que préoccupation politique, suivie par les rapports du club de Rome et le rapport Meadow en 74. Dans cette dynamique, les années 80 ont vu naître divers mouvements activistes dénonçant les dégâts faits à l'environnement, animés par une nouvelle génération de militants, pacifistes et antinucléaire, remettant en question le modèle productiviste des générations précédentes. C'est ainsi qu'apparaissent aux États-Unis deux ONG incontournables aujourd'hui, Greenpeace et Friends Of the Earth. En utilisant astucieusement les médias par des actions coup de poing qui mobilisent l'opinion publique, elles ont rapidement réussi à impulser des actions environnementales et à maintenir une

forte pression sur les acteurs économiques responsables de pollution et sur les pouvoirs publics, accusés de ne pas mettre en place des mesures contraignantes.

Dès le début, la majorité des mouvements écologistes se sont inscrits dans une vision internationale et sociale, expliquant les problèmes environnementaux par le déséquilibre dans la répartition des richesses au niveau global et local. Ainsi, les questions économiques et sociales sont incorporées dans leurs mouvements à Rio en 1992 et à Johannesburg en 2002, se liant ainsi que les mouvements altermondialistes de gauche.

Mais aujourd'hui, l'écologie prend de multiples formes avec des acteurs aux stratégies et finalités très différentes. Aux côtés des partis politiques verts se développent des modes de pensée privilégiant l'action directe ou aux modes de vie alternatifs et communautaristes. Bien que ces mouvements se retrouvent dans la nécessité de revoir les relations entre l'Homme et la nature, c'est dans l'ampleur des changements qu'elles divergent. Dans *L'écologie politique à l'ère de l'information*, Jean Zin³ distingue trois approches distinctes.

La première, appelée *Écologie politique*, veut corriger les effets négatifs de l'évolution démographique, urbaine et industrielle par des mesures volontaristes, démocratiques et raisonnées. Elle veut faire émerger des nouveaux modes de vie plus respectueux de l'environnement et des nouvelles solidarités contre la société capitaliste et ses intérêts à court terme. Pour Jean Christophe Ruffin, ce courant considère qu'il faut protéger la nature pour protéger l'homme et son développement. Ici, l'essentiel reste l'homme et son futur. Cette approche est la plus modérée de l'écologie, dont les valeurs politiques sont proches de celle de la gauche de gouvernement.

La seconde approche, l'écologie *environnementaliste*, veut limiter l'impact écologique des modes de vie modernes en s'attaquant aux effets de la pollution, mais en n'agissant pas en aval sur le modèle industriel et sur le modèle d'agriculture. Cette notion permet l'association entre capitalisme et écologie via le développement des futures industries vertes, l'intégration de la gestion des déchets dans l'économie et le développement technologique.

Enfin, l'écologie politique radicale milite activement pour le respect strict des lois de la nature. Ses partisans souhaitent un retour en arrière dans l'industrialisation afin de retrouver un mode de vie plus compatible avec la préservation de l'environnement, ce qui équivaut à un retour à la subsistance agricole préindustrielle à laquelle doit s'ajouter un tissu de solidarité locale.

En rupture totale avec le modèle du capitalisme, le mouvement estime que les efforts entrepris par l'humanité depuis 30 ans en matière de défense de l'environnement sont très loin d'être suffisants.

Pour Arne Naess, l'écologie profonde est issue d'une pensée antilibérale anglo-saxonne. Elle classe l'humanité au même niveau que les autres formes de vie, ainsi dans son livre *L'écologie profonde*, il écrit « *L'homme ne se situe pas au sommet de la hiérarchie du vivant, mais s'inscrit au contraire dans l'écosphère* ».

Développée aux États-Unis et dans les pays scandinaves, cette approche de l'écologie politique dite radicale reste très minoritaire en France.

³ J. Zin, *L'écologie politique - l'ère de l'information*, Ère. Maisons-Alfort, 2006.

Pour les défenseurs de l'écologie profonde, seule la nature dans son ensemble doit être défendue, chaque espèce, y compris l'homme, au même titre que les autres.

Pour eux, l'homme moderne est coupable d'un crime contre la nature en perturbant durablement et de manière consciente le cours de la vie sur la Terre, en comptant l'équilibre naturel par effets domino. Pour décrire l'appropriation de la nature et des ressources naturelles par l'homme, Arne Naess développe ainsi le concept de « crime contre l'écosphère », dont l'homme est responsable. Ainsi, l'écologie politique radicale doit se faire contre le courant dominant plaçant l'homme au-dessus de la nature. Hostiles aux programmes humanitaires, car ils freinent la mortalité, les partisans de l'écologie politique radicale ont une vision malthusienne de la démographie. Ils estiment que l'humanité devrait revenir à un niveau « naturelle » et « supportable » de quelque 100 millions d'habitants pour inscrire l'homme en équilibre avec la nature.

Ainsi pour Ronnie Lee, activiste britannique pour la défense des droits animaux, une baisse de la population mondiale de 90% signifiait « la fin de la pollution environnementale et de la société industrielle qui en est la cause... De même, Arne Naess déclare que « l'épanouissement des cultures et de la vie humaine est compatible avec une substantielle diminution de la population humaine ». Le fondateur de l'ONG Earth First va même plus loin en décrivant l'homme comme un cancer pour la nature.

Le courant de l'écologie politique radicale remet en cause l'idée même de progrès et tend à réduire radicalement l'empreinte humaine sur terre. Certes, selon la situation actuelle mènera à la catastrophe à plus ou moins long terme et il est urgent de réagir par des mesures fortes, liberticides et non démocratiques. Ainsi ce courant est partisan d'une *révolution écologique*, où l'action directe et violente est justifiée, dès lors qu'elle permet de limiter les crimes de l'espèce humaine.

Multiplication des dérives violentes

La grande majorité des militants écologiques défendent leurs convictions de manière pacifique et adoptent des méthodes non violentes.

Mais certains groupes se revendiquant comme "écoguerriers" prônent un recours à l'action directe, notamment sous la forme de sabotage économique et d'actions symboliques. Les militants pratiquent l'éco-sabotage, ou l'écotage, qui a pour but de défendre la nature contre ceux qui la détruisent en l'exploitant. Elle a été théorisée en 1975 par Edward Abbey, via le roman *The Monkey Wrench Gang*. Il y donne des conseils d'éco-sabotage. Ces actions peuvent aller du sabotage de produits de consommation de type sachets de sucre dans les supermarchés par le groupuscule La Ronce⁴, à des actions plus violentes comme l'attaque de ferme ou de laboratoires de recherche pour libérer des animaux destinés aux tests scientifiques ou à la production de fourrure⁵.

Ces groupes activistes et violents ont surtout émergé dans le monde anglo-saxon. On peut se

⁴ « [Écologisme en France : après les radicaux, voici les ultras](#) », 7 janvier 2021.

⁵ « [Animal Liberation Front](#) », *Petside*.

rappeler qu'avant les attentats du 11 septembre 2001, le groupe Earth Liberation Front était considéré comme la principale menace terroriste sur le sol américain.

Cette radicalisation peut être reliée à deux phénomènes⁶. D'une part, les jeunes nés dans les années 2000 ont grandi avec l'idée de l'effondrement des écosystèmes, de la biodiversité et du climat. D'autre part, une majorité de ces mêmes jeunes souffrent d'éco-anxiété. Face à ce qui leur apparaît comme une urgence, ils ne peuvent se contenter de la politique écologique classique qu'ils assimilent à de l'inaction. Cette situation les pousse à une remise en cause de la société et à des actions radicales. En France ce mouvement est pour l'instant resté cantonné à des actions de résistance passive localisées (Extinction Rébellion, ZAD), mais dans le monde anglo-saxon certains groupes sont déjà passés par l'écoterrorisme par le passé.

e) Conclusion

Au cours de notre étude, pour qualifier un groupe du label d'écologie politique radicale, nous nous appuyons alors sur son répertoire d'actions et sur le projet politique qu'il défend : si ses actions sortent du jeu "traditionnel" politique et que les idéaux défendus mettent en avant une violence (physique ou symbolique), alors nous le considérons comme faisant partie de la mouvance de l'écologisme radical.



⁶P. by Novactive, « [Les écologistes radicaux vont-ils prendre le pouvoir pour sauver la planète?](https://www.lanouvellerepublique.fr) », *lanouvellerepublique.fr*.

2. Les écologistes radicaux, une seule et même mouvance ?

Dans cette partie, nous nous efforcerons d'explicitier dans quelles mesures les écologistes radicaux peuvent être considérés comme appartenant à une seule mouvance en elle-même ou bien s'ils sont subdivisés en plusieurs mouvances. Pour cela, une première sous-partie sera dédiée à la méthodologie utilisée pour la définition et la classification de ces mouvances. Une deuxième, qui présentera les mouvances en tant que telles et les acteurs y appartenant. Une dernière consistera en une discussion sur les acteurs et les mouvances au travers de la présence d'une mouvance subversive.

a) Méthodologie

Pour parvenir à déterminer les mouvances auxquelles les acteurs radicaux écologistes appartiennent, nous avons dû nous pencher sur ce qu'est une mouvance, à comment elle pouvait être conceptualisée, afin de la déterminer en elle-même et pouvoir déduire un cadre adapté à l'écologisme radical.

La première étape consiste simplement à trouver une définition de la mouvance, qui peut être comprise et accessible par une personne lambda. En effet, le sujet de ce rapport s'intéresse non seulement aux acteurs radicaux, mais aussi à la sphère radicale.

Afin de cerner les enjeux de notre sujet, il est nécessaire de définir le terme de mouvance. Le Larousse la définit ainsi : une mouvance est un *“Domaine où une personne, un groupe, un État exerce son influence”*⁷.

Cette définition n'a pas été sans conséquence sur la suite du travail pour aboutir à la définition des mouvances et de leurs acteurs. En effet, l'élément fondamental qu'il faut retenir dans la définition, c'est l'influence. L'influence possède aussi plusieurs définitions, nous prendrons celle du Larousse qui la définit comme suit : *“Action, généralement continue, qu'exerce quelque chose sur quelque chose ou sur quelqu'un. Ascendant de quelqu'un sur quelqu'un d'autre. Pouvoir social et politique de quelqu'un, d'un groupe, qui leur permet d'agir sur le cours des événements, des décisions prises”*

L'influence, telle que définie précédemment, permet de mettre en lumière un certain nombre de critères permettant la définition des mouvances écologistes. Parmi ceux-ci, le positionnement de l'acteur radical, c'est-à-dire, sa façon de se reconnaître, ce qu'il revendique et la façon de percevoir le territoire français et ses habitants. L'autre critère est la cible, les destinataires des messages ou des actions. Le premier critère permet d'illustrer : *“Action, généralement continue, qu'exerce quelque chose”* et le deuxième *“sur quelque chose ou quelqu'un”*. L'action est prise en compte dans la définition et les classements des mouvances au travers des messages globaux revendiqués des acteurs écologistes. Elles ne sont pas détaillées ici en raison de la partie sur les modes opératoires dans ce rapport.

⁷ É. Larousse, « [Définitions : mouvance - Dictionnaire de français Larousse](#) ».

D'autres critères ont été pris en compte pour élaborer les mouvances. Tout d'abord, la sémantique française⁸ (mots, expressions, thèmes relatifs à l'écologie) des messages écrits par les acteurs radicaux écologistes politiques sur leurs outils numériques : site web ou réseaux sociaux numériques. Cette étude permet de déterminer les points communs entre les acteurs, plus particulièrement leur idéologie et leur positionnement, et donc une mouvance. Ensuite, une attention particulière a été portée sur la forme de leur revendication qui peut être plus ou moins claire et explicite sur leurs intentions. Par exemple, *"une transition vers des sociétés soutenables"* (Les Amis de la Terre).

Ainsi, les mouvances présentées ci-après ont été déterminées par les membres de l'équipe et porteront donc des noms qui ont été déterminés par eux. Cela n'a donc pas été repris d'une autre étude.

Maintenant que la méthode de détermination des mouvances radicales écologistes a été détaillée, la sous-partie suivante va donc consister à les exposer.

b) Les trois mouvances radicales de l'écologisme

Trois mouvances ont été déterminées : les clairvoyants, les consciencieux et les dominateurs. Ces noms ont été attribués en considérant les définitions du Larousse et en raison de leur positionnement, de leur cible et de leur thématique écologiste.

1. Les clairvoyants

La mouvance des clairvoyants regroupe : "un ensemble d'acteurs écologistes radicaux exerçant leur influence dans la société civile"⁹. Ils se positionnent comme étant des acteurs qui souhaitent apporter de la connaissance éclairée auprès de personnes physiques ou morales qui suivraient "simplement" les actions faites par d'autres sans conscience ou en restant dans l'ignorance.

Leur appartenance à cette mouvance s'illustre aussi au travers de l'usage d'un vocabulaire qui incite plutôt à la connaissance et à un "bon comportement à adopter". Des termes comme *"changement, façon de s'alimenter, participer aux manifestations, ne pas voter, ne pas soutenir un projet"*, etc. Cela renforce l'idée que ces groupes savent ce qu'ils veulent et ce qu'ils font alors que les autres, qu'ils soient ou non opposés à leur vision, seraient ignorant et ne sauraient pas comment agir.

C'est pourquoi le terme clairvoyant a été choisi, il est défini par le Larousse : *" Qui manifeste du discernement, une compréhension claire des choses ; perspicace et lucide"*.

Les acteurs radicaux vont utiliser plusieurs leviers pour inciter la société civile à rejoindre leur cause. La première consiste à la "sortir de son ignorance", notamment en les choquant avec des textes, des images ou encore des vidéos qui vont choquer psychologiquement. Ensuite, ils incitent à l'action, soit au travers d'un don soit au travers des manifestations.

Certains des acteurs appartenant à cette mouvance expriment très clairement, sur leurs outils numériques, leurs intentions. C'est le cas de L214 (utilisation du terme *"révélations"*) et

⁸ Certains acteurs radicaux implantés aussi à l'international postent des messages dans d'autres langues comme l'allemand et ceux-ci ne font pas partie de l'étude.

⁹ Définition de la société civile : les personnes physiques, non militaires, étant sur le territoire français.

Extinction Rébellion (*“Exigeons la vérité ?”*). D’autres sont plutôt orientés sur le comportement de la population, comme Radiation, qui oriente les votes et l’engagement des personnes dans les projets. Enfin, cette mouvance est composée d’acteurs qui proposent une vision globale comprenant la population. Par exemple, Les Amis de la Terre proposent des *“sociétés soutenables”*, c’est-à-dire, un système où *« chaque être humain puisse satisfaire ses besoins fondamentaux sans compromettre les besoins des générations futures »*. Greenpeace s’inscrit aussi dans ce fonctionnement. Cependant, ces propos sont plus dilués, les personnes physiques ne sont pas ciblées directement. L’association propose de *“dessiner la société de demain”* et d’avoir *“une vision commune”*. Enfin, Youth For Climate, offre ouvertement la possibilité de *“sensibiliser le plus grand nombre”*.

2. Les consciencieux

Les consciencieux sont *“un ensemble d’acteurs écologistes radicaux exerçant leur influence dans la sphère économique¹⁰”*. Ils souhaitent effectuer des changements sur la façon dont fonctionnent les entreprises et leur impact sur le territoire français d’un point de vue écologiste. Les acteurs radicaux écologistes de cette mouvance proposent plutôt de bonnes actions à réaliser, un savoir-faire.

Tout comme les clairvoyants, leur positionnement est orienté sur une capacité à faire quelque chose que les entreprises ne sauraient pas faire. Le terme consciencieux a été choisi en raison de la définition *“ Qui accomplit son travail avec conscience, application ; scrupuleux, appliqué”* et *“Qui a été exécuté avec minutie, application”*.

“Tuer sans nécessité, repenser l’économie, partage équitable des ressources, régulation stricte des marchés, dérives allant jusqu’à l’appropriation du vivant ” fait partie des expressions et des mots utilisés pour désigner les pratiques réalisées par des entreprises. Ils en viennent même à mentionner directement les noms des élevages ciblés, par exemple : *“ Élevage de poules de Chambly : 20 000 € d’amende pour mauvais traitement commis par un professionnel ”*. Par la dénonciation, ils souhaitent faire changer les processus et méthodes de traitement des animaux et de l’environnement directement auprès des entreprises.

Pour parvenir à faire changer leurs habitudes, les consciencieux font des enquêtes au cœur même des structures. L’outil juridique est utilisé pour sanctionner les agissements des personnes morales, voire les liquider. Ils usent de la dénonciation des pratiques réalisées par des acteurs agricoles, de l’énergie ou encore les banques pour faire pression sur l’entité. Ils encouragent aussi fortement le développement des entreprises appartenant à l’économie sociale et solidaire.

Cherchant à *“responsabiliser les acteurs financiers, les entreprises et les industries extractrices”*, Les Amis de la Terre, réalisent des *“campagnes”* afin de changer la façon de produire en proposant cette vision : *“Les formes traditionnelles ou innovantes de droits d’usage et de propriété collective avec usufruit des utilisateurs seront encouragées”*. L214, quant à eux, propose plutôt de s’opposer aux *“élevages intensifs”*.

¹⁰ Cette sphère économique est composée des entreprises et de l’économie globale de la France).

3. Les dominateurs

“Ensemble d’acteurs écologistes radicaux exerçant leur influence dans la sphère étatique et politique” tels sont les dominateurs. Ces radicaux écologistes cherchent à acquérir du pouvoir, dans le sens où ils cherchent à ce que leur idéologie soit soutenue par des personnes de pouvoir (des élus municipaux, des maires, députés...) ou encore à le modifier voire le détruire. Éducation, justice, politique ou encore démocratie sont l’ensemble des thèmes visés par les acteurs radicaux de cette mouvance. Ils remettent en question le fonctionnement de l’État, certains mettent en avant sa *“privatisation”*. Le gouvernement donnerait de plus en plus de missions d’État à des acteurs privés. D’autres, mettent en avant la mauvaise ou la non-application des lois ou encore, en proposent de revoir ou de créer des lois. Les acteurs vont parfois plus loin dans leur dire comme Youth For Climate, *“Ils détruisent le vivant, détruisons les puissants”*. Ils s’octroient le fait d’éduquer les jeunes générations au travers de journaux ou encore d’expositions, ce qui est le cas de L214. D’autres acteurs tels que Les Amis de la Terre et Fridays for Future se contentent de proposer une vision de l’État ou encore de la façon dont il exerce son pouvoir.

Cette sous-partie met en avant le fait que des acteurs écologistes radicaux sont présents dans plusieurs mouvances, ce qui peut interroger sur la présence d’une seule et même mouvance avec des déclinaisons ou bien une seule mouvance en elle-même qui aborderait différents thèmes relatifs à l’écologie. Ce sera donc l’objet de la prochaine sous-partie.

4. Trois mouvances se fusionnant en une seule ?

Au vu des éléments cités précédemment concernant les trois mouvances, il semble nécessaire de détailler les potentielles limites de leur champ d’application.

Premièrement, un constat, plusieurs acteurs souhaitent avoir une influence dans plusieurs domaines, entre autres : L214, qui souhaitent mobiliser ou modifier les habitudes de la société, des entreprises et de l’État. De ce fait, cela peut remettre en cause la définition même des mouvances, car on pourrait induire qu’elles sont séparées les unes des autres. De plus, ce manque de limite peut se percevoir au travers des mots utilisés par les acteurs. Par exemple, *“sensibiliser le plus grand nombre ?”* Quelle est exactement la cible ? Une personne physique ? Une personne morale ? Cette fusion entre les trois mouvances serait aussi possible en raison du fait que, quel que soit l’acteur, ces propos sont bel et bien orientés vers l’environnement, la biodiversité et le réchauffement climatique. Mais encore, ils utilisent des méthodes semblables telles que celle de la détention d’une connaissance que les autres, quels qu’ils soient, ne possèdent pas. Enfin, un vocabulaire incitant au changement des habitudes de la société civile, des entreprises et de l’État.

c) Une autre mouvance, la mouvance subversive ?

Parmi les acteurs considérés comme étant écologistes radicaux, certains ont des propos plus violents que d’autres. Ce qui laisserait penser qu’ils souhaitent mettre en place une subversion.

1. Les critères de subversion

Pour déterminer cette mouvance, il a fallu tout d'abord revenir sur la définition de ce qui est subversif. Ainsi, est subversif : *“Qui est de nature à troubler ou à renverser l'ordre social ou politique”* ou *“Qui soutient des idées menaçant l'ordre social”*. Pour exprimer un trouble social ou politique, nous nous sommes penchés sur plusieurs caractéristiques :

- Utilisation d'un vocabulaire péjoratif et alarmiste. Cela exercerait de la pression et ne donnerait pas forcément de place à l'analyse, la réflexion des personnes,
- Les cibles de leur propos : l'État et/ou la politique et/ou la société civile.
- Leurs moyens : la victimisation des animaux et de la Terre. Cela aurait pour but de faire culpabiliser les acteurs et leur donner une position d'opresseur (pour le grand public), cela aiderait à valider l'idée qu'il faut lutter contre un oppresseur.
- Le positionnement : la recherche de pouvoir, la détention de vérité ou de savoir-faire. Cela contribuerait à rassurer les personnes et les inciter à agir.
- Leur communication : franche et affirmée ou non affirmée.
- Un autre critère qui pourrait être pris en compte serait aussi le nombre de followers sur les pages de leurs réseaux sociaux numériques. Cela permettrait d'estimer le nombre de personnes pouvant être conquises par la finalité de l'acteur écologiste radical (on enlèverait une partie des followers en raison d'un suivi réalisé non par adéquation avec l'acteur radical, mais plutôt pour la surveillance de ses actes et propos).

2. Les acteurs potentiellement subversifs

Les acteurs de l'écologisme radical ont des propos faisant montre de cette volonté de renverser l'État. On peut le voir au travers des expressions suivantes : *“Nous défions le modèle actuel, [...]et faisons pression sur l'État et les élu-e-s pour qu'ils défendent l'intérêt général”* (Les Amis de la Terre), *“ Ils détruisent le vivant, détruisons les puissants”* (Youth for Climate). Contrairement à ce qui peut être énoncé, leurs actions ne seraient pas aussi pacifiques que leurs actions, un état de fait illustré par la *“désobéissance civile”* (Extinction Rébellion) ou la *“non-violence”* (Greenpeace).

Conclusion

Ainsi, dans cette partie, nous nous sommes appliqués à établir une typologie des différentes mouvances de l'écologisme radical. L'enjeu phare était de pouvoir donner une structure à l'ensemble de ce développement afin de pouvoir aborder les différents mouvements considérés en les associant à une catégorie d'acteur bien définie.

Après cette précision nécessaire, il est indispensable pour le bon déroulé de notre développement de pouvoir justifier du caractère radical ou non des acteurs considérés.

Pour ce faire, la prochaine partie s'emploiera à définir une grille d'évaluation du degré de radicalisation des différents groupes que nous étudierons.

3. Les acteurs de l'écologisme radical en France, proposition d'une méthode de classement et de notation

a) Méthodologie

Afin d'établir plus clairement quels sont les associations, les partis politiques ou les journaux les plus impliqués dans le radicalisme écologique, il faut établir une notation basée sur différents critères. Ainsi, deux critères principaux peuvent être cités :

- Leur implication dans des manifestations ou dans des actions physiques ;
- Leur implication sur les réseaux sociaux et dans les médias.

	Manifestation et actions physiques	Réseaux sociaux et Média
1	Action revendicatrice pacifiste dans l'espace public	Revendication pacifiste sur les réseaux sociaux
2	Participation à des manifestations non violentes déclarées auprès des autorités	Incitation à la participation à des actions non violentes
3	Participation à des manifestations non violentes non déclarées auprès des autorités	Participation / Couverture d'actions non violentes
4	Participation à des manifestations non déclarées auprès des autorités, faisant état de dégradations et d'affrontement envers les autorités	Mise en scène d'actions « violentes »
5	Exagération d'une situation pour tenir un discours revendicatif ou légitimer des actions « violentes »	Exagération d'une situation pour tenir un discours revendicatif ou légitimer des actions « violentes »

b) Les associations ayant une envergure nationale

Greenpeace France - 5/5 et 5/5

Greenpeace, sûrement l'une des associations écologistes l'une des plus connues dans le monde, en raison de ses actions menées contre le réchauffement climatique, est implantée dans 55 pays, dont la France. L'association mène une stratégie offensive avec des passages à l'action (occupation de locaux, comme avec l'EPR de Flamanville, ou encore des actions de blocage lors de l'assemblée générale des actionnaires de TotalEnergies, le 25 mai 2022) et en mettant en avant, parfois avec des arguments très orientés, ces actions sur les réseaux sociaux et dans le système médiatique.

NDDL Poursuivre Ensemble - 5/5 et 5/5

NDDL Poursuivre Ensemble est une association constituée à la suite de l'annonce de la construction d'un nouvel aéroport pour la ville de Nantes, sur une zone humide préservée de Notre-Dame des Landes. Afin de mener une lutte active, une ZAD (« zone à défendre ») a été créée par les opposants au projet, prônant la désobéissance civile et si besoin la lutte face aux forces de l'ordre.

L'âge de faire - 5/5 et 4/5

Journal mensuel, fondé en 2005, par l'association du même nom, L'Âge de faire à une ligne éditoriale orientée en faveur de l'écologie radicale, de ses nouveaux modes de vie. Preuve en est les onglets de leur site : se nourrir, résister, travailler, se soigner, habiter, cogiter et flâner. Aussi, ce média appelle à des actions violentes, comme le soutien apporté aux zones à défendre.

RadiAction – 4/5 et 4/5

RadiAction, née officiellement en 2019, mais menant des actions dès 2017, prône quatre points majeurs : l'autonomie, la radicalité, l'inclusivité et la lutte pour le vivant. En association avec des associations allemandes (Ende Gellände) et néerlandaises (Code Rood), elle appelle régulièrement à des actions de désobéissance civile et mène des actions « coup-de-poing », à l'image de la manifestation non violente devant la centrale du Bugey en octobre 2021.

Faucheurs volontaires d'OGM - 4/5 et 3/5

L'association, fondée en 2007, mène des actions à l'encontre des parcelles transgéniques et de cultures d'OGM. Ces actions de désobéissance civile visant à garantir une agriculture naturelle et biologique sont condamnées par le droit pénal et civil de « destruction grave du bien d'autrui en réunion », à l'instar de trois faucheurs d'OGM condamné en mai 2022 à 400 000 euros d'indemnités¹¹. Toutefois, leurs actions sont non violentes et visent uniquement ces parcelles d'essais.

Extinction Rebellion – 3/5 et 3/5

Extinction Rebellion, fondé au Royaume-Uni en 2018, est implanté dans 56 pays, dont la France. L'association se décrit comme étant un « mouvement international de désobéissance civile non-violente pour opérer un changement radical afin de minimiser le risque d'effondrement écologique »¹². Aussi, l'association s'inscrit dans la participation et la promotion d'action non violente, mais ne cautionne en aucun les actions violentes, en vertu de leurs dix principes.

Les amis de la Terre - 3/5 et 3/5

Les Amis de la Terre, fondée en 1970, fait partie des associations ayant participé à l'essor de l'écologie politique. Son objectif est de créer une société soutenable pour l'Homme et pour les générations futures. En cela, leurs actions visent à un changement radical de

¹¹ « [Trois faucheurs volontaires condamnés à payer 400.000 euros à Toulouse](#) », *France Bleu*, 12 mai 2022.

¹² F. Leboucq, « [Extinction Rebellion est-il un mouvement « radical » ?](#) », *Libération*.

société¹³, promouvant par exemple le blocage d'entreprises dites « polluantes » de manière non violente.

Youth for Climate – 2/5 et 3/5

Youth for Climate est une association récente dans la galaxie de l'écologie politique radicale. Fondée en janvier 2019, elle s'inscrit dans la continuité du mouvement initié par Greta Thunberg. La philosophie de cette association s'inscrit à la fois dans une lutte contre le dérèglement climatique, mais possède aussi une tendance anticapitaliste. Ces actions sont médiatisées, notamment en raison du blocage et de grèves scolaires menées par la jeunesse, mais sont non violentes.

Alternatiba - 2/5 et 3/5

	Manifestations et actions physiques	Réseaux sociaux et médias	Total
Greenpeace France	5	5	10
NDDL Poursuivre Ensemble	5	5	10
L'Âge de faire	5	4	9
RadiAction	4	4	8
Faucheurs volontaires d'OGM	4	3	7
Les amis de la Terre	3	3	6
Extinction Rebellion	3	3	6
Youth for Climate	2	3	5
Alternatiba	2	3	5

c) Les ONG œuvrant dans le domaine de la cause animale

L214 - 5/5 et 5/5

L214 mène des actions "chocs", en publiant à la fois sur les réseaux sociaux et dans les médias qui sont utilisés comme une scène pour mettre en avant leur lutte principale : la reconnaissance des implications morales de la sensibilité des animaux. Pour cela, ses membres n'hésitent pas à pénétrer dans des locaux afin de filmer l'abattage de poussins ou encore de canards dans des fermes ne respectant que peu les normes en vigueur. Aussi, cette association se classe parmi les plus actives et les plus connues médiatiquement, allant parfois jusqu'à utiliser des arguments orientés.

Sea Shepherd France – 5/5 et 5/5

¹³ « [Climat : un changement radical est nécessaire](#) ».

Fondée au Canada, Sea Shepherd a mené plusieurs actions en France, par exemple dans le golfe de Gascogne, en réclamant l'arrêt de la capture de dauphins dans les filets de pêche. Leurs actions sont médiatisées sur les réseaux sociaux et peuvent régulièrement être en contact direct avec les navires de ceux avec qui ils s'opposent.

Front de libération des animaux – 4/5 et 4/5

Organisation internationale, fondée au Royaume-Uni, le Front de libération des animaux (FLA) est présent en France, avec pas moins de 22 actions commises sur le sol français. Le FLA mène à la fois des actions pacifistes, mais aussi des actions pouvant causer des dégâts matériels, légitimant cela par une remise en cause systématique de la manière dont les animaux sont traités dans la société.

La Société protectrice des animaux (SPA) – 1/5 et 1/5

Créée en 1845, la SPA est la première association à s'impliquer dans la protection des animaux. Elle intervient en cas de mauvais traitement des animaux par leur propriétaire. Très impliquée sur les réseaux sociaux, elle y prône un discours pacifiste (sensibilisateur) et n'invite pas ses membres à mener des actions.

WWF France - 1/5 et 1/5

WWF France est la section française de la World Wide Fund for Nature, créée en 1973. L'association ne prône pas les actions violentes, mais mène des campagnes dans les médias pour la sauvegarde et la protection de la biodiversité, à l'image de leur campagne « 3 200 tigres »¹⁴. Elle prône aussi la mise en place d'une agriculture biologique, avec la campagne « Oui au bio dans ma cantine »¹⁵.

Welfarm - 1/5 et 1/5

Welfarm – protection mondiale des animaux de ferme est une ONG, fondée en 1994, œuvrant pour la prise en compte du bien-être des animaux, et ce quelques soit l'étape de leur vie : élevage, transport et abattage. En cela, elle mène principalement des activités de lobbying auprès des organismes de réglementations et en tenant des actions de sensibilisation du grand public.

30 millions d'amis - 1/5 et 1/5

30 millions d'amis revêt plusieurs casquettes : il s'agit à la fois d'une fondation, d'une émission télévisée et d'un magazine mensuel. Par ces méthodes de diffusion, la fondation touche le grand public pour défendre ses positions en matière de souffrance animale et de protection des animaux domestiques et de la faune sauvage.

	Manifestations et actions physiques	Réseaux sociaux et médias	Total
--	-------------------------------------	---------------------------	-------

¹⁴ « [Tigres/WWF: Yannick Noah en campagne](#) », *Le Figaro*, 28 octobre 2010.

¹⁵ « [WWF veut instaurer le bio dans les cantines](#) » - L'Express ».

L214	5	5	10
Sea Shepherd France	5	5	10
Front de libération des animaux	4	4	8
SPA	1	1	2
WWF France	1	1	2
Welfarm	1	1	2
30 millions d'amis	1	1	2

d) Tableau récapitulatif de l'implication des ONG, associations et médias dans l'écologie politique dite radicale

	Manifestations et actions physiques	Réseaux sociaux et médias	Total
L214	5	5	10
Sea Shepherd France	5	5	10
Greenpeace France	5	5	10
NDDL Poursuivre Ensemble	5	5	10
L'Âge de faire	5	4	9
Front de libération des animaux	4	4	8
RadiAction	4	4	8
Faucheurs volontaires d'OGM	4	3	7
Les amis de la Terre	3	3	6
Extinction Rebellion	3	3	6
Youth for Climate	2	3	5
Alternatiba	2	3	5
SPA	1	1	2
WWF France	1	1	2
Welfarm	1	1	2
30 millions d'amis	1	1	2

e) Conclusion

Dans cette partie a été exposée une grande partie des acteurs du paysage de l'écologisme radical. Ils ont chacun leurs moyens d'action et d'expression propres. De la même manière, certains sont violents et d'autres pacifiques. Dans cette étude, ce sont les acteurs les plus radicaux qui nous intéressent. Désormais identifiés, nous allons nous attarder sur leurs

méthodes de financement afin d'exposer comment ceux-ci subsistent, malgré leurs méthodes bien souvent illégales.

4. Aspects financiers

À propos du financement des acteurs de l'écologisme radical, il nous est impossible d'être exhaustifs, et ce pour deux raisons. D'une part parce qu'une telle entreprise ne saurait être épuisée dans une unique partie de ce développement, mais aussi par manque de temps. Nous faisons donc le choix de nous consacrer aux sources de financement des acteurs phares de l'écologisme radical.

La question du financement est cruciale dans notre analyse. En effet, nous avons défini l'écologisme radical comme la réunion de deux facteurs essentiels : la mobilisation d'une violence (physique ou symbolique) dans la stratégie de communication du groupe et le contournement des règles du jeu politique traditionnel via un répertoire d'action innovant (actions "coup de poing"). L'objectif de ces mouvances est de sensibiliser l'opinion publique par des actions médiatisées afin d'agir sur le législateur *in fine*. Le choix de ces actions est une adaptation aux faiblesses structurelles des groupes (faiblesse de leurs effectifs par rapport aux forces politiques traditionnelles et nécessité d'être visibles pour recueillir les fonds nécessaires à la poursuite de leurs actions).

Cette analyse du répertoire d'action collective des représentants de l'écologisme radical découle de la thèse de Charles Tilly¹⁶ concernant les mouvements post-matérialistes dans son ouvrage *La France conteste, de 1600 à nos jours*.

Pour cette partie de notre développement, nous nous concentrerons donc sur les attraits financiers de l'écologisme radical. Nous nous attarderons sur l'obtention de ces fonds qui déterminent la capacité de ces groupes à financer leurs actions.

Pour recevoir des financements et acquérir une capacité juridique, ces derniers doivent adopter un statut juridique parmi ceux définis par le droit français. L'un d'entre eux est plébiscité par les groupes écologistes radicaux : l'association, telle que prévue par la loi du 1er juillet 1901¹⁷ (A). Nous nous arrêterons également sur la question des financements basés sur le modèle économique du don manuel et l'obligation de publicité des comptes des associations (Article 4-1 de la loi 87-571 du 23 juillet 1987¹⁸) en nous interrogeant sur la communication de ces groupes en matière de transparence financière (B). Enfin, nous prendrons le temps d'étudier au cas par cas plusieurs associations emblématiques de l'écologisme radical (L214, Extinction Rébellion, Greenpeace France) pour identifier certaines sources de financement qui soulèvent des questions en termes de guerre informationnelle. L'enjeu de ces recherches n'est pas de jeter l'opprobre sur un mouvement plutôt qu'un autre

¹⁶ Charles Tilly, *La France conteste, de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986.

¹⁷ [Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association](#) - Légifrance.

¹⁸ [Loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat](#).

ou de discréditer l'action de ces derniers, mais uniquement de mettre en lumière les enjeux d'influence autour des dons qu'ils perçoivent (C).

a) Le cadre législatif en France concernant le financement des associations (“loi 1901”)

Nous l'évoquons dans le paragraphe précédent : un statut juridique est plébiscité par les grands noms de l'écologisme radical, celui de l'association. En effet, lorsque l'on consulte le Journal officiel des associations et fondations d'entreprise, Greenpeace France, L214, Alerte Planète (hébergeur fiscal d'Extinction Rébellion) sont toutes enregistrées en tant qu'associations régies par la loi de 1901.

Avant de rentrer dans les détails des flux financiers de ces associations et les efforts de communication auprès du public qu'elles produisent, il faut d'abord comprendre en étudiant le texte de la loi ce qu'implique ce statut et en quoi il colore leurs actions.

Le statut d'association induit de nombreux avantages, notamment financiers. Il permet d'engager des bénévoles, n'est pas soumis aux impôts concernant les organismes à but lucratif et profite d'une comptabilité moins contraignante. Il permet également aux associations d'organiser leur modèle économique autour du don manuel. Les dons sont encouragés par l'État qui verse une subvention indirecte en les défiscalisant à hauteur de 66% (Article 200 alinéa 1 du Code général des impôts)¹⁹.

Nous avons vu que les mouvements se revendiquant de l'écologisme radical doivent pallier leur manque de ressources par des actions “coup de poing” pensées pour optimiser leur relai par les médias²⁰. Par ce biais, ils atteignent une importante part de la population qui constitue une grande partie des dons perçus.

Cependant, si le statut d'association offre un cadre idéal pour les groupes considérés, il implique également certaines contraintes. En effet, si les dons perçus par les associations excèdent 153 000 €, alors l'association doit assurer la publicité et la certification de ses comptes (Art. 4-1 de la loi 87-571 du 23 juillet 1987²¹). Cette publicité des comptes est conditionnée à l'octroi d'un avantage fiscal au bénéfice du donateur. Cet avantage fiscal est caractérisé par la défiscalisation partielle des dons (Art. 200 al. 1 du code général des impôts) et concerne tous les “organismes d'intérêt général concourant à [...] la défense de l'environnement naturel [...]”(Art. 200 du Code général des impôts 2.).

De plus, si une association perçoit une subvention d'une autorité administrative, elle se voit dans l'obligation de publier ses comptes annuels et d'en assurer la publicité (Art. 612-4 du Code de commerce²²).

Pour les associations que nous avons choisi d'étudier ici, le volume des dons ainsi que les subventions qu'elles perçoivent les contraignent à assurer la publicité de leurs comptes. Ce point est crucial pour comprendre les efforts de communication en matière de transparence

¹⁹Article 200 - Code général des impôts - Légifrance.

²⁰« [La centrale nucléaire du Tricastin visée par une action de Greenpeace pour sa vétusté](#) ».

²¹Op. Cit. Loi 87-571.

²²[Article L612-4 - Code de commerce](#) - Légifrance.

qu'elles déploient : cette démarche n'est pas mue par leur seule volonté, elle découle d'une contrainte légale.

b) La stratégie de communication des grands noms de l'écologisme radical quant à leurs financements

Des trois sites des grands mouvements de l'écologie politique radicale considérés ici (Greenpeace France, L214 et Extinction Rébellion), tous comportent une page spécifiquement dédiée à leur "transparence financière".

1. Greenpeace France

Sur son site internet, Greenpeace France met en avant son caractère "100% transparent et 100% indépendant"²³ en expliquant que l'association refuse tout don en provenance d'entreprises et toute subvention publique.

L'association met également à disposition du public ses comptes annuels et rapports financiers sur cette même page, comme l'exige la loi. Il est à noter que l'obligation de publier ces comptes n'est pas présentée comme une obligation légale, mais comme une contrainte morale vis-à-vis des donateurs de Greenpeace. La transparence financière est donc utilisée comme élément de la stratégie de communication de Greenpeace alors qu'elle repose sur des bases légales. Les documents comptables annuels mis à disposition du public par Greenpeace sont au nombre de deux : les rapports annuels et les bilans financiers. Toujours en prenant en compte la stratégie de communication de l'association, ces deux documents ne sont pas utilisés de la même manière. En effet, si les rapports annuels²⁴ des comptes de l'association sont une simple numérisation d'un dossier papier produit par un commissaire aux comptes, sans effort de présentation pour les profanes, il en va tout autrement pour le rapport financier²⁵. Ce dernier constitue la synthèse des informations comptables dont l'association doit assurer la publication. Il n'est pas pensé uniquement pour se conformer à la loi (à l'image du rapport annuel des comptes), mais bien comme un véritable support de communication accessible à tous (effort graphique, mise en avant des chiffres marquants, concision et clarté du document).

Lorsque l'on consulte la page des dons de l'association²⁶, le donateur potentiel est de nouveau informé de la politique financière de Greenpeace : "*Nous refusons tout don d'entreprises, de partis politiques et de gouvernements. Cette indépendance est le gage de notre liberté de parole et d'action, en tous lieux et en toutes circonstances*"²⁷. Quelques lignes après cette affirmation, l'association explique à ses donateurs potentiels que le montant de leurs dons sera défiscalisé à hauteur de 66%. Cette défiscalisation partielle des dons constitue

²³ « [Financement Greenpeace :100% transparents, 100% indépendants](#) », Greenpeace France.

²⁴ [Rapport annuel de l'année 2017](#).

²⁵ [Rapport annuel de l'année 2021](#) .f

²⁶ « [Faire un don à notre association](#) », Greenpeace France.

²⁷ *Idem*.

une subvention indirecte : la politique fiscale du gouvernement encourage indirectement les dons des particuliers aux associations loi 1901. Ainsi, l'affirmation citée plus haut sur le refus catégorique de Greenpeace de recevoir des subventions des gouvernements n'est pas fautive si l'on considère les subventions directes ; cependant, la force avec laquelle cet argument est martelé sur le site relève là encore d'une stratégie de communication bien plus que d'un état de fait.

2. L214

Tout comme Greenpeace France, l'association L214 - Ethique et Animaux consacre une page de son site internet à sa "transparence financière"²⁸. Là encore, l'association ne précise pas sur son site l'obligation légale de publier ses comptes annuels (mais le précise néanmoins dans le préambule dudit rapport.). Elle indique également refuser toute subvention publique, tout en précisant aux donateurs que leurs dons seront défiscalisés à hauteur de 66% sans y déceler d'incohérence. En revanche, à l'inverse de Greenpeace, la publication de ces documents comptables²⁹ n'est pas présentée comme une preuve de bonne foi en matière de transparence financière : ils sont simplement mis à disposition du public sur le site. Ces rapports très denses (ils compilent un rapport moral, financier et le rapport d'un commissaire aux comptes) sont là encore pensés pour être des supports de communication et non seulement pour satisfaire les obligations légales du mouvement. En effet, sur environ quatre-vingts pages de rapport, cinquante sont destinées à présenter, à grand renfort de graphiques, courbes et images "choc", les actions de l'association pour l'année passée. Ainsi, L214 parvient elle aussi à transformer l'obligation de publication de ses comptes en élément de sa stratégie de communication.

Cependant, comparativement à Greenpeace, la communication de L214 en matière de transparence financière est moins présente sur l'ensemble de son site. Si elle semble plus discrète, sa stratégie a néanmoins subi d'importantes transformations depuis quelques années.

Si l'on se penche sur le rapport annuel de l'année 2015 par exemple, on est tout d'abord frappé par son côté peu professionnel et le fossé en matière d'efforts de communication entre ce dernier et celui de l'année 2020. Concernant la transparence financière, le terme n'y apparaît pas. Puis, on peut lire dans son bilan moral de l'année 2015 : "*Big mercis aux Fondations Orre et Oref qui ont généreusement soutenu L214 cette année. Merci aussi à cette Fondation américaine qui a souhaité rester anonyme et qui a doublé les dons de décembre à hauteur de 150 000\$.*"³⁰. De tels propos semblent inaudibles aujourd'hui et vont nous servir de comparatif pour jauger de l'évolution et de la professionnalisation en matière de communication autour de la transparence financière de l'association. Il est à noter qu'en 2015, avec la publication de l'enquête de L214 sur l'abattoir d'Alès³¹, les dons reçus par

²⁸ « [Transparence financière](#) »

²⁹ [Rapport annuel de l'association L214 – 2020](#).

³⁰ [Rapport annuel de l'association L214 - 2015](#).

³¹ « [VIDÉO] Cruauté à l'abattoir d'Alès ! », [VIDÉO] Cruauté à l'abattoir d'Alès. (consulté le 30 mai 2022).

l'association ont été multipliés par six entre 2014 et 2016³². C'est à l'aune de ce tournant que les publications de l'association vont se professionnaliser. En effet, les éléments de langage du rapport de 2016³³ sont plus lissés. En revanche, la transparence financière n'est toujours pas évoquée. Il faut attendre le rapport de 2017³⁴ pour que la notion de transparence financière apparaisse. Les mentions des donateurs privés sont plus précises (nom, montant des dons). La stratégie de communication de l'association en matière de financement et de transparence financière n'a plus rien à voir avec celle portée par le rapport de 2014.

Ce rapport de l'année 2017 (publié en 2018) comporte une donnée intéressante : la mention d'un don pour un montant de 1,1 million d'euros de la part de l'Open Philanthropy Project (OPP)³⁵ en décembre. Ce financement par l'OPP mentionné dans le rapport annuel de 2017 explosera sur le devant de la scène médiatique en 2020³⁶. Nous étudierons l'impact de ce don en matière d'influence dans notre prochaine sous-partie, pour l'instant, nous nous concentrons sur son impact et ses retombées médiatiques sur la stratégie de communication de l'association. Si l'on s'attarde sur l'évolution de la communication de l'association en matière de financement via son site internet, l'effet du scandale financier médiatisé par France Inter n'apparaît pas comme un tournant en soi lors de sa médiatisation en 2020. Cependant, le don de l'OPP est remarqué par certains observateurs dès 2018. C'est à cette date qu'un tournant dans la stratégie de communication de l'association s'opère.

Les recherches qui vont suivre sont toutes basées sur les sauvegardes du site stockées par le service en ligne "Internet Archive"³⁷ (août 2008³⁸, septembre 2010³⁹, octobre 2011⁴⁰, octobre 2015⁴¹, janvier 2018⁴², [novembre 2019](#), novembre 2020⁴³, avril 2022 (version actuelle du site). En analysant les évolutions du site internet depuis sa création, en 2008, jusqu'à mai 2022, on constate une professionnalisation globale de la communication. Concernant la communication liée à la transparence financière, elle n'apparaît sur le site qu'en janvier 2020, après les inquiétudes exprimées par certains observateurs quant au don effectué par l'OPP.

³² [Rapport annuel de l'association L214 - 2016](https://visuels.l214.com/brochures/2020/bilans/2016-bilan-moral-et-financier.pdf?_ga=2.67748310.632941786.1652112790-473470530.1645634366) https://visuels.l214.com/brochures/2020/bilans/2016-bilan-moral-et-financier.pdf?_ga=2.67748310.632941786.1652112790-473470530.1645634366

³³ *Op Cit*, rapport annuel L214 année 2016

³⁴ Rapport annuel de l'association L214 - 2017 ; https://visuels.l214.com/brochures/2020/bilans/2017-bilan-moral-et-financier.pdf?_ga=2.93586778.632941786.1652112790-473470530.1645634366

³⁵ «

³⁶ « [Derrière L214, l'ombre de la viande in vitro](#) ». (consulté le 30 mai 2022).

³⁷ « Internet Archive: Waybac

k Machine ». <https://archive.org/web/> (consulté le 30 mai 2022).

³⁸ « Pourquoi L214 ?.

³⁹ « [Pourquoi L214 ? | L214, éthique et animaux](#) », 7 août 2008.

⁴⁰ « [Pourquoi L214 ? | L214, éthique et animaux](#).

⁴¹ « [L214, une organisation de défense des animaux](#) | Éthique et animaux ».

⁴² « [L214, une organisation de défense des animaux](#) | Éthique et animaux ».

⁴³ « [Transparence financière](#).

Les dons des particuliers, la force de L214

Les dons des particuliers représentent la grande majorité des dons reçus par l'association.

L214 a la chance de s'appuyer sur une base de donateur-trices solide : 33 962 personnes ont fait un don à l'association en 2018. Parmi ces membres, 29 % ont choisi le don mensuel, qui représente 40 % du total des dons.

89 entreprises, 31 associations et 4 fondations (soit 0,4 % des donateurs) ont fait un don en 2018, représentant moins de 5 % du total des dons.

L214 ne demande pas et ne reçoit pas de subventions publiques.

En 2017, l'**Open Philanthropy Project** a remarqué le travail de L214, nous a contacté et a offert de nous aider. L214 a alors proposé des projets et obtenu un financement de 1,14 million d'euros versé en 2017 et à répartir sur 2018 (495 k€) et 2019, pour sa campagne en faveur des poulets élevés pour leur chair, ainsi que pour les actions sur les campus universitaires et pour la structuration de l'association. Cette organisation basée aux États-Unis finance des ONG humanitaires, environnementales et de protection animale dans de nombreux pays.

Origine des dons et adhésions de L214

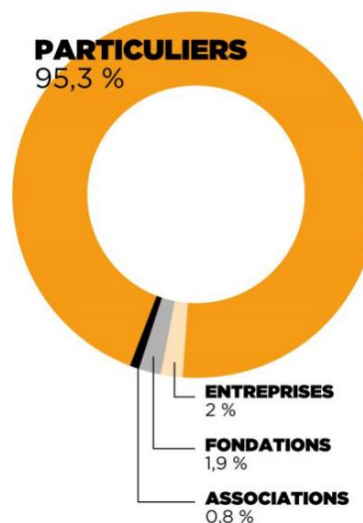


Image 1

Source : InternetArchive, copie du site L214.org datée de novembre 2020

Nous avons néanmoins constaté qu'elle apparaît dès 2018 à l'intérieur du rapport annuel de l'année 2017.

En effet, en novembre 2018, le site d'information tourné vers le monde agricole, Web agri, publie un article intitulé *Le financement de L214 fait débat sur Twitter*⁴⁴. Le site d'information y évoque le financement de L214 par l'OPP en évoquant une volonté dissimulée de porter atteinte aux intérêts de la filière volaillière en France. Quelques jours plus tard, le journal L'Opinion relaie également l'information dans son article intitulé *L214, la juteuse association antispéciste qui défend bien son bifteck financier*⁴⁵. Ces premières alertes dans la presse vont culminer jusqu'au sénat. En effet, quelques jours après le retentissement de l'article de France Inter, le député Jean-Noël Cardoux pose une question écrite⁴⁶ publiée au Journal officiel le 23 janvier 2020, soit quelques semaines après la médiatisation de l'affaire par France Inter. Le député Cardoux questionne les sénateurs quant aux financements étrangers dont bénéficie L214 et sur ses impacts pour la filière sur le territoire national. Il n'obtient pas de réponse de la part des sénateurs quant au risque planant sur la filière agricole.

Ainsi, entre 2014 et 2016, les dons au profit de l'association sont en forte augmentation. Cette augmentation est corrélée avec une refonte graphique en profondeur du site et un effort en matière de transparence financière dans les rapports annuels (2017, publié en 2018 : mention de la transparence financière et dénomination des donateurs, ils ne sont plus de "généreux donateurs anonymes"). Cette professionnalisation est également corrélée aux premières

⁴⁴ « [1 140 000 euros de financement américain pour l'association vegan L214](#) ».

⁴⁵ « [L214, la juteuse association anti-viande qui défend bien son bifteck financier](#) », *L'Opinion*, 14 novembre 2018.

⁴⁶ « [Financement de l'association L214 - Sénat](#) ». (consulté le 30 mai 2022).

critiques quant aux financements étrangers dont bénéficie L214. Il ne nous est pas possible de discerner avec certitude quoi de l'afflux de dons où des remous dans les médias causés par certains flux financiers sont à l'origine de ce remaniement en matière de communication liée à la transparence financière pour L214.

En 2022, L214 fait désormais apparaître de manière encore plus visible ses rapports avec l'OPP :

Qui finance L214 ?

L'action de L214 repose avant tout sur la générosité de ses membres. Nos ressources étaient de 5,5 millions d'euros en 2019, dont 87 % liés à la générosité publique (dons et adhésions) et 79 % provenant des dons de particuliers.

Le reste provenait des recettes de la boutique en ligne (199 k€, soit 3,6 %), de reprises de provisions juridiques et de gains sur procès (44 k€, soit 0,8 %), de revenus de l'épargne (10 k€, soit 0,2 %) et d'autres produits comptables (35 k€, soit 0,6 %).

Répartition des ressources de L214

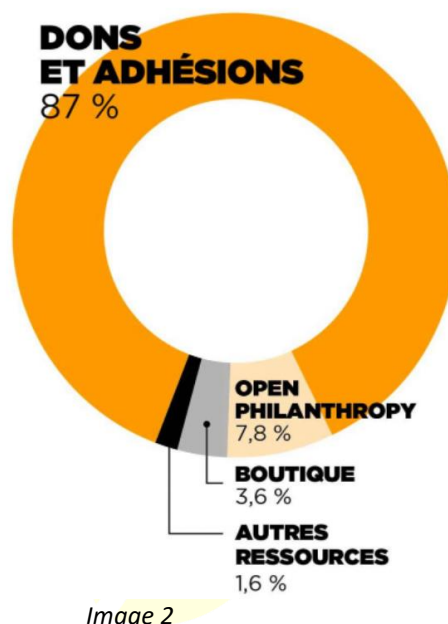


Image 2

Source : InternetArchive, copie du site L214.org datée de janvier 2021

Pour conclure sur le cas de la communication en matière de transparence financière de L214 et son retard en la matière, nous pouvons la comparer à l'association Greenpeace. En recourant de nouveau au service Wayback Machine, il apparaît que l'association Greenpeace France recevait 6 899 000 € de dons pour l'année 2006 (cf. ci-dessous).

GREENPEACE Recherche TROUVEZ

Vous êtes ici: [Accueil](#) > [Nous connaître](#)

Financement ▶ Imprimer ▶ Envoyer

Greenpeace France est financée à 100% par ses donateurs privés.

Nous refusons les subventions d'Etat et les contributions d'entreprises, ce qui nous permet de garder une totale liberté de parole et d'action en tout lieu et en toute circonstance.

En 2006, nous avons reçu 6 899 000€ (plus de 12% par rapport à 2005) de nos donateurs.

83% de ces dons sont assurés par les prélèvements automatiques. Ces soutiens réguliers nous assurent la stabilité de nos ressources et la sécurité d'un apport de trésorerie mensuel.

Répartition des dépenses pour l'année 2006 :

- 58% des ressources (soit 3 642 000€) sont allouées à la réalisation des campagnes
- 17,78% (soit 1 481 000€) à la collecte de fonds
- 15,34% (soit 1 278 000€) au programme Direct Dialogue (recrutement de nouveaux adhérents)
- 8,78% (soit 732 000€) aux dépenses administratives.

Administration 732 k€ (8,78%)

Direct Dialogue 1 278 k€ (15,34%)

Collecte de fonds 1 481 k€ (17,78%)

Campagnes, actions, terrain, information du public : 4 830 k€ (58%)
 dont campagnes France 3 642 k€
 et contribution à Greenpeace International 1 188 k€

BLOGS
Les blogs des campagnes de Greenpeace

Soutenez nos actions !
Pourquoi ? Comment ?
Besoin d'infos...

Image 3

Source : InternetArchive, copie du site cdn.greenpeace.fr datée du 21 août 2008

On remarque que dès 2008, Greenpeace aborde ses financements sur son site internet en plus de son rapport annuel, et ce dans un but de communication sur sa transparence financière. La transparence financière fut donc un sujet précoce en matière de communication sur le site internet de Greenpeace France. Nous avons déjà vu que cela ne fut pas le cas pour L214. La comparaison des comptes de résultat des deux associations au moment de leur prise en compte de la nécessité de communication quant à leurs finances est édifiante. La capture du service Wayback Machine ci-dessus est la plus ancienne montrant la

politique de transparence financière de Greenpeace (liée à la publication du rapport annuel de 2006). À cette date, l'association perçoit 6 899 000 € de dons par an.

Nous avons vu plus haut qu'il fallut attendre l'année 2018 et les premiers remous quant au financement accordé par l'OPP pour que L214 affiche sa "transparence financière" directement sur son site. À cette date, l'association affiche sur son compte de résultat un total général de plus de 5 000 000 € pour les trois dernières années⁴⁷. L214 n'est donc pas un poids plume de l'écologisme radical au tournant des années 2017/2018 et son retard en matière de communication relative à sa transparence financière n'en apparaît que plus flagrant.

3. Extinction Rébellion (XR)

Des trois associations considérées ici, XR est sans doute le mouvement ayant la communication en matière de transparence financière la plus discrète. C'est d'ailleurs le mouvement le plus jeune (création en 2018). XR n'est pas une association. Ses militants s'autodéfinissent comme un "mouvement international"⁴⁸. À première vue, XR n'a donc pas véritablement de statut juridique défini. Cependant, en naviguant sur le site, les internautes sont encouragés à faire un don au mouvement, comme pour Greenpeace ou L214.

Une page du site internet est dédiée à l'emploi des ressources par le mouvement, au pied de cette page⁴⁹ (dix volets), on peut accéder à un volet "finances" qui nous redirige vers une page concernant la politique financière du mouvement⁵⁰. Cette page contient un paragraphe concernant la transparence financière (cf. ci-dessous).

G. TRANSPARENCE FINANCIÈRE DE TOUS LES GROUPES BÉNÉFICIAIRES DE FINANCEMENTS

Le groupe *support finances* publie régulièrement l'état financier de ses comptes : trésorerie, dons reçus, dépenses et budget.

Les groupes qui organisent des collectes ou reçoivent des financements directement pour leur compte ou indirectement et qui ont **logiquement** un référent financier, sont **invités** aussi à publier leurs comptes et à créer leur collectif au sein d'Open collective. Leur référent financier **pourra** rejoindre le groupe *support finances* pour participer aux décisions.

Image 4

Source : <https://extinctionrebellion.fr/politique-financiere-modalites-utilisation-des-fonds/>

On comprend alors que les rapports annuels du mouvement ne sont pas hébergés sur le site (le mouvement n'est pas contraint de les publier puisqu'il n'est pas une association loi 1901). Les différents groupes XR (mouvements locaux) sont simplement "invités" à publier

⁴⁷ [Rapport annuel de l'association L214 - 2018](#) .

⁴⁸ « [Extinction Rebellion France](#) », *Extinction Rebellion*. [L](#) (consulté le 30 mai 2022).

⁴⁹ « Ressources », *Extinction Rebellion*. <https://extinctionrebellion.fr/ressources/> (consulté le 30 mai 2022).

⁵⁰ « Politique financière et modalité d'utilisation des fonds d'Extinction Rebellion », *Extinction Rebellion*. (consulté le 30 mai 2022).

leurs comptes. Le site estime (“logiquement”) que ces groupes locaux ont un référent financier.

En explorant le site, on trouve en effet la liste des pages associées aux différents mouvements locaux⁵¹. Ces derniers disposent d’un espace sur le site où ils publient leurs événements. Néanmoins, les comptes annuels évoqués sur la capture d’écran n’y sont pas présents. La transparence financière du mouvement XR apparaît comme bien obscure aux yeux des internautes qui veulent soutenir leurs actions.

XR n’est donc pas une association. Or, nous avons expliqué que ce statut juridique est plébiscité par les poids lourds de l’écologie radical. Cependant, si XR n’est pas une association, le fonctionnement de ce mouvement est permis par un rapprochement avec deux associations : All for Climate⁵² et Alerte Planète⁵³ (rebaptisée ainsi en 2021, anciennement Planète A). Alerte Planète est une association loi 1901 spécialisée dans l’hébergement fiscal d’autres structures (XR, Résistance Solidaire, etc.). Concernant All for Climate, il s’agit d’une association de droit belge spécialisée également dans l’hébergement fiscal de mouvements liés à la protection de l’environnement.

Le système de l’hébergement fiscal⁵⁴

Pour pouvoir bénéficier d’une existence juridique, une entité doit adopter un des statuts juridiques prévus par la loi. Concernant les mouvements de l’écologie radical, nous avons vu que le statut d’association leur permet d’organiser leur modèle économique autour du don naturel et du bénévolat tout en ayant des contreparties (en matière de transparence par exemple) assez peu contraignantes.

Or, une reconnaissance juridique d’un mouvement fait de ce dernier une personne morale de droit public pouvant voir sa responsabilité et celle de ses dirigeants engagées en cas de procédure judiciaire. Certains mouvements, comme XR, ne souhaitent pas se constituer en tant que personne morale au vu de la nature des actions qu’ils mènent.

Cependant, pour percevoir des dons, un statut juridique est nécessaire afin de posséder un compte auprès d’un établissement bancaire.

Pour dépasser ce point de blocage, certaines associations proposent à des mouvements de les héberger fiscalement. L’hébergeur reçoit les dons à destination de ces mouvements et s’engage à les reverser. Comme l’hébergeur est une personne morale, c’est à lui que revient l’obligation de s’acquitter des impératifs légaux (fiscalité, comptabilité, publication de documents légaux, etc.) découlant de son statut juridique.

Le recours à ce système permet à XR de ne pas devoir rendre de compte personnellement quant à la provenance de ses fonds : c’est son hébergeur fiscal qui s’y engage. Dans une démarche de communication sur la transparence de son financement, le recours à un

⁵¹ « [XR France](#) », *Extinction Rebellion*. (consulté le 30 mai 2022).

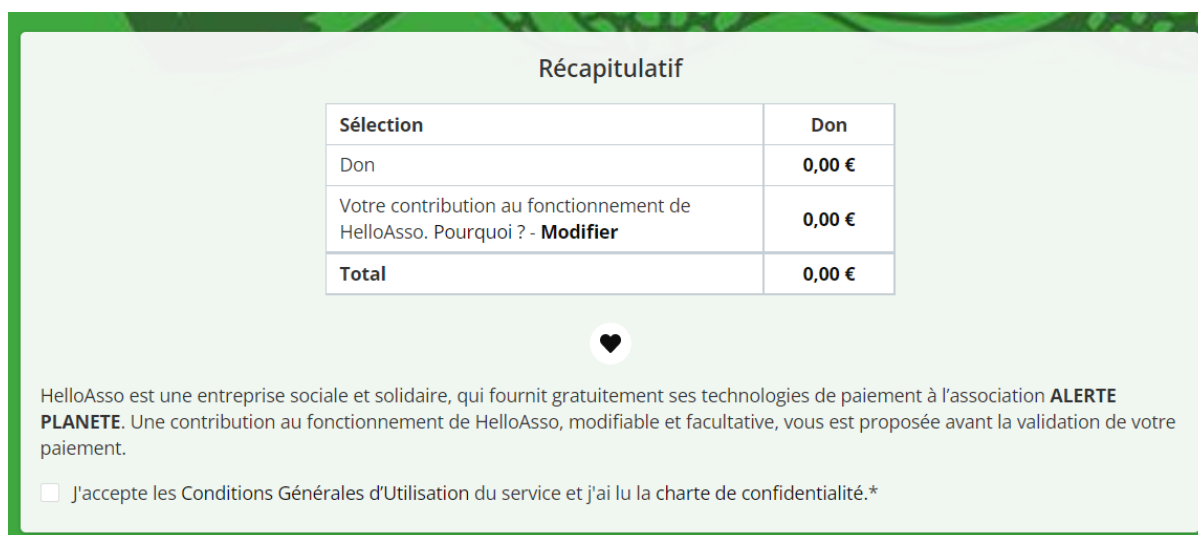
⁵² « [All for Climate - Homepage](#) ».

⁵³ « [Derrière L214, l’ombre de la viande in vitro](#) ».

⁵⁴ « [Fiscal Hosts FAQ](#) ». (consulté le 30 mai 2022).

hébergeur fiscal brouille les pistes et rend toute recherche d'un donateur curieux plus complexe.

Le mouvement n'évoque pas sur son site ses liens particuliers avec les deux associations mentionnées. C'est uniquement si l'internaute entame la démarche de donation qu'il verra apparaître comme destinataire de son don l'association Alerte Planète :



The screenshot shows a donation summary page with a table and a checkbox. The table lists the following items:

Sélection	Don
Don	0,00 €
Votre contribution au fonctionnement de HelloAsso. Pourquoi ? - Modifier	0,00 €
Total	0,00 €

Below the table is a heart icon and a paragraph of text: "HelloAsso est une entreprise sociale et solidaire, qui fournit gratuitement ses technologies de paiement à l'association **ALERTE PLANETE**. Une contribution au fonctionnement de HelloAsso, modifiable et facultative, vous est proposée avant la validation de votre paiement." Below this is a checkbox with the text: "J'accepte les Conditions Générales d'Utilisation du service et j'ai lu la charte de confidentialité.*"

Image 5

Source : Site internet de XR France, "faire un don" - <https://extinctionrebellion.fr/faire-un-don/>

Aucune explication n'est apportée au donateur quant à la mention de l'association Alerte Planète comme bénéficiaire de son geste. Les flux financiers d'XR apparaissent donc comme difficiles à suivre pour les internautes de passage sur le site. Cependant, même en se livrant à un travail minutieux de recherche, il est difficile de comprendre le circuit de financement du mouvement XR.

Nous avons vu qu'Alerte Planète est l'hôte financier de XR. En effet, sur la plateforme Open Collective, on constate des flux financiers entre les mouvements locaux XR et Alerte Planète. Ainsi, on peut constater par exemple que le 11 mai 2022, Alerte Planète émet un virement à destination de XR Île-de-France via la plate-forme Open Collective pour un montant de 490 €. Si en apparence, la transparence est totale, ces informations sont brutes. De plus, il est impossible d'identifier dans un document comptable unique la totalité des flux financiers à destination de XR et en provenance d'Alerte Planète. En effet, non seulement Alerte planète héberge fiscalement d'autres mouvements dont les lignes budgétaires se mêlent à celles des mouvements locaux XR ; mais aussi, Alerte Planète est elle-même hébergée fiscalement par une autre association : All for Climate⁵⁵.

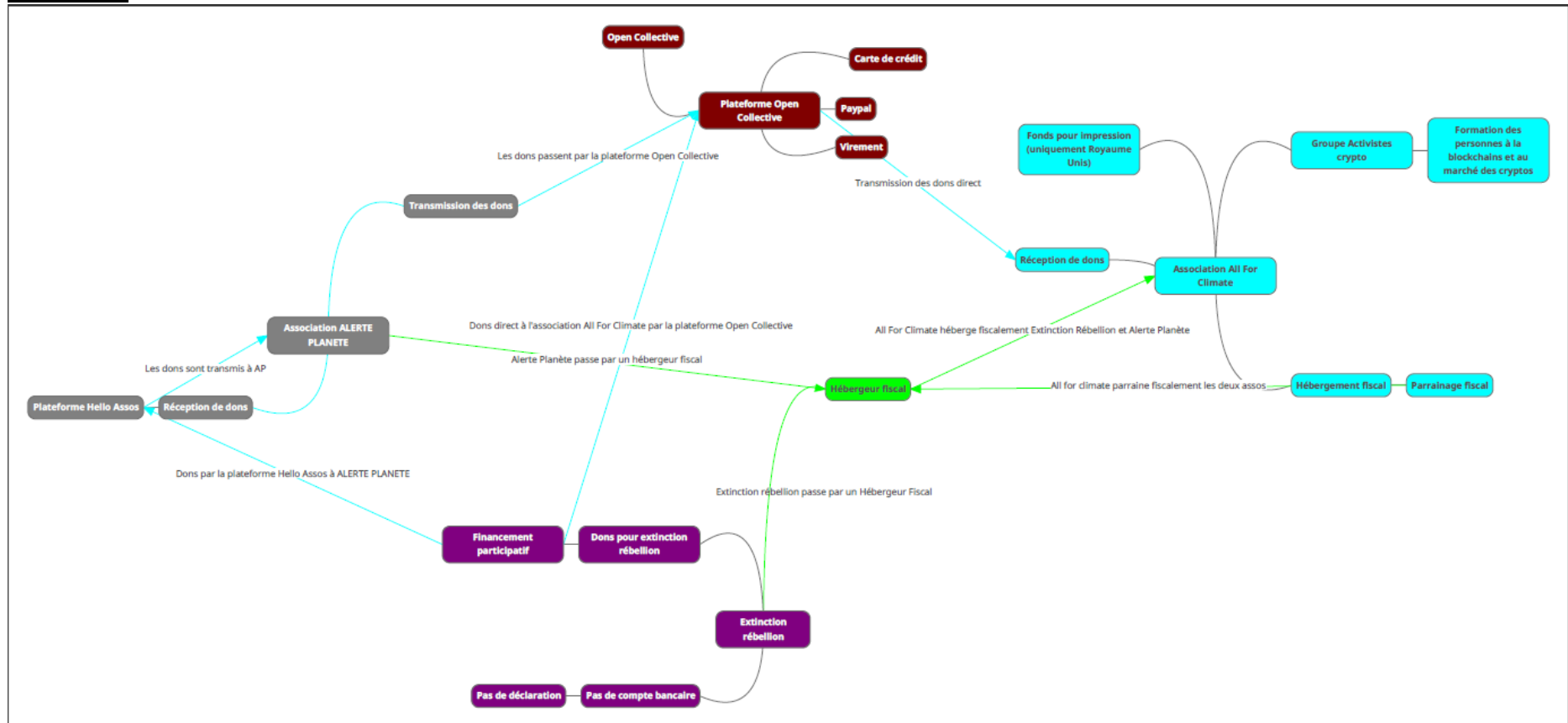
XR ne s'encombre donc pas d'une communication concernant sa politique de transparence financière tout en affichant publiquement les versements qu'elle perçoit sans qu'une analyse rigoureuse de ces derniers soit permise.

⁵⁵ « [Association Alerte Planete - Open Collective](#) ».

Pour mieux comprendre le schéma de financement du mouvement XR, vous trouverez ci-dessous un schéma explicatif. Ce dernier a été réalisé au moyen des sources déjà citées dans les lignes qui précèdent.



Schéma 1 : Circuit de financement du mouvement XR



c) Les problématiques posées par certains financements en matière d'influence

Après avoir étudié la manière dont les associations considérées ici établissent leur stratégie de communication autour de leur transparence financière, nous allons désormais mettre à l'épreuve cette construction. Il s'agira ici d'aller au-delà des discours lissés et d'identifier des sources de financements qui apparaissent comme problématiques en termes d'influence auprès de certains secteurs économiques nationaux. De la même manière que les éléments évoqués plus haut, nous ne cherchons en aucun cas à porter de discrédit sur l'un ou l'autre des acteurs que nous aborderons. Il s'agit d'identifier des financements qui nous apparaissent comme problématiques sans présupposer de mauvaises intentions des associations, poussées à accepter les généreux dons qui leur sont proposés en raison de leur modèle économique.

Là encore, nous ne prétendons pas atteindre l'exhaustivité des financements problématiques pour les associations que nous considérons. Il s'agit avant tout d'évoquer les plus marquants et d'y apporter notre humble éclairage.

1. Greenpeace France

Si ces recherches sont conscrrites au territoire national, dans le cas de Greenpeace, la question des financements perçus par des entités à l'international, affiliées à Greenpeace, se pose. Greenpeace France est une filiale de Greenpeace International (GI). Les relations entre GI et ses filiales nationales sont multiples. Des flux financiers peuvent être émis dans les deux sens. Des dons reçus par GI peuvent être par exemple réinjectés dans les budgets d'une filiale nationale. À l'inverse, les filiales nationales émettent une partie de leurs ressources à destination de GI. Il est donc à priori impossible de déconnecter les sources de financement extranationales problématiques en termes d'influence puisque, de fait, elles contribuent au financement des actions sur le territoire national. Cependant, en parcourant les comptes de résultat déjà cités lorsque nous évoquons la stratégie de communication en matière de transparence financière de Greenpeace France, il apparaît que ces relations bilatérales sont profondément asymétriques. Ces relations entre GI et Greenpeace France ont d'ailleurs été épinglées dans un rapport de la Cour des comptes en octobre 2012⁵⁶. La Cour remarque que près de 20% des ressources collectées sur le territoire national sont reversées à GI. La Cour tient d'ailleurs rigueur à Greenpeace France de ne pas expliciter clairement l'utilisation qui sera faite de ces ressources par GI. Si l'on consulte les comptes de résultat des années 2018, 2019 et 2020⁵⁷ contenus dans le rapport annuel 2020 de l'association, on remarque que cette tendance ne s'est pas inversée depuis 2012, au contraire. En effet, sur les trois années considérées, on constate que la part des ressources transférées depuis Greenpeace France à GI augmente : 25% en 2018 (6,4 millions d'euros transférés à GI pour des produits totaux d'un

⁵⁶ « [L'emploi des fonds collectés par l'association Greenpeace France](#) | Cour des comptes ».

⁵⁷ [Rapport annuel de l'association Greenpeace France – 2020](#).

montant de 24,9 millions d'euros), 23% (6 millions d'euros transférés pour des produits totaux d'un montant de 25,5 millions d'euros) en 2019 et 25% (7,1 millions d'euros à destination de GI pour des produits totaux de plus de 28 millions d'euros) en 2020 par rapport aux 20% constatés par la Cour en 2012. Aucune donnée n'est indiquée concernant les participations de la maison mère à GreenPeace France. Il semble que ces participations soient ponctuelles. Ainsi, en raison de cette dissymétrie, nous nous concentrerons uniquement sur les financements problématiques en termes d'ingérence et d'influence à destination de GreenPeace France puisque la filiale assume la quasi-totalité des actions menées sur le territoire national. Cependant, il apparaît que pour le cas de Greenpeace France uniquement (GI est financée par des fondations à des buts d'influence à l'échelle internationale, cf. cartographie des financements de l'association Greenpeace à la fin de ce développement sur Greenpeace France.), très peu de financements problématiques ont été identifiés. Ceci se vérifie aussi bien sur des sites plus confidentiels que la presse grand public. Parmi eux : le site d'information critique des mouvements écologistes et proches du secteur agricole Alerte Environnement⁵⁸ relaie des informations (la plupart du temps sourcées) concernant des liens entre des personnalités politiques écologistes et des acteurs désignés comme néfastes pour le secteur agricole en France. Ce dernier évoque les financements de Greenpeace (pas uniquement sur le territoire) en accusant le mouvement d'avoir été financé à ses débuts par la CIA ou encore par le KGB⁵⁹.

Si aucune information concernant des donateurs privés problématiques n'a fuité pour Greenpeace France, cela n'est pas synonyme d'une absence d'opérations d'influence. Cette partie est réservée aux financements des associations que nous considérons ici, cependant, nous pouvons mentionner les éléments relevés dans le billet de Thibault Kerlirzin publié par l'EGE en juillet 2018⁶⁰. Ce dernier met en évidence non pas le financement de Greenpeace France par certains acteurs pour porter atteinte à un secteur économique, mais bien plutôt le ciblage de certaines cibles tout en ignorant d'autres cibles ayant la même activité. T. Kerlirzin prend pour exemple le traitement de l'entreprise Total, régulièrement ciblée par les actions de Greenpeace France. Il met en exergue cette recrudescence d'actions envers le géant pétrolier français et l'indifférence bienveillante dont bénéficient d'autres acteurs clés du secteur en posant la question du dessous des cartes de la guerre informationnelle. L'article soulève également d'autres partis pris de l'association dans sa lutte contre l'énergie nucléaire : cette dernière n'est pas homogène. Certaines campagnes sont bien plus musclées à l'encontre de certains sites qui menacent les intérêts de la filière éolienne, notamment *off-shore*.

⁵⁸« [Alerte Environnement | ONG, médias, politique : les dessous de l'écologie](#) ».

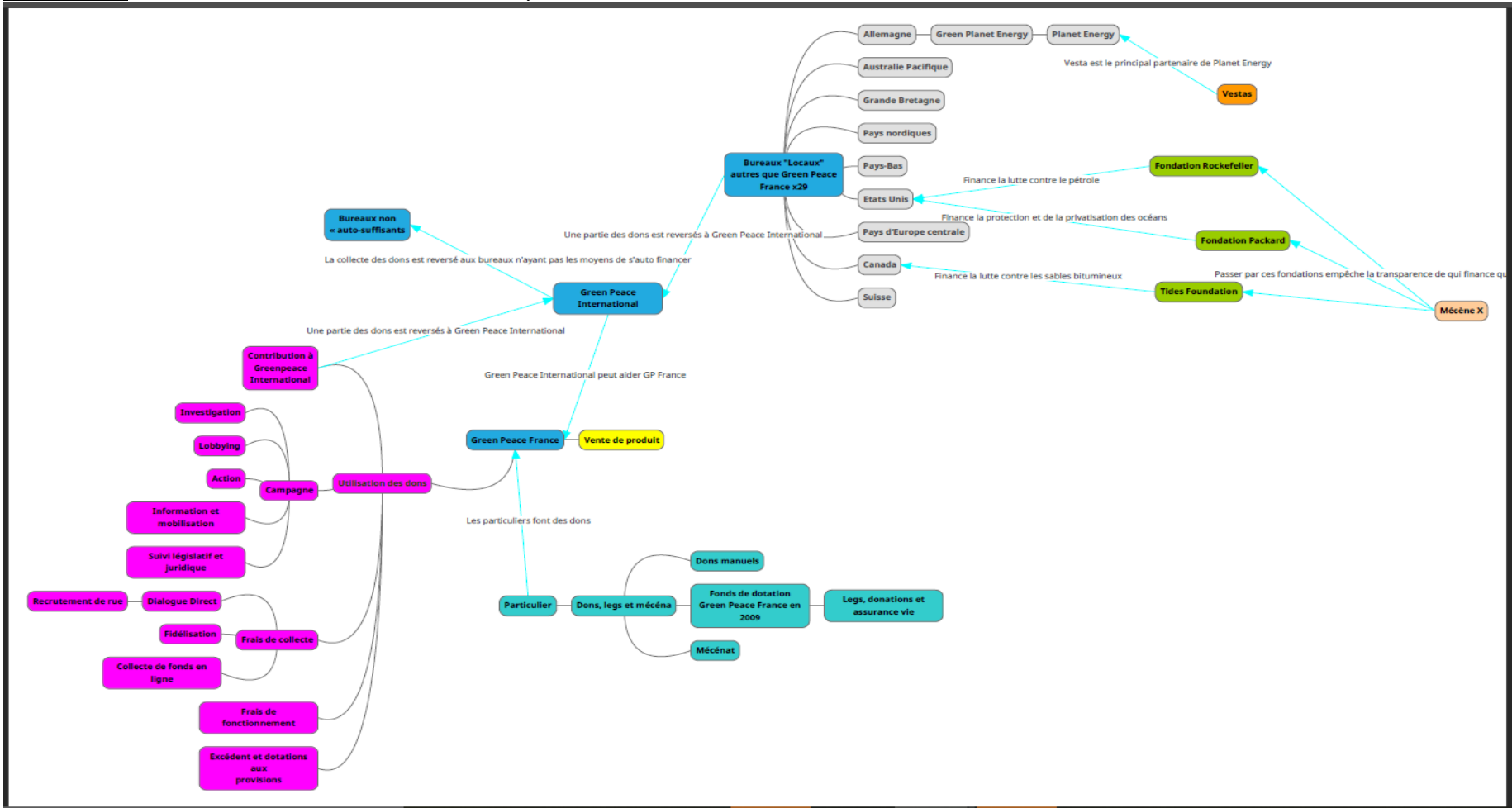
⁵⁹admiralerte, « La face cachée de Greenpeace | Alerte Environnement - Part 9 », 25 juillet 2007. <http://www.alerte-environnement.fr/la-face-cachee-des-ong/la-face-cachee-de-greenpeace/9/> (consulté le 30 mai 2022).

⁶⁰« L'ONG Greenpeace impliquée dans la guerre économique ? | Ecole de Guerre Economique ». <https://www.ege.fr/infoguerre/2018/07/long-greenpeace-impliquee-guerre-economique> (consulté le 30 mai 2022).

Pour illustrer le circuit des financements (en incluant les liens avec la maison mère) de Greenpeace France, vous trouverez ci-dessous une cartographie des flux financiers concernant l'association.



Schéma 2 : Flux financiers de l'association Greenpeace France



2. L214

À l'inverse de Greenpeace, L214 est épinglée par la presse grand public pour certains de ses financements. Nous avons évoqué en 2020 la médiatisation via FranceInter du financement de l'Open Philanthropy Project à L214 depuis 2017, information remarquée bien en amont, dès 2018 par certains acteurs plus confidentiels. Nous avons déjà évoqué ce financement en matière de stratégie liée à la transparence financière, nous allons désormais nous pencher sur ce que représente en termes d'influence le financement de L214 par l'OP à hauteur de 1,1 million d'euros.

Tout d'abord, il convient de s'arrêter sur ce qu'est l'OPP. Sur son site internet⁶¹, l'organisation se présente comme un bailleur de fonds de l'organisation philanthropique *Silicon Valley Community Foundation* (SVCF)⁶². L'OPP a été fondée par Cari Tuna et son époux Dustin Moskovitz, respectivement ex-journaliste au Wall Street Journal et co-fondateur de Facebook. L'OPP. Avec la SVCF, l'OPP propose des prêts pour certaines causes qu'elle a identifiées comme ses "*focus areas*". Parmi elles, le "*Farm animal welfare*"⁶³. C'est pour cette cause que l'OPP finance L214.

À la suite de la tempête médiatique qu'a dû braver L214 en fin d'année 2020, l'association s'est vue dans l'obligation de répondre aux critiques en communiquant sur ce partenariat encombrant. Un article est posté en novembre 2020 sur son site internet intitulé "L214 et la viande *In vitro*, une fake news tenace"⁶⁴. Dans cet article, l'association s'efforce de désamorcer les critiques dont elle est affublée : être soutenue par une organisation étrangère proche des GAFAM, qui plus est, financée par le secteur de la viande de synthèse (vue comme une nouvelle manière de consommer de la viande en se passant des élevages traditionnels). L'article commence par rappeler que le co-fondateur de l'OPP, D. Moskovitz ne fait plus partie de Facebook depuis 2008. Tentant ainsi d'induire la rupture entre ce dernier et la multinationale qu'il a co-fondée par cet événement. L214 tente également de discréditer les arguments avançant le financement de l'OPP par le secteur de la viande *in vitro*. Elle rappelle que les financeurs de l'OPP sont presque exclusivement les deux fondateurs de l'organisation, il ne pourrait donc y avoir de financement de la part des tenants de la viande *in vitro*. Plus encore, L214 explique que "la confusion" provient de la mauvaise compréhension des dons octroyés par l'OPP à l'organisation *Impossible Food*, citée par un article de l'Ecole de Guerre Economique rédigé par son directeur, C. Harbulot en juin 2019⁶⁵. *Impossible Food*, insiste L214, est une entreprise "*qui développe des alternatives végétales à la viande (pas de la viande de culture)*". Or, les propos de C. Harbulot évoquent justement *Impossible Food* comme un acteur du secteur des alternatives à la viande (cellulaire ou non). *Impossible Food*

⁶¹ « [Open Philanthropy](#) », *Open Philanthropy*.

⁶² « [Silicon Valley Community Foundation](#) ».

⁶³ « [Farm Animal Welfare](#) », *Open Philanthropy*.

⁶⁴ « [L214 et la viande in vitro : une fake news tenace](#) | BLOG L214 ».

⁶⁵ « [L214, clean meat et GAFAM : les liaisons dangereuses](#) », *Ecole de Guerre Economique*.

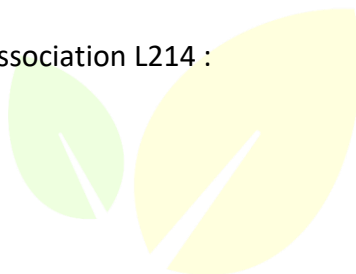
n'a donc pas été qualifiée de manière erronée par les critiques de l'association L214 suite à la découverte de ses liens avec l'OPP.

Ce droit de réponse exercé par L214 est donc habile, mais relève d'un retournement rhétorique du débat : il est vrai qu'aucune entreprise ayant des intérêts dans la production de viande de synthèse ne finance l'OPP. En revanche, il est très aisé de constater que l'OPP finance bel et bien des acteurs qui promeuvent cette alternative à la viande issue de l'élevage traditionnel. On peut par exemple citer le Good Food Institute⁶⁶ (GFI), association à but non lucratif qui se définit elle-même comme promotrice d'alternatives "à base de plantes et de cellules aux produits d'origine animale, en particulier la viande, les produits laitiers et les œufs.". Une très rapide recherche sur n'importe quel moteur de recherche permet d'attester des liens entre l'OPP et le GFI : 4 millions de dollars lui ont été versés par l'OPP en 2019⁶⁷.

L214 transforme donc les termes du débat en se livrant à une guerre informationnelle par sa production de sens sur son propre site internet. Elle fait mine de reprendre les arguments de ses détracteurs pour y apporter des réponses à des questions qu'ils n'ont pas soulevées.

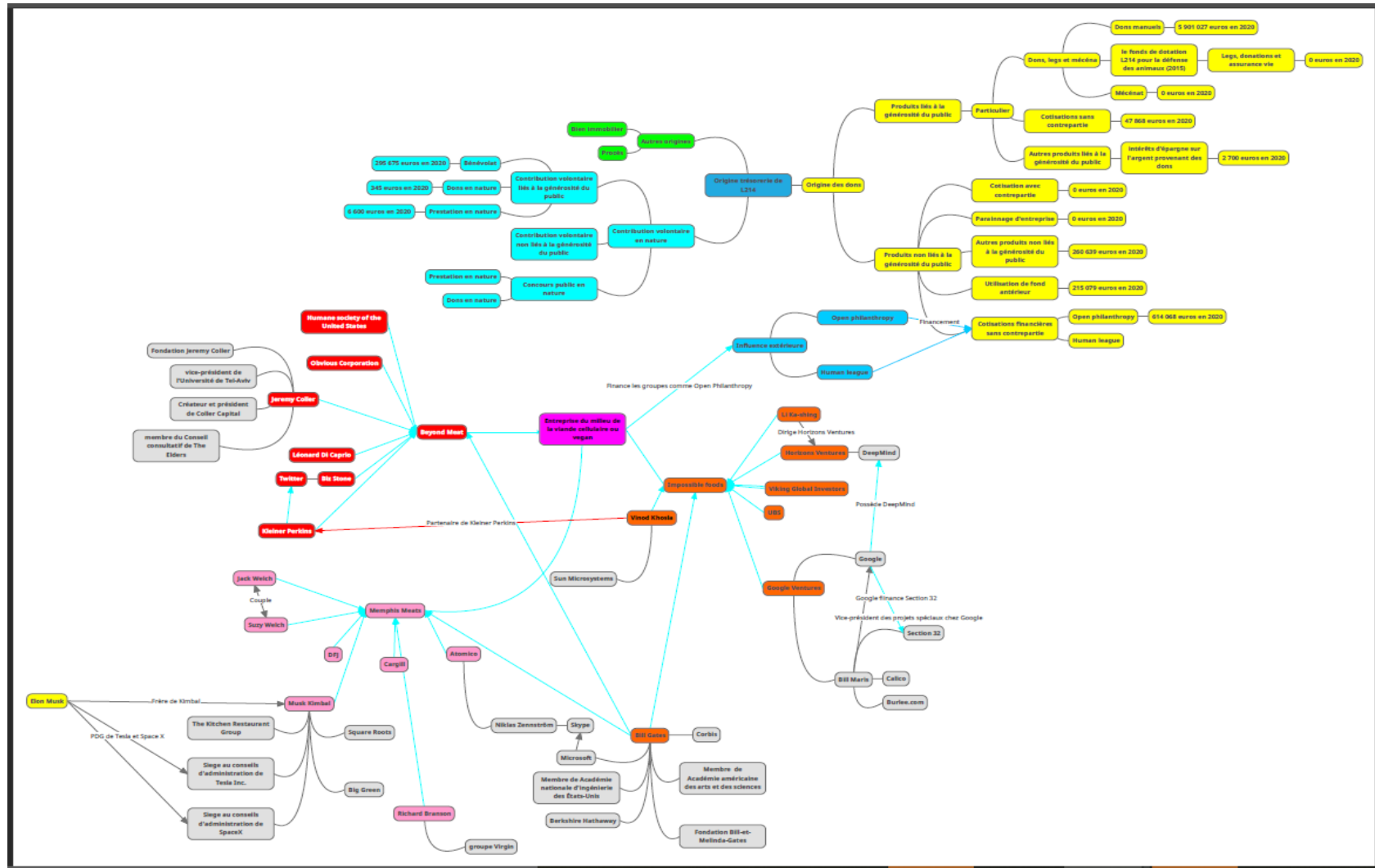
Nous n'avons développé ici qu'un seul exemple du lien de l'OPP avec les acteurs du monde de la viande cellulaire et de ses autres alternatives. Pour avoir une vision de la nébuleuse des alternatives à la viande "conventionnelle", vous pouvez vous référer à la cartographie ci-dessous des financements de L214.

Schéma 3 : Flux financiers de l'association L214 :



⁶⁶« Plant-based and cultivated meat innovation | GFI ». <https://gfi.org/> (consulté le 30 mai 2022).

⁶⁷« [The Good Food Institute — International Work](#) », *Open Philanthropy*, 3 février 2020.



3. Extinction Rébellion

Concernant XR, comme nous l'avons vu, ce mouvement n'a aucune existence légale. Du fait du recours à l'hébergement fiscal et de l'opacité des flux de financement, il est difficile d'associer des dons à des actions : les deux hébergeurs fiscaux de XR agissent comme des boîtes noires. En effet, si la branche française du mouvement se défend d'être financée par des entreprises, l'absence de publication de comptes annuels rend difficile la mise à l'épreuve de cette assertion. Certains membres du mouvement XR France se félicitent de s'en tenir à ce strict refus de tout financement en provenance d'entreprises⁶⁸. Cependant, nous ne pouvons nous fier qu'à la parole de ces militants et non à un document comptable officiel. Ainsi, à l'inverse de notre démarche concernant Greenpeace France, pour le cas spécifique de XR, nous allons prendre en considération toutes les sources de financement que nous identifierons comme problématiques ; et ce sans pouvoir affirmer avec certitude que les donateurs identifiés participent au financement des actions portées par le mouvement en France. Nous sommes conscients que ce choix méthodologique pose problème. Néanmoins, il nous permet, en n'affirmant pas notre certitude quant à la destination des dons, de pouvoir traiter tout de même le sujet de l'influence autour des dons destinés à XR.

Il est important de rappeler que XR France voit le jour en novembre 2018 (soit 6 mois après la naissance du mouvement au Royaume-Uni)⁶⁹. Comparativement aux deux autres associations considérées ici, XR fait office de cadet dans la famille de l'écologisme radical. Comme nous l'avons vu, dans les premières années des mouvements Greenpeace et L214, les⁷⁰ financements en provenance du secteur privé étaient soit dissimulés soit très discrètement mentionnés. Dans les années à venir, il est fort probable que XR France fasse le choix d'accepter les financements en provenance d'entreprises privées à l'image des branches suisses et britanniques.

En consultant la presse grand public, on note un nombre non négligeable de donateurs surprenants de XR Global.

On constate ainsi que le 12 juillet 2019, le Climate Emergency Fund⁷¹ (CEF) a financé XR Global à hauteur de 550 000 €. Ce fonds d'investissement se présente comme un groupement d'investisseurs engagés dans la protection du climat et l'encouragement d'initiatives citoyennes pour alerter l'opinion publique. Lorsque l'on consulte l'équipe dirigeante du fonds, on remarque avec surprise la présence d'Aileen Getty⁷², arrière-petite-fille de Jean-Paul Getty, magnat du pétrole au XXe siècle. On peut également noter la présence dans l'équipe dirigeante de Rory Kennedy, fille de R. F. Kennedy. Le CEF bénéficie donc du carnet d'adresses fourni des deux héritières.

On remarque également que le Fonds d'investissement TCI Funds management⁷³, dirigé par le ressortissant britannique Sir Chris Hohn. Ce dernier, avant de fonder son propre fonds en

⁶⁸ « [Extinction Rebellion est-il vraiment financé par de «riches mécènes» ?](#) – Libération.

⁶⁹ « [Nos revendications](#) », *Extinction Rebellion*.

⁷⁰ « [Extinction Rebellion : quand des millionnaires financent la désobéissance civile pour le climat](#) ».

⁷¹ « [The climate scientists are not alright](#) », *elink*.

⁷² « [Getty family](#) », *Wikipedia*. 12 mai 2022.

⁷³ « [TCI Fund Management](#) », *TCI*.

2003, a fait ses armes auprès de Richard Perry, dirigeant du fonds américain Perry Capital. Le TCI Funds management a financé à titre gracieux XR Global à hauteur de 50 000€ en 2019⁷⁴. A ce premier don s'ajoute un deuxième geste émis par la fondation de Chris Hohn, la *Children's Investment Fund foundation*⁷⁵ d'un montant de 150 000€⁷⁶. Si Chris Hohn se présente lui-même comme un philanthrope, les propos qu'il a tenus pour expliquer ce geste auprès de XR questionnent⁷⁷. Ce dernier explique avoir financé XR Global tout en précisant ne pas financer la désobéissance civile, alors même que la désobéissance civile, comme nous l'avons vu, est le fondement même du mouvement.

Si aucun observateur n'a mis en valeur le dessous des cartes de ces liens financiers entre Chris Hohn et XR Global ou encore avec le CEF, il est intéressant de s'attarder sur les débats entre les branches de XR pour savoir si l'utilisation de ces dons est conforme à leur éthique. Nous l'avons déjà dit plus haut, XR France assure avoir refusé la part du don que lui proposait XR Global après avoir reçu 550 000\$ du CEF (50 000€)⁷⁸. La branche américaine quant à elle a profité de la manne en y voyant une opportunité pour se professionnaliser (recours à des employés et non plus uniquement des bénévoles). Cet engouement des fonds d'investissement et philanthropes pour le jeune mouvement de désobéissance civile interroge. Pourquoi financer ce mouvement plutôt qu'un autre ? D'autant plus que certains sponsors font grand bruit du financement qu'ils accordent à XR à l'image du CEF. Sur le site internet du fonds, malgré la profusion de mouvements financés, un d'entre eux est mis en avant de manière disproportionnée : XR. La plupart des illustrations sont celles des manifestations organisées par le mouvement. L'une d'entre elle a d'ailleurs attiré notre attention :

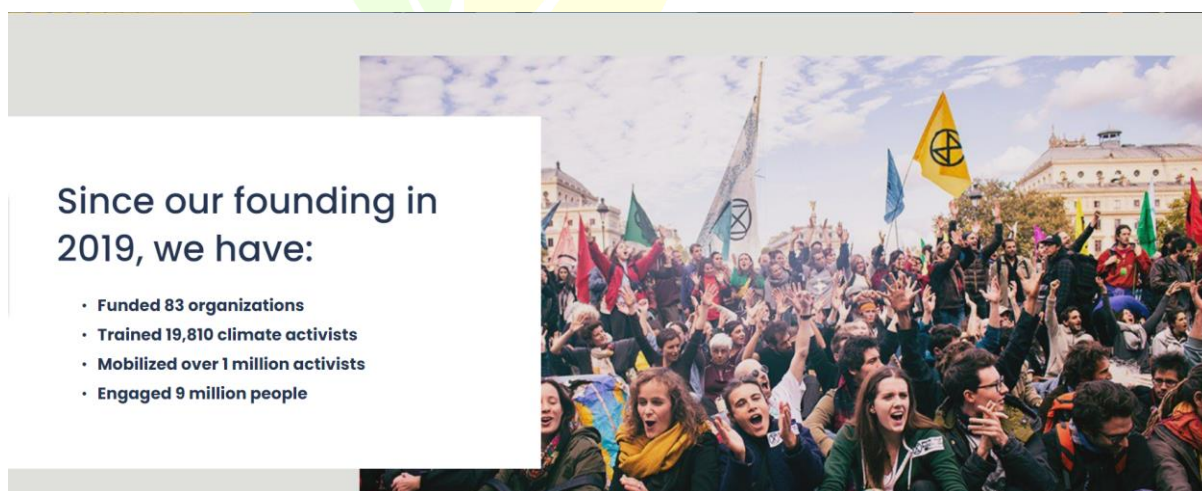


Image 6 ; Prise de vue du 19 octobre 2019, XR France
Site internet du CEF, consulté le 26 mai 2022

⁷⁴ « [Quand Extinction Rébellion s'attire la sympathie des hedge funds](#) | Les Echos ». (consulté le 30 mai 2022).

⁷⁵ « [CIFF: Children's Investment Fund Foundation](#) ».

⁷⁶ *Op. Cit*, Les Echos - *Quand extinction Rébellion s'attire la sympathie des hedge funds*.

⁷⁷ *ibidem*.

⁷⁸ *Op cit*, Extinction rebellion : quand des millionnaires financent la désobéissance civile pour le climat.

Sur cette capture d'écran, le CEF met en avant une manifestation de XR sans précision particulière. Au moyen d'une simple recherche par image inversée, on identifie l'origine de cette image : le compte Facebook du mouvement XR France du 7 octobre 2019⁷⁹, il s'agit d'une prise de vue de la manifestation du même jour Place du Châtelet à Paris. Or, nous avons vu que la branche française du mouvement a affirmé avoir refusé le financement du CEF. Pourtant, elle est mise en avant sur le site du CEF. Il ne s'agit pas ici d'émettre des hypothèses farfelues, cependant, il paraît assez difficile d'imaginer qu'un fonds d'investissement avec les moyens du CEF ait ignoré l'origine et le contexte dans lequel une de ses illustrations a été prise. Il s'agit peut-être d'une simple maladresse, mais cette erreur est lourde de sens : XR France est soutenue financièrement par le CEF si l'on s'informe directement sur le site du CEF. Si l'on revient aux éléments évoqués concernant la bienveillance avec laquelle Greenpeace traite certains acteurs aux activités et pratiques similaires à d'autres entreprises qui subissent les foudres de l'association, l'engagement du CEF et d'autres donateurs revêt un tout autre aspect. Cet engouement autour du jeune mouvement (qui a d'ailleurs porté ses fruits pour une partie de ses branches, puisque le financement a été accepté officiellement par la plupart d'entre-elles) pourrait être analysé comme une stratégie pensée sur le long terme : soutenir un mouvement naissant pour s'assurer un traitement de faveur et déstabiliser des acteurs concurrents. Si cela n'est qu'une hypothèse, les prochaines années seront décisives et les choix en matière de financement de la branche française de XR seront à analyser de très près.

d) Conclusion

Ainsi, dans cette partie, nous avons vu toute l'ambivalence de l'écologisme radical : une existence juridique sous le statut d'association loi 1901 malgré un positionnement radical, des actions portant atteinte à l'ordre public et des liens financiers avec des acteurs représentant une menace pour certains intérêts nationaux.

En effet, nous nous sommes penchés sur le plébiscite du statut d'association (loi 1901) du fait de la possibilité d'engager des bénévoles, d'axer son modèle économique autour du don manuel et de se voir imposer des obligations comptables peu contraignantes. Si ce statut est avantageux pour les associations se revendiquant de l'écologie politique radicale, il teinte également leurs actions : nous l'avons vu avec la transformation de l'obligation légale de publication des comptes annuels en une preuve de leur vertu et de leur morale en matière de transparence financière.

Enfin, nous nous sommes penchés sur les problématiques des liens entre certains donateurs des associations considérées et les intérêts de ces derniers dans la déstabilisation de secteurs économiques stratégiques nationaux. Il ne s'agissait pas ici de trancher entre une cécité conciliante ou une stratégie dangereuse afin d'obtenir des financements de la part des associations considérées. Néanmoins, ces questions de liens financiers avec des acteurs problématiques posent la question d'un autre pan de la radicalité de l'écologisme. Cette mise en danger de certains secteurs économiques non plus seulement par leurs actions, mais aussi par les liens financiers établis ne doit rentrer dans les analyses produites sur ces acteurs.

⁷⁹ « [Extinction Rebellion France](#) - Antoine Favier.

Ces questions de radicalité sont au cœur de notre devoir. Nous venons d'évoquer celles qui prennent leur source dans les aspects financiers de l'écologisme radical. Or, les liens qu'entretiennent les acteurs de cette mouvance avec d'autres luttes contribuent eux aussi à les ancrer dans un registre radical.

5. Les liens de l'écologisme radical avec d'autres "luttes"

Avant d'être une lutte, l'écologie est avant tout un mode de pensée, un mode de vie. C'est une façon différente de consommer et d'évoluer dans son milieu. Les écologistes sont donc ceux qui, de par leurs actions, se veulent respectueux de l'environnement en diminuant leur impact sur celui-ci. Diminuer l'impact néfaste de l'Homme sur son écosystème est un problème complexe tant il est multipolaire. L'écologie comme forme de pensée, met l'accent sur la notion de respect, c'est-à-dire la considération des éléments qui accompagnent le développement de l'espèce humaine. Le respect des animaux, des fonds marins ou encore des ressources terrestres en sont des exemples. La lutte animaliste et la lutte anti-industrielle sont proches de la lutte écologique, car le combat a un effet positif sur l'environnement. L'écologie comme formes de pensée, est logiquement opposée aux autres formes de pensée qui ne prennent pas en compte cette notion de respect. En effet, l'environnement étant une préoccupation majeure naissante à l'échelle de l'histoire de l'humanité, sa protection n'est pas ancrée dans les modes de vie. La société telle qu'elle est aujourd'hui a été fondée sur un modèle d'expansion, datant d'une époque où la problématique écologique n'existait pas. L'écologisme s'oppose logiquement au capitalisme, car le principe de ce dernier prône la croissance individuelle par la production libre et la consommation massive. C'est donc bien sur cet aspect que l'écologisme modéré et l'écologisme radical divergent. L'écologisme radical est une idéologie qui place l'environnement à l'origine de toute action humaine et s'oppose donc naturellement au capitalisme. La lutte sociale anticapitaliste est alors étroitement liée à l'écologisme radical. En effet, la fin du capitalisme pousserait à élaborer un nouveau modèle, dont la base pourrait être le respect de l'environnement. L'écologie étant un modèle à part entière, il s'associe aisément à plusieurs luttes dont les combats et objectifs peuvent se rejoindre.

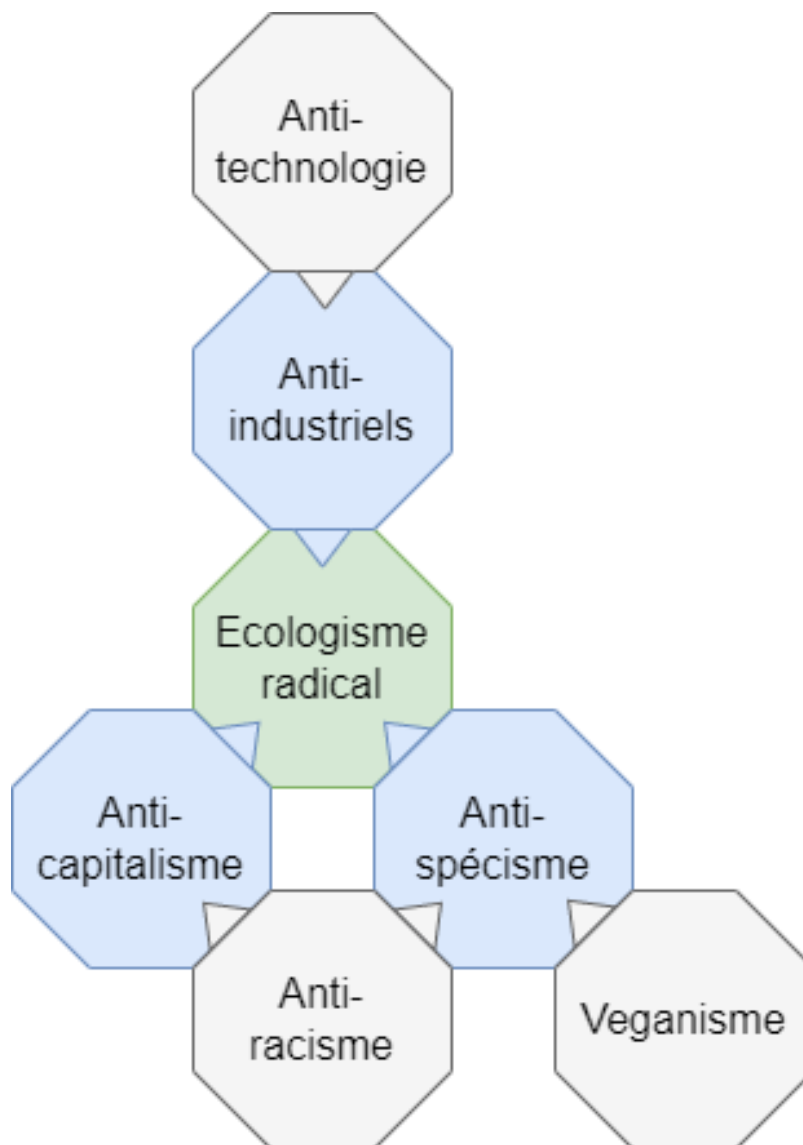


Figure 1 : Représentation de la convergence des différentes luttes

a) La lutte anticapitaliste

L'anticapitalisme, comme son nom l'indique, regroupe tous les combats allant à l'encontre du modèle capitaliste. Le prolétariat est à l'origine de cette lutte⁸⁰. C'est-à-dire toute personne n'ayant pas de capacité de production, dépendante d'une hiérarchie et du patronat. C'est bien les patrons et le système pyramidal de la société actuelle qui est visée par les partisans anticapitalistes. Les idées anticapitalistes se sont développées conjointement à la montée du système capitaliste. L'anticapitalisme socialiste est né dans les années 1840, poussé par la croissance démographique et une classe ouvrière pauvre, et s'est développé plus tard au sein de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), où il était le courant dominant. L'AIT

⁸⁰F. Flipo, « Capitalism, Anticapitalism and Antiproductivism », Revue du MAUSS, vol. 29, n° 1, p. 229-239, juill. 2007.

dénonce la subordination économique des travailleurs au propriétaire des moyens de travail. En d'autres termes, c'est la dépendance de l'ouvrier par rapport au patron pour sa propre survie. Elle s'oppose à toutes les formes "d'esclavage" exercées par le patronat, dont les actions peuvent directement amener à la misère sociale, la dégradation intellectuelle et les dépendances politiques. Le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas un combat pour le privilège et le monopole de classe, mais pour l'établissement de l'égalité des droits et des devoirs et l'abolition de toute domination sur la classe. Au fil du temps, le mouvement s'est scindé et il est donc possible de retrouver aujourd'hui trois courants :

- Les marxistes (communistes et socialistes révolutionnaires), dont certains sont souvent candidats aux élections politiques.
- Les anarchistes, qui refusent de se présenter et s'abstiennent généralement.
- Les écologistes radicaux (écologistes sociaux et opposants à la croissance) choisissent souvent de s'allier politiquement aux marxistes ;

Certains courants écologistes politiques sont favorables à la fin du capitalisme, car ils le considèrent comme incompatible avec la protection de l'environnement. Certains d'entre eux se réclament de l'écopsocialisme. Plus récemment, le mouvement de décroissance a également remis en cause le capitalisme, jugé trop productif. En France, ils sont représentés par l'ADOC (Association d'Opposition à la Croissance), qui réunit le MOC (Mouvement d'Opposition à la Croissance) et le Parti de décroissance. Aussi, certains altermondialistes radicaux (souvent proches des partis communistes ou d'extrême gauche) se revendiquent anticapitalistes. Dans un premier temps les altermondialistes ne remettaient pas en cause la propriété privée. Pourtant, ce courant est devenu de plus en plus important. En France la mondialisation alternative est devenue de plus en plus synonyme d'anticapitalisme.

1. Le Nouveau Parti Anticapitaliste

Le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) est un parti politique français positionné à l'extrême gauche du spectre. Il succède à la Ligue des Communistes Révolutionnaires (LCR). Les porte-parole ont successivement été Olivier Besancenot, Myriam Martin et Christine Poupin qui est actuellement à la tête du parti. Les représentants du parti aux élections présidentielles ont été Olivier Besancenot puis Philippe Poutou. Le NPA indique que son objectif est de réunir toutes les forces qui veulent échapper à l'ère du profit. Il veut rompre avec le capitalisme et ouvrir la voie à une égalité démocratique sans précédent, au féminisme et à une société écologique.

Le parti, représenté par Philippe Poutou aux dernières élections⁸¹, se revendique comme étant « un parti qui donne une tonalité clairement anticapitaliste à l'écologie politique radicale et une tonalité clairement écologiste à l'anticapitalisme ». De plus, Philippe Poutou lors de son passage sur le programme intitulé "L'interview face cachée (Présidentielles 2022)⁸²" de la chaîne YouTube "HugoDecrypt", s'est positionné sur le sujet de l'écologie

⁸¹« [Principes fondateurs du Nouveau Parti Anticapitaliste](#) | NPA ».

⁸²« Philippe Poutou : [L'interview face cachée](#) (Présidentielle 2022) - YouTube ».

indiquant que le combat était indissociable de la lutte anticapitaliste. En effet, le candidat indique que le NPA « défend l'idée d'une écologie politique radicale, d'une écologie anticapitaliste », en reprenant même la célèbre phrase du militant brésilien Chico Mendes : « L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage ». Il défend l'idée que « répondre à la crise climatique c'est forcément de se dégager des lois du profit et des lois capitalistes ». L'écologie politique radicale est donc une notion ancrée dans l'ADN de ce mouvement politique et indissociable de l'anticapitalisme. Une rubrique consacrée à l'écologie politique radicale est même accessible sur le site internet du parti politique.



Image 7 ; Capture d'écran de la section "Écologie radicale" de nouveaupartianticapitaliste.org

Le NPA n'est pas un mouvement violent, d'autant moins dans la sphère écologique. Il n'y a eu que très peu de militants interpellés par les forces de l'ordre lors d'événements. C'est un groupement de militantistes qui combat des idées par le rassemblement, la manifestation ou le blocage de sites industriels et gouvernementaux. Il est possible de les voir participer à des rassemblements écologiques comme celui du dimanche 27 mars 2022 à Cordemais en Loire-Atlantique⁸³. Il fait suite à une annonce du gouvernement sur sa volonté de remplacer la centrale à charbon de Cordemais par un petit réacteur nucléaire. Les militants prônent une énergie plus respectueuse de l'environnement, mais également sans danger pour les habitants de la région du Loire-Atlantique⁸⁴. Il est également fréquent de les retrouver sur des manifestations comme la marche pour le climat qui s'est déroulée le 12 mars 2022⁸⁵. Celle-ci

⁸³ X.B, « [Rassemblement anti-nucléaire dimanche à Cordemais en Loire-Atlantique](#) », *Presse Océan*, 25 mars 2022.

⁸⁴ « [Nucléaire : ni civil ni militaire, ni à Cordemais ni ailleurs !](#) | NPA ». (consulté le 30 mai 2022).

⁸⁵ « [Nouveau rapport du GIEC : toujours pire !!!](#) (communiqué du NPA et de Philippe Poutou) | NPA ».

faisait suite au nouveau rapport alarmant du GIEC paru le 28 février 2022 afin de sensibiliser la population sur les conséquences du réchauffement climatique.

Le Nouveau Parti Anticapitaliste est donc un mouvement peu violent dans ses actions qui dénonce les injustices sociales dans le pays. Le parti politique combat les très riches et plus globalement toutes les idées capitalistes. Concernés par les enjeux environnementaux qui se répercutent le plus souvent sur les plus pauvres, ils sont ancrés dans l'écologie qui en est devenue une lutte connexe. Le NPA est un groupe parmi d'autres, prouvant que l'anticapitalisme et l'écologie politique radicale sont des luttes étroitement liées.

2. Saccage 2024

*Saccage 2024*⁸⁶ est un collectif minoritaire en comparaison avec d'autres regroupements militantistes, mais qui n'en est pas moins d'actualité. Leur combat est d'abord anticapitaliste avec la défense des populations victimes des transformations liées aux Jeux olympiques. Ce collectif n'existe pas juridiquement, c'est un rassemblement d'anti-Olympiques du monde entier, constitué pour l'occasion des JOP Paris 2024. D'après un article paru sur le blog "reporterre.net"⁸⁷, « le collectif Saccage 2024 s'est constitué pour dénoncer les conséquences sociales et écologiques des Jeux olympiques ». Dans ce même article, l'argument mis en valeur est le suivant : pour venir à bout des banques, du pétrole et du capitalisme, il est nécessaire d'en finir avec des événements comme les Jeux olympiques. Leur combat est donc aussi bien social que de nature écologique. Ils déclarent eux-mêmes sur leur site web être « entré-e-s en résistance face aux saccages écologiques et sociaux que provoquent les Jeux olympiques de Paris en 2024 ».



⁸⁶ « Notre lutte | Non au Saccage 2024 ! » <https://saccage2024.noblogs.org/a-propos> (consulté le 30 mai 2022).

⁸⁷ « [Jeux olympiques : arrêtons le saccage](#) ». (consulté le 30 mai 2022).

Image 8 ; [Photo prise par le collectif Saccage 2024](#) à l'occasion de la rencontre internationale anti-olympique du 21 mai 2022)

Ce groupe non-violent a pour objectif d'alerter sur les mutations liées à l'accélération du projet du "Grand Paris" par la venue de l'événement sportif dans la capitale française. Les problématiques de déracinement des populations conduisant à la précarisation des habitants, mais également au saccage de l'environnement, sont le fondement de la lutte du collectif. Sur leur site web, il est écrit qu'il s'agit d'un prétexte pour une vaste opération de mutation profonde du 93. Le projet ignore la construction, l'histoire, les valeurs et les spécificités du département et s'inscrit dans un contexte « d'avant la crise sanitaire, celle qui conduit à la privatisation de tout, à la catastrophe climatique et sociale irrémédiable ». Plus petit et spécialisé que le NPA, le collectif *saccage 2024* est la preuve que l'anticapitalisme et l'écologie radicale s'associent très facilement et dans tout type de lutte.



c) La lutte antispéciste

L'antispécisme est un courant de pensée philosophique et moral formellement établi dans les années 1970 par des philosophes anglo-saxons qui défendaient la résurgence de l'animalisme et soutenaient que l'espèce à laquelle appartient un animal n'est pas le critère pertinent⁸⁸. Ce mouvement antispéciste ou animaliste souhaite mettre l'animal sur un pied d'égalité avec l'Homme. Il souhaite mettre fin à l'idée que l'espèce humaine est supérieure aux autres espèces terrestres. La cause animale veut mettre fin aux différentes pratiques de l'Homme, qu'ils ont jugées réductrices pour les animaux. La fin des animaux domestiques, de compagnie et la fin de la chasse sont quelques-uns des combats menés par les partis politiques, associations et collectifs antispécistes.

Un des acteurs majeurs de l'antispécisme dans la francophonie et qui a permis une propagation de l'information sur le sujet aux populations est le collectif de rédacteurs des "Cahiers Antispécistes"⁸⁹ (CA). Les CA sont un magazine né en 1991 et publié jusqu'en 2019, après quoi, il a finalement cessé de paraître. Ces cahiers sont composés de différents types de document comme :

- Des articles sur l'éthique animale.
- Des analyses des problématiques animales à partir de différentes disciplines (psychologie, sociologie, philosophie politique, comportement, biologie, etc.).
- Des informations et des débats sur les stratégies des activistes et mouvements animalistes.
- Des articles autour de la sensibilité, le carnivorisme, l'altruisme efficace.
- Des critiques de livre sur les sujets associés à la question animale.
- Des opinions, histoires, poèmes, témoignages.

D'après la préface de la première édition des CA (septembre 1991⁹⁰), le spécisme « est à l'espèce ce que le racisme et le sexisme sont respectivement à la race et au sexe ». C'est donc le fait de dénigrer un parti par rapport à un autre en fonction de l'intérêt d'un des deux en se basant sur des arguments fallacieux ou sans liens logiques. Toujours d'après les Cahiers Antispécistes, le spécisme est le fait d'imposer des conditions de vie à un animal qu'il ne serait pas envisageable d'imposer à un groupe d'êtres humains pour des raisons éthiques. Le spécisme est comparé à l'esclavage.

Les différences entre un parti animaliste et un parti écologiste sont les revendications plus radicales dans le domaine des droits des animaux⁹¹. Les écologistes ne demandent pas, par exemple, l'abolition de l'élevage, mais seulement des restrictions sur la consommation de viande. Les écologistes partent des limites des écosystèmes, tandis que les animalistes se

⁸⁸ R. Laporte, « L'animalisme est un anti-humanisme », *Paysans societe*, vol. 371, n° 5, p. 55-56, 2018.

⁸⁹ « Les Cahiers antispécistes – « [Réflexion et action pour l'égalité animale](#) ».

⁹⁰ « [Cahiers antispécistes n°0 Archives](#) », *Les Cahiers antispécistes*. (consulté le 30 mai 2022).

⁹¹ P. Lucardie, « Animalism: a nascent ideology? Exploring the ideas of animal advocacy parties », *Journal of Political Ideologies*, vol. 25, n° 2, p. 212-227, mai 2020, doi: [10.1080/13569317.2020.1756034](https://doi.org/10.1080/13569317.2020.1756034).

basent sur l'empathie pour tous les êtres vivants. Ainsi, les animalistes et les écologistes forment deux familles politiques différentes, même s'ils se concentrent tous les deux sur la durabilité et l'écologie. L'antispécisme est donc proche de l'écologisme pour certains combats et leurs actions sont connues pour être radicales et violentes⁹². Certains groupuscules radicaux animalistes et végétariens ont souvent recours à des jets de pierres dans les vitrines d'enseignes, des jets de faux sang ou encore à des graffitis.

1. 269 Libération Animale

L'association est créée en 2016 par Tiphaine Lagarde et Ceylan Cirik à Lyon. Elle est née d'une scission avec l'association d'origine : 269 Life France⁹³. Cette association d'origine israélienne est créée en 2012 et s'implante en France en décembre de cette même année. Le nom "269" tire son origine d'un veau sauvé de l'abattoir et pris comme exemple de lutte animaliste et de la maltraitance animale. C'est un mouvement international majeur dans l'histoire de la lutte pour les droits des animaux, connue pour ses actions choquantes. Le collectif se définit sur son site comme militants « pour la reconnaissance des intérêts fondamentaux de tous les êtres sensibles, sans discrimination arbitraire ». Son combat est de « dénoncer le meurtre prémédité et organisé en dehors d'une situation de survie ou de légitime défense ». L'objectif final de cette lutte est « de construire une société végétarienne, notamment débarrassée de l'industrie du meurtre prémédité et du commerce d'organes ».

Après son déploiement en France, le collectif s'est scindé en deux associations complètement distinctes⁹⁴ : 269 Life France représente ce qui est considéré comme la source du nouveau mouvement, la filière d'origine. Elle se veut plus prudente et moins radicale, tandis que 269 Liberation Animal se revendique partisan de l'activisme politique, de la désobéissance civile et de l'action directe. 269 Libération Animale est un groupe de militants radicaux qui s'exprime par des actions provocantes et violentes.



Image 9 ; Tiphaine Lagarde marquée au fer rouge pour dénoncer la souffrance animale

⁹² « [Antispécisme : pourquoi les actions violentes se multiplient](#) - Le Parisien »..

⁹³ « [269 Life France officiel](#) | Association pour le respect des intérêts fondamentaux de tous les animaux », 269 Life France officiel.

⁹⁴ « [269 Life France officiel](#) | Association pour le respect des intérêts fondamentaux de tous les animaux », 269 Life France officiel.

L'association radicale participe régulièrement à des regroupements militantistes, des intrusions dans des industries et des représentations choc sur la place publique. Un exemple d'une représentation choc organisée par le collectif est le marquage au fer rouge de certains militants le 26 septembre 2016 sur la place de la République à Paris⁹⁵. L'objectif était de faire réagir sur les questions des conditions de traitement des animaux d'élevage. L'intrusion et l'occupation de l'industrie *Aoste* sont un autre exemple d'action directe réalisée par l'association. En effet, le 6 avril 2014 des militants se sont introduits dans le siège de la compagnie de grande distribution *Aoste* pour dénoncer les conséquences de la consommation excessive de viande dans la société actuelle⁹⁶. 269 Libération Animale est un collectif dénonçant, par des actions directes, les souffrances faites aux animaux et les répercussions de l'élevage intensif sur l'environnement. Cela fait d'eux un mouvement proche de ceux des écologistes radicaux.

2. Le parti animaliste

Le Parti Animaliste (PA)⁹⁷ est un parti politique français qui a vu le jour en 2016 et dont la lutte soutient la cause de la défense des animaux. Il est fondé par Samuel Airaud (Chargé d'affaires publiques de l'association L214 éthique et animaux et conjoint de l'avocate Hélène Thouy), Hélène Besnard, Nathalie Dehan, Isabelle Dudouet-Bergey, Melvin Josse et Hélène Thouy. L'équipe fondatrice s'est d'abord penchée sur les outils qui pourraient politiser les problèmes et les expérimentations animales dans d'autres pays. Le groupe rejoint alors la dynamique initiée par le parti politique néerlandais Partij voor de Dieren (Le Parti animalier), participant à la conférence internationale annuelle et rassemblant de divers partis animalistes. Le groupe a ainsi pu échanger et apprendre de leurs expériences, ce qui a contribué à nourrir leurs réflexions sur la construction du Parti Animal. Les objectifs du PA sont :

- Développer des vues et des plans qui tiennent compte des intérêts des animaux dans la sphère politique.
- Intégrer dans les politiques publiques la prise en compte des intérêts et des droits des animaux. Porter la voix sur le respect de leurs ressources, de leur territoire, de leur habitat et de leur mobilité.
- Mobiliser la société et prendre toute initiative allant dans le sens de cette évolution.
- Présenter ou soutenir des candidats ayant des valeurs partisanes avec l'antispécisme lors de diverses élections.
- Soumettre des propositions visant à modifier la politique publique dans le cadre du débat public et du scrutin électoral, et promouvoir ces propositions dans toutes les institutions.

⁹⁵ V. Coquaz, « [Des manifestants végans se sont-ils vraiment marqués au fer rouge ?](#) », *Libération*.

⁹⁶ « [Aoste company's head office & factory assault](#) - Direct action ».

⁹⁷ [Site internet du Parti animaliste](#).

Parmi les mesures défendues figure l'abolition des corridas et des combats de coqs, ainsi que la création d'une charte des droits des animaux. Le parti vise notamment à créer une direction ou un secrétariat dédié à la cause animale, à lutter contre la cruauté et les tests sur les animaux. L'objectif est également de changer les habitudes des Français en réduisant de 25 % la consommation de produits d'origine animale dans l'alimentation d'ici 2025.



Image 10 ; Rassemblement du PA le 26/01/2022 devant l'Assemblée nationale
(https://www.francetvinfo.fr/elections/presidentielle-2022-notre-petite-musique-elle-commence-a-arriver-les-militants-du-parti-animaliste-galvanises-par-la-campagne_4970955.html)

Le Parti Animaliste se rapproche régulièrement des combats du parti politique Europe Ecologie les Verts⁹⁸. Ce fut le cas lors des élections municipales et communautaires de 2020 où ils ont proposé de nombreuses listes communes avec le parti des écologistes. Le PA n'est pas un mouvement violent. Il défend les idées spécistes qui, elles, sont radicales. Néanmoins les seules actions visibles sont la participation à des rassemblements et manifestations. La passivité dans le combat spéciste leur est d'ailleurs souvent reprochée par les groupes plus violents.

d) La lutte Anti-industriel

Un courant anti-industriel est un courant politique caractérisé par une critique radicale de toutes les technologies issues de la révolution industrielle. Ces courants transcendent le respect des traditions qui divisent la gauche et la droite : il existe autant d'anti-industriels à l'extrême gauche qu'il y en a à l'extrême droite.

Le premier mouvement ouvrier anti-industriel émerge en Angleterre au début du XIXe siècle où se produisent les premières destructions de machines industrielles. C'est dans les usines, là où se développait la révolution industrielle, que l'on retrouve les premiers mouvements de rejet issus de la classe ouvrière notamment. À cette époque, des événements de machines

⁹⁸ « [REV, Parti animaliste, 269 Libération animale... la fin des illusions](#) ».

tombant en panne deviennent de plus en plus fréquents. C'est à partir du XIXe siècle que les groupes anarchistes rejettent la révolution industrielle. Le mouvement anti-industriel provient du Luddisme⁹⁹. Selon les mots de l'historien anglais Edward Thompson, le luddisme était un conflit social violent. En Angleterre entre 1811 et 1812, il opposait les artisans tondeurs et tricoteurs de certaines parties du pays aux employeurs et fabricants qui préfèrent utiliser des machines (en particulier des métiers à tisser) dans le traitement de la laine et du coton. Les membres de ce mouvement clandestin, connus sous le nom de luddites ou luddistes, étaient considérés comme des saboteurs de machines. Aujourd'hui, il est possible de retrouver différentes variantes inspirées du luddisme.

Ces groupes refusent de manière totale toutes les évolutions techniques, technologiques et industrielles, c'est-à-dire la modernisation des procédés déjà existants. Les individus peuvent se montrer violents, en particulier par des actes de sabotage. Ils sont proches de la lutte écologique radicale, car ils s'opposent à l'industrialisation qui n'est pas réputée pour respecter l'environnement.

En France, le néo-luddisme n'existe pas de manière organisée. Ce mouvement n'a pas pris racine de façon systématique et ne s'est pas implanté sur la durée. Le seul exemple historique de néo-luddisme en France est le *Comité pour la Liquidation ou la Destruction des Ordinateurs (CLODO)*. Celui-ci était actif entre 1980 et 1983 dans les alentours de Toulouse et Paris. Il s'exprimait par actions directes comme des incendies, à l'image de celui du centre informatique de Philips Data System en 1980 à Toulouse¹⁰⁰. Ils utilisaient également des explosifs comme pour la bombe de 5kg retrouvée dans un centre de données de C.I.I.-Honeywell Bull à Louveciennes¹⁰¹.

Néanmoins, certains individus s'organisent de façon épisodique afin de réaliser des actions directes sur des infrastructures précises. Les incendies récents sur les antennes relais en sont un bon exemple. En effet, un partisan anti-5G et anti-portable a incendié en 2020, deux antennes relais dans la région du Jura déclarant que « cette affaire n'est pas un délire de pyromanes. J'ai fait ça pour des raisons politiques par rapport à la 5G et au désastre écologique »¹⁰². Les actions radicales appartenant au mouvement anti-industriel existent encore aujourd'hui, mais restent anecdotiques par rapport aux autres luttes associées à l'écologie politique radicale.

e) Conclusion

De nombreux mouvements s'associent à l'écologisme radical. Souvent de nature différente, ils partagent des valeurs et des objectifs communs. Que les acteurs soient associés à l'anticapitalisme, à l'antispécisme ou à l'anti-industriel, ils sont tous partisans de l'écologie radicale par leurs idées extrêmes sur le sujet. Certains groupes privilégient l'action directe

⁹⁹M. Gardenier, « Le courant « anti-tech », entre anarcho-primitivisme et néo-luddisme », *Societes*, vol. 131, n° 1, p. 97-106, oct. 2016

¹⁰⁰ « [Second attentat contre des centres d'informatique à Toulouse](#) », *Le Monde.fr*, 10 avril 1980.

¹⁰¹ « [C.I.I.-Honeywell Bull victime de nouveaux actes de malveillance](#) ».

¹⁰² « [Incendie des antennes-relais du Mont Poupet dans le Jura : un Bisontin condamné à deux ans de prison ferme](#) », *France 3 Bourgogne-Franche-Comté*.

comme moyen d'expression. Ils intègrent donc des militants extrêmes, dévoués à la cause et prêts à faire de la prison pour leurs idées. Afin de mieux comprendre les différents profils, nous étudierons dans la prochaine partie la sociologie des militants.

6. Sociologie des militants

Après être revenue sur les principales organisations écologiques dites « radicales » et sur leurs modes de fonctionnement et de financement, cette partie reviendra sur le profil socio-économique des militants à partir de leurs revendications principales après avoir identifié les différentes familles de l'écologie radicale.

Climato-activistes, écoféministes, collapsologues ou survivalistes... L'écologie politique radicale est plurielle et on ne peut englober tous ces militants sous un terme unique.

Avant tout, il est important de rappeler que ce travail repose sur une série de témoignages récoltés le samedi 16 avril durant un événement organisé par XR sur les grands boulevards à Paris, sur une analyse des principaux forums de discussions sur internet et enfin sur la synthèse d'ouvrages revenant sur la question de l'écologie politique radicale, comme *Ultra-ecologicus, les nouveaux croisés de l'écologie* de Marc Lamazzi aux éditions Flammarion, édité en janvier 2022, ou *Manuel de sociologie de l'environnement*, de Nicolas Milot publié en 2012. Ainsi, ce travail ne prétend pas être un travail scientifique de sociologie s'appuyant sur des statistiques solides et vérifiables, mais souhaite compiler différents témoignages afin de donner au lecteur une idée plus claire des individus et de leurs revendications se cachant derrière toutes les familles de l'écologie politique radicale.

a) Alternatiba et XR, les climato-activistes.

Le résultat de Yannick Jadot pour EELV durant la présidentielle de 2022 souligne un paradoxe au sein de l'écologie politique. Alors que les questions liées à la préservation de l'environnement sont toujours plus importantes pour les Français (en 2022, selon un sondage Ipsos¹⁰³, 47% des Français font du dérèglement climatique une préoccupation majeure), le candidat écologique n'a récolté que 4,6% des suffrages, interrogeant ainsi la ligne politique du candidat EELV, souvent jugée trop consensuelle pour les militants écologiques, préférant les positions plus radicales de Sandrine Rousseau.

Pluriels, l'écologie politique radicale et ses militants semblent ainsi sortir de l'offre politique traditionnelle d'EELV, qui ne répond plus aux revendications des militants les plus radicaux. Pourquoi un tel constat ?

Dès lors, quelles sont les principales sous-parties de l'écologie politique radicale qui ne se reconnaissent plus dans le parti EELV ? Quelles sont leurs principales revendications et, à partir de témoignages, y a-t-il un profil sociologique type identifiable selon les sous-catégories ?

¹⁰³[Sondage réalisé par Ipsos](#) en novembre 2021 par Amandine Lama et Julie Deleplanque pour la Fondation des collèges de France

Dans son ouvrage *Ultra-ecologicus, les nouveaux croisés de l'écologie*, Marc Lamazzi identifie dix sous-catégories de l'écologie politique radicale aux revendications propres et différentes les unes des autres.

Qui sont ces nouveaux croisés de l'écologie politique radicale ? Défenseurs de l'environnement ou droit des animaux, libertaires, militants associatifs, ultragauche, néo-babas cool... ils sont jeunes, le plus souvent, indignés d'avoir sans doute à subir de plein fouet le dérèglement climatique parce que leurs aînés n'auront pas pris la mesure du danger.

La plupart d'entre eux se limitent à des actions de désobéissance civile ; dans les ZAD, parmi les anti-5G, chez les animalistes, des formes plus violentes d'action directe ont vu le jour.

La première sous-catégorie identifiée qui a une réelle implantation en France, c'est celle des climato-activistes. Figure de proue du mouvement, l'association *Alternatiba* (Alternative en Basques, rappelant les origines bayonnaises de ce mouvement) a été officiellement créée en 2009 par Jean-Noël Etcheverry, dit "Txetx"¹⁰⁴, aujourd'hui âgé de 58 ans. Fils d'éleveur, syndicaliste et ancien travailleur humanitaire, il a été membre d'*Abertzaleen Batasuna*¹⁰⁵, le parti nationaliste basque.

Alternatiba se veut être un mouvement citoyen de mobilisation contre le dérèglement climatique et met en avant des initiatives concrètes et locales dans le but de construire une société durable. Ce mouvement utilise plusieurs modes de mobilisation, avec ses "villages des alternatives", ses tours de France à vélo pour promouvoir des initiatives locales ou encore des actions de désobéissance civile toujours non violentes.

En 2013, le premier village d'Alternatiba attire à Bayonne plus de 13 000 participants venus réfléchir sur l'agriculture bio, les circuits courts, les questions de relocalisations ou encore les questions de mobilités douces et non carbonées. Sur son site, le mouvement revendique la création de 180 "villages" Alternatiba (qui sont plutôt des centres de réflexions ponctuelles).

En 2019, lors du dernier événement, le "village" de Lyon a ainsi accueilli plus de 40 000 personnes.

Mais les actions les plus médiatisées sont les marches pour le climat, comme celle organisée à Paris le 9 avril 2022.

Se voulant ancrés dans le territoire local, les membres de ce mouvement ont tous signé une charte formalisant les valeurs et principes communs d'Alternatiba précisant que "la construction d'un monde plus humain et plus solidaire est bien évidemment totalement incompatible avec les idées et comportements xénophobes, racistes, sexistes, homophobes,

¹⁰⁴ [Jean-Noël Etcheverry fonde le 24 juin 2009 le collectif écolo Bizi](https://www.google.com/url?q=https://fr.wikipedia.org/wiki/Txetx_Etcheverry%23Biographie&sa=D&source=docs&ust=1653292621710564&usg=AOvVaw18S1UTJUHEHT7HrxMVpYuD) ! en vue de participer au sommet de Copenhague. Bizi! devient une association l'année suivante et s'engage dans de nouvelles activités, et particulièrement l'organisation d'un village des alternatives. Il est un des membres fondateur en octobre 2013 d'Alternatiba.

https://www.google.com/url?q=https://fr.wikipedia.org/wiki/Txetx_Etcheverry%23Biographie&sa=D&source=docs&ust=1653292621710564&usg=AOvVaw18S1UTJUHEHT7HrxMVpYuD

¹⁰⁵ Fondée en 1988, [Abertzaleen Batasuna](#), ou l'Union des patriotes en français, est un parti politique nationaliste du Pays basque et revendique la reconnaissance du Pays basque dans son ensemble (donc du pays basque, français et espagnol) dans une Europe fondée sur une fédération des peuples.

discriminatoires, antidémocratiques ou violents.”¹⁰⁶ Ainsi, les principes du mouvement associent lutte contre le réchauffement climatique et lutte contre les inégalités sociales.

La première action menée par Alternatiba largement médiatisée remonte à 2015 en marge de la COP21 sous la présidence de François Hollande. Formant une chaîne humaine de 10 000 personnes visant à bloquer l'accès à la COP21.

À partir de ce coup d'éclat, le mouvement va se développer et se tourner vers des actions plus radicales, notamment avec la création de la branche ANV-COP21, où se concentrent les militants les plus déterminés.

Fin 2018, Alternatiba se joint à la Fondation Nicolas Hulot, Greenpeace France, Notre affaire à tous et à Oxfam France pour déclencher l'*Affaire du siècle*". Soutenue par de grands acteurs comme Juliette Binoche ou Marion Cotillard et regroupant 2,3 millions de signatures¹⁰⁷, l'initiative fera condamner l'État français pour inaction climatique. En parallèle, c'est à la même époque qu'apparaît Greta Thunberg sur la scène médiatique et son *Friday For Future*, symbolisant la remise en question profonde de notre système économique au regard des nouveaux impératifs climatiques.

En France, cette initiative permet de mettre en lumière cette "génération climat", avec la création en septembre 2018 de la branche hexagonale de *Fridays For Future*, baptisée *Youth For Climate France*. Porte-parole du mouvement, Léna Lazare¹⁰⁸ était une étudiante en Maths Physique à la Sorbonne. Depuis, elle a quitté l'université pour se lancer dans une formation de responsable d'exploitation agricole. C'est elle qui est à l'initiative en février 2019 de la marche pour le climat et au blocage de la Société Générale à la Défense le 19 avril 2019.¹⁰⁹

Accordant un entretien au quotidien Le Monde le 7 juin 2019, Léna Lazare revient sur le mouvement Youth for Climate. Selon elle, le mouvement est "anticapitaliste, anti-productiviste et prône la décroissance". Influencée par le penseur anarchiste Murray Bookchin¹¹⁰, la militante se rapproche de l'extrême gauche pour ses politiques de redistribution, mais insiste sur le fait que ce mode de pensée ne sort pas de la logique de croissance des richesses.

A la suite des premières actions de Youth for Climate, un autre mouvement venu de l'étranger fait irruption dans la scène de l'écologie non conventionnelle. Aussi anticapitaliste, Extinction Rebellion (XR) entreprend une première action en France le 24 mars 2019, quand des militants français du mouvement bloquent la place de la Bourse à Paris.

Contrairement à Alternatiba qui trouve ses racines militantes à l'échelle locale, XR vient du Royaume-Uni. En septembre 2018 à Londres, des militants de *Rising Up*, mouvement médiatisé pour ses blocages d'aéroports outre-Manche, lance XR.

¹⁰⁶ [Charte des valeurs et principes d'Alternatiba](#) sur son site à la date du 5 avril 2022.

¹⁰⁷ [Chiffre présenté par l'association L'affaire du siècle](#) sur son site.

¹⁰⁸ [Portrait de Léna Lazare](#) dans Le Monde le 06/07/2022 par Audrey Garric.

¹⁰⁹ Le 15/03/2019, [une centaine d'étudiants et lycéens ont bloqué pendant plus de trois heures l'entrée du siège de la Société générale](#) à la Défense, dénonçant notamment ses financements nocifs au climat.

¹¹⁰ né en 1921 et mort en 2006, Murray Bookchin est un penseur influent de l'anarchisme américain. Il est le fondateur de l'écologie sociale, proposant une nouvelle vision politique et philosophique du rapport entre l'être humain et son environnement, ainsi qu'une nouvelle organisation sociale par la mise en oeuvre du municipalisme libertaire.

Les deux fondateurs historiques sont Roger Hallam¹¹¹, fermier bio et chercheur en biologie, et Gail Bradbrook¹¹², biophysicienne.

Dès le début, XR veut marquer les esprits par des actions coup de poing. Pendant une semaine, les militants occupent différents points névralgiques de Londres et bloquent une journée entière tous les ponts enjambant la Tamise. Durant l'été 2021, des milliers de militants de XR occupent de nouveau la capitale anglaise.

Dès sa création, XR est au centre de polémiques concernant ses membres fondateurs, où l'on retrouve le groupe de rock Radiohead, mais surtout Aileen Getty¹¹³, héritière de J.Paul Getty, un entrepreneur américain milliardaire ayant fait fortune dans le pétrole. George Soros¹¹⁴ apparaît aussi dans la liste des donateurs principaux.

Le 16 avril 2022, juste avant le premier tour des élections présidentielles, les militants de XR ont organisé un blocage des Grands Boulevards à Paris, permettant ainsi de recueillir différents témoignages durant cet événement.

Chloé G, 26 ans, membre de XR et juriste au sein de l'association *Notre Affaire à Tous*, souffre de solastalgie¹¹⁵. Originaire d'Oléron et jusqu'ici non politisé, ce sont les menaces concrètes qui pèsent sur son environnement de vie à moyen terme qui ont donné à Chloé l'envie de s'engager dans XR.

On retrouve le même sentiment d'urgence chez Gaspard, jeune franco-allemand de 22 ans qui étudie la philosophie à Montpellier. Avec un profil de gauche, Gaspard a été syndicaliste étudiant à Solidaires et a participé à Nuit debout. Il milite pour la France insoumise lors de la campagne présidentielle de 2017. Mais déçu par l'organisation verticale de la France insoumise et le rejet de LFI du mouvement queer, Gaspard rejoint Act Up.

¹¹¹ Né en 1966, il est le cofondateur de XR. En 2016, il participe aux actions de Rising up contre l'extension de l'aéroport de Londres, où il utilisera un drone pour bloquer les pistes de décollage, lui valant une condamnation en 2020 à laquelle il a fait appel. <https://www.bbc.com/news/uk-england-london-49716251>

¹¹² Gail Marie Bradbrook est née en 1972. Avec Roger Hallam, elle cofonde XR. Titulaire d'un doctorat en biophysique moléculaire de l'Université de Manchester. Entre 2003 et 2017, elle est directrice de la stratégie de Citizens Online, une organisation militant pour un accès internet plus démocratique. En octobre 2019 elle est arrêtée alors qu'elle attaque une vitre au marteau au ministère des Transports britannique durant une marche pour s'opposer à un projet de ligne ferroviaire à grande vitesse. En 2021, elle est poursuivie pour avoir participé à une action contre un établissement de la banque Barclays. Elle encourt dix ans de prison ferme.

¹¹³ [Héritière d'un empire pétrolier](#), Aileen Getty a démontré à plusieurs reprises son engagement pour la lutte contre le réchauffement climatique. En 2019, elle fait un don de 500 000 livres à XR et s'engage contre l'extension de l'aéroport de Londres.

¹¹⁴ Opposant numéro 1 au Président Victor Horban d'Hongrie, George Soros a fait fortune grâce à son empire médiatique. Bien que la branche française de XR refuse tout don de particulier, XR assume de se financer par ce procédé à l'international. Il faut cependant souligner que ces accusations n'ont pas de preuves et ont été popularisées par le média pro-Kremlin Sputnik.

¹¹⁵ La solastalgie, ou l'éco-anxiété est une forme de souffrance et de détresse psychique causée par les changements environnementaux présents et futur, en particulier concernant le réchauffement climatique et la biodiversité. Ce concept est apparu en 2003 sous la plume du philosophe australien Gleen Albercht. La médecin Alice Desbiolles importe le sujet en France en 2019 dans son livre *L'éco-anxiété vivre sereinement dans un monde abimé* aux éditions Fayard et décrit ce phénomène comme l'expression du lien existant entre la détresse des écosystèmes et la détresse des Hommes, quand la première engendre la seconde. Ainsi, c'est l'angoisse développée par un individu face aux rapports toujours plus alarmiste du GIEC et à l'inaction global.

Au printemps 2019, Gaspard participe à la marche pour le climat à Paris et découvre XR, qui partage avec Act Up une culture de la désobéissance civile non violente. Suite à cette première expérience avec XR, il deviendra un membre actif du mouvement et participera, dans la mesure du possible, à toutes les actions de XR.

Comme Alternatiba et Youth for Climate, XR défend la désobéissance civile non violente décrite par le philosophe américain Henry Thoreau¹¹⁶. Sur le terrain, XR veut se distinguer des grandes organisations écologiques comme Greenpeace. Chez XR, pas de structure ni de coordination nationale, mais des groupes autonomes couvrant tout le territoire avec comme seul lien entre eux la “base”, le QG parisien et le site internet de XR, outil nécessaire pour intégrer XR.

Toutes leurs actions sont tenues secrètes jusqu’à la dernière minute pour éviter les fuites. Ainsi, les échanges entre les militants se font sur des plateformes de communication chiffrées. Qu’il s’agisse de bloquer un centre-ville¹¹⁷, le site du cimentier Lafarge¹¹⁸ ou le château de Versailles¹¹⁹. Tous les militants ont un rôle bien défini. Ainsi, les “coordinateurs” doivent piloter les opérations grâce à la remontée d’information faite par les “éclaireurs”, notamment sur le dispositif policier. Les “logisticiens” sont chargés du matériel quand les “grimpeurs” accrochent les drapeaux et les banderoles alors que les “médiateurs” doivent expliquer à la presse les motifs des actions.

Au contact, on retrouve les “bloqueurs”, soudés entre eux et formés aux techniques de sitting et de blocage (chenilles, tortues...), secondés par les “anges gardiens”, devant faire tampons avec les forces de l’ordre. De plus, chaque groupe autonome bénéficie de conseils juridiques venant de la “base”, le QG parisien.

On le voit, les actions de XR tendent à se professionnaliser. Les militants d’intervention sont appuyés par une base arrière qui assure la logistique et la couverture légale. Même si la pandémie a sérieusement freiné l’engouement apparu en 2019, XR s’est bien implanté dans le paysage militant. En Île-de-France, on dénombre une quinzaine de groupes autonomes, dont quatre à Paris, rassemblant plus de 3000 adhérents. Le groupe Paris-Nord alignait à lui seul 580 membres.

De son côté, Alternatiba, après huit ans d’existence, est devenu une organisation institutionnalisée et reconnue. Fort de 132 antennes locales et de 60 groupes d’action non violente à travers le territoire, le mouvement bénéficie d’un budget annuel important proche des 300 000 euros (chiffres revendiqués par le Alternatiba [sur son site](#)). En plus des marches

¹¹⁶ Né en 1817 et mort en 1862, Henry David Thoreau est un philosophe américain. Son principal ouvrage, *Walden ou la Vie dans les bois*, publiée en 1854, est une réflexion sur l’économie, la nature et la vie simple menée à l’écart de la société. Dans *La Désobéissance civile*, publiée en 1849, l’auteur s’oppose radicalement à l’esclavage aux Etats-Unis en prônant des actions collectives et pacifiques.

¹¹⁷ Le 08/10/2019, [des militants d’Extinction Rebellion](#) bloquent la place du Chatelet et le pont Alexandre III, visant ainsi une action médiatique à portée symbolique.

¹¹⁸ Le 30/06/2021, [des militants d’Extinction Rebellion bloquent le siège parisien](#) du groupe Lafarge pour protester contre “les ravages de l’industrie de construction sur l’environnement.

¹¹⁹ Le 1er février 2021, [une cinquantaine de militants d’XR ont mené une action de protestation non violente](#) devant de le Chateau de Versailles. Sans objectif précis, les militants ont protesté contre la minimisation du problème écologique.

pour le climat, Alternatiba s'est fait connaître en revendiquant le décrochage dans les mairies des portraits officiels d'Emmanuel Macron.

De l'aveu même des militants, ces luttes sont surtout portées par de jeunes citoyens issus de la bourgeoisie et qui poursuivent de longues études. Un peu plus diversifié dans les branches hors Île-de-France, on retrouve dans les militants des chômeurs, des pères de famille et des personnes à revenu moyen.

Mais dans l'ensemble, les militants de XR ou d'Alternatiba "demeurent un mouvement de privilégiés"¹²⁰ qui souhaite cependant s'élargir en incluant à l'écologie les questions de justices sociales et économiques, poussant ainsi certains militants XR à participer aux marches contre les violences policières ou les discriminations sociales.

Dans une vidéo de la page YouTube d'Alternatiba¹²¹, Rebecca Wangler, chargée de campagne pour Alternatives Territoriales, note une radicalisation croissante des nouveaux adhérents. Alors qu'au début du mouvement les gens rejoignent d'abord Alternatiba puis se radicalisent et passaient chez ANV-COP21, la branche la plus active à la limite de la légalité, aujourd'hui les jeunes vont directement chez ANV-COP21 pour participer à des actions de désobéissance civile. Selon Lena Lazare, "on exclut de moins en moins des modes d'action plus radicaux. Comme nous voulons faire le plus de dégâts possible aux entreprises écocides, on n'a rien contre le sabotage"¹²².

Comme on a pu le voir, le climato-activisme est la principale force de l'écologie politique radicale. Se regroupant autour d'association visant une grande médiatisation via des actions coups de poing, les militants sont souvent jeunes, bien éduqués, et en rupture avec la conception contemporaine du développement. Alors qu'Alternatiba s'est construit autour du localisme, les principales organisations du climato-activisme sont des importations du monde anglo-saxons proposant une vision globale de la lutte contre le réchauffement climatique.

b) Collapsologues et autres survivalistes

Bien que leurs conceptions de l'écologie soient radicalement différentes voir opposées, on classera les adeptes de la collapsologie et les survivalistes dans la même sous-catégorie dans le sens où ils se rejoignent sur l'idée que nos sociétés modernes sont sur le point de s'effondrer.

En France, la collapsologie a été théorisée par Yves Cochet, ancien ministre de l'Écologie sous le gouvernement Jospin puis c'est Pablo Servigne et Raphaël Stevens qui démocratisent cette théorie dans *Comment tout peut s'effondrer, petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, publié en 2015¹²³ et vendu à plus de 100 000 exemplaires. Pendant longtemps très limitées, ces théories voient leurs publics se multiplier. En février 2019, une

¹²⁰ Propos de Teissier Ghrab, d'Alternatiba, dans *Ultra Ecologicus, les nouveaux croisés de l'écologie*, de Marc Lomazzo. Version numérique page 60

¹²¹ « [Webserie : Relever le défi climatique : quel chemin ?](#) - Episode 4 - Rebecca Wangler - YouTube ».

¹²² Propos de Léna Lazare, porte-parole de Youth For Climate France dans *Ultra Ecologicus, les nouveaux croisés de l'écologie*, de Marc Lomazzo. Version numérique page 52.

¹²³ *Comment tout peut s'effondrer, petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, publiée le 09/04/2015, co-écrit par Pablo Servigne et Raphael Stevens. Préface d'Yves Cochet, aux éditions Anthropocène.

enquête Ifop pour la Fondation Jaurès dévoile que 65% des Français sont d'accord pour dire que "la civilisation va s'effondrer dans les années à venir"¹²⁴.

Concrètement, la collapsologie, qui vient de l'anglais *to Collaps*, c'est l'adéquation d'un ensemble de crises (sociales, politiques, énergétiques, démographique...) qui poussera notre société productiviste à s'effondrer sur elle-même dans les années à venir. Loin d'être apocalyptique, ce modèle de pensée se concentre sur l'après-effondrement, où l'individualisme et le consumérisme laisseront la place à une plus grande solidarité, notamment au niveau local et à une consommation raisonnée tenant compte des limites physiques de la terre. Ainsi, contrairement au survivalisme, la collapsologie s'appuie sur un tissu de solidarité local, loin de l'image d'Épinal du survivalisme surarmé s'enfermant dans un bunker.

S'appuyant sur les prédictions quasi parfaites du rapport Meadows et faisant un large écho aux travaux du GIEC, la collapsologie repose aussi sur les travaux scientifiques de Joseph Tainter et Jared Diamond¹²⁵ sur l'effondrement des civilisations maya ou viking.

Au cœur de ce mouvement, on retrouve la notion d'anthropocène, ce nouvel âge géologique où les activités humaines vont rompre l'équilibre de l'écosystème terrestre et entraîner une sixième extinction de masse¹²⁶ (alors que la cinquième remonte à 65 millions d'années avec la disparition des dinosaures).

Collapsologue de la première heure, Yves Cochet définit la collapsologie comme le "processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, énergie et sécurité) ne sont plus satisfaits pour une majorité de la population"¹²⁷.

Cette théorie repose sur trois règles. La première consiste à sortir du déni climatique, la deuxième consiste à mettre fin à la croyance que la technologie peut sauver l'humanité du réchauffement climatique et la troisième revient sur le besoin d'anticiper la catastrophe. Au cœur de la réponse à apporter, on retrouve la notion de résilience. Ainsi, l'association collapsologie SOS Maires, fondée par Alexandre Boisson, forme les élus locaux à mettre en place une autonomie de guerre capable de protéger la population en cas de véritable effondrement des services publics.

¹²⁴ [Sondage Ifop pour la Fondation Jean Jaurès : Enquête internationale sur la collapsologie](#)

¹²⁵ Joseph Tainter (1945) et Jared Diamond (1937) ont publié en 1988 un ouvrage *Collapse of Complex societies*, où ils reviennent sur l'effondrement de civilisation dans l'Histoire. C'est un ouvrage historique ne faisant aucun parallèle avec nos sociétés modernes, de l'aveu même des auteurs. Pourtant l'ouvrage a été repris par l'écologie radicale comme un travail préfigurant l'effondrement de nos sociétés modernes.

¹²⁶ En France, Bruno David, président du Muséum National d'Histoire Naturelle, [communique beaucoup](#) sur la sixième extinction de masse. Ici dans France Culture le 6 janvier 2021.

¹²⁷ Telle que définie par Yves Cochet dans *Devant l'effondrement, Essai de collapsologie*, publié le 25 septembre 2019 aux éditions Les liens qui libèrent, page 27.

Derrière la collapsologie, on peut retrouver plusieurs figures, lanceurs d’alertes et autres scientifiques, comme Fred Vargas¹²⁸, Aurélien Barreau¹²⁹ ou Dominique Bourg¹³⁰. Toujours parmi les personnalités publiques s’engageant dans le discours collapsologue, citons aussi Arthur Keller¹³¹, Valérie Cabanes¹³², Agnès Sinai¹³³, Gauthier Chapelle¹³⁴ ou encore Paul Jorion¹³⁵.

¹²⁸ Frédérique Vargas est une écrivaine française née en 1957. Médiéviste et titulaire d’un doctorat d’histoire, elle est aussi chercheuse en Histoire et Archéologie au CNRS. Elle soutient en 2018 le collectif européen “Pacte Finance Climat”, devant promouvoir un traité européen en faveur d’un financement pérenne de la transition énergétique et environnementale pour lutter contre le réchauffement climatique. En avril 2019, elle publie *L’humanité en Péril*, aux éditions J’ai lu, ré édité en juin 2020 et augmentée d’un chapitre sur la COP 25.

¹²⁹ Astrophysicien spécialisé en relativité générale, il est directeur du Centre de physique théorique Grenoble-Alpes et travaille au Laboratoire de physique subatomique et de cosmologie de Grenoble. Il est aussi professeur à l’université Grenoble Alpes. Il est également docteur en philosophie. Militant écologiste, il est favorable à la décroissance mais refuse l’étiquette de collapsologue. En 2019, il publie *Le plus grand défi de l’histoire de l’humanité : Face à la catastrophe écologique et sociale*.

¹³⁰ Dominique Bourg (1953) est un philosophe franco-suisse, professeur honoraire à l’université de Lausanne, spécialiste des questions environnementales. Il a présidé jusqu’en décembre 2018 le conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l’homme. Il est membre du conseil d’orientation de la fondation La Fabrique écologique et préside le conseil scientifique de la Fondation Zoein.

¹³¹ Arthur Keller (1975) est un ingénieur, auteur et formateur français, spécialisé dans les risques systémiques et stratégiques d’anticipation et d’organisation collectives face à ces risques. En s’inspirant de *Limits to Growth*, de Dennis Meadows, Arthur Keller développe un outil de prospective pour classer les futurs possibles de la terre ; selon les trajectoires d’émissions de gaz à effet de serre. En février 2020, Arthur Keller fait partie des 1000 scientifiques signataires de l’appel “Face à la crise écologique, la rébellion est nécessaire”, dans [une tribune du Monde](#), le 20 février 2020.

Pendant l’été 2021, il fait partie des experts auditionnés par l’Assemblée nationale dans le cadre de la mission d’information sur la résilience nationale, créée par l’Assemblée nationale.

¹³² Valérie Cabanes (1969) est une juriste en droit international, spécialisée dans les droits de l’homme et le droit humanitaire. Elle a notamment participé au mouvement citoyen *End Ecocide on Earth*, qui défend la reconnaissance en droit pénal international l’écocide comme crime contre la paix et la sécurité humaine. Elle est aussi cofondatrice de l’association *Notre affaire à tous*, qui défend l’instauration d’une justice climatique et à l’origine de l’initiative *L’affaire du siècle*.

¹³³ Agnès Sinai (1966) est une journaliste et enseignante française. Se revendiquant comme collapsologue, elle travaille sur l’analyse de l’effondrement de la biodiversité ainsi que sur les possibilités d’actions pour limiter cet effondrement, comme l’adoption d’un système reposant sur la décroissance ou la résilience locale pour s’adapter aux catastrophes à venir.

¹³⁴ Ingénieur agronome et docteur en biologie, Gauthier Chapelle a cofondé Greeloop, entreprise spécialisée dans les business modèles résilients et bio-inspirés. Il a participé à la rédaction d’*Une autre fin du monde est possible : Vivre l’effondrement*, sous la direction de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, en Octobre 2018.

¹³⁵ Paul Jorion (1946) est un économiste et anthropologue belge. En 2005, il annonce la crise des subprimes dès 2008. Très critique avec la doctrine dominante en matière de sciences économiques qu’il considère comme absurde la conception de l’économie néolibérale. Selon lui, la science économique depuis le XIXe siècle est “une vaste entreprise d’endoctrinement financée par le monde des affaires”. Il milite pour l’interdiction de la spéculation financière et voit dans l’économie financière un danger central pour l’humanité. Selon l’anthropologue Jorion, les crises actuelles, notamment les menaces écologiques, rendent la survie de l’humanité improbable.

Dans son ouvrage *Ultra-ecologicus, les nouveaux croisés de l'écologie*, Marc Lamazzi revient dans son chapitre 8 sur les écosurvivalistes à travers l'interview d'un couple de trentenaires adhérant aux théories survivalistes.

Diplômés, citoyens, ils sont de plus en plus nombreux à faire le même constat que les collapsologues, mais différents dans leurs adoptions à l'effondrement.

Ici, nous pouvons suivre l'exemple de Karen et Max qui, en juillet 2019, décident d'abandonner leur vie à Bordeaux pour acheter un petit terrain en Dordogne. Depuis, ils se chauffent au bois, récupèrent l'eau de pluie, font pousser leurs légumes, fabriquent leurs pains, etc.

Selon Bertrand Vidal, l'un des rares sociologues à se pencher sur le sujet, le phénomène ne regroupe pas loin de 100 000 personnes.

Pour Bertrand Vidal, " ce sont des gens rationnels, plutôt instruits, de toutes origines, qui ne nous parlent ni de parcours du combattant dans les bois en barda militaire, ni de la Vierge, ni des extraterrestres. Ils s'informent sur les crises économiques et écologiques de notre modèle de société."¹³⁶

Apparu aux États-Unis dans les années 60¹³⁷ avec la peur d'une guerre nucléaire, le survivalisme se développe aujourd'hui en France, mais en coupant radicalement les ponts avec les influences néo-nazies d'origine. Ainsi pour Bertrand Vidal, "avec la crise financière mondiale de 2007/2008, les gens ont réalisé que la faillite du système pouvait toucher tout le monde, du chômeur au patron du CAC 40". Ainsi, le survivalisme est passé de la peur de la guerre nucléaire à l'angoisse d'une crise climatique, démocratisant les théories survivalistes. Jugeant la catastrophe inévitable, les survivalistes passent de la théorie à la pratique et s'organisent vers un mode de vie rural plus résilient.

Dans *Ultra Ecologicus, les nouveaux croisés de l'écologie*, l'auteur reprend les témoignages de Julien et Béatrice¹³⁸, qui ont quitté leurs vies à Londres après la crise de 2008 pour s'installer dans une petite maison située dans un coin isolé, mais pas désert (en Auvergne), propice à une agriculture vivrière non mécanisée et sans pollution de l'eau. Un lieu le plus éloigné possible d'une centrale nucléaire en cas d'explosion après l'effondrement¹³⁹.

À l'image de ces personnes qui s'installent à la campagne, les écosurvivalistes ont l'obsession d'être autonomes et adoptent ainsi un mode de vie rationnel pour arriver à ce but.

Soulignant l'intérêt grandissant de ces questions au sein de la population française, le salon Survival Expo a vu le jour en 2018 et accueille chaque année plus de 10 000 participants.

¹³⁶ Dans *Survivalisme- êtes-vous prêts pour la fin du monde ?* de Bertrand Vidal.

¹³⁷ Développé notamment par Kurt Saxon, membre du parti nazi américain et de l'église de Satan...

¹³⁸ *Op Cit*, VIDAL, Chap. 8 p.3

¹³⁹ A titre d'exemple, citons l'épisode 5 de la [web série l'effondrement](#), qui revient sur la gestion d'une centrale nucléaire sans électricité suffisante pour assurer le refroidissement de l'eau.

c) Les adeptes de la décroissance.

S'inspirant des courants anti-productivistes du XIX^e siècle, la décroissance puise ses racines dans le socialisme utopique développé par le gendre de Karl Marx, Paul Lafargue dans son ouvrage *Le droit à la paresse*¹⁴⁰.

Le mot lui-même apparaît en 1972 à la suite du rapport Meadow, rédigé par quatre experts du MIT pour le club de Rome.

Figure du mouvement en France, l'économiste Serge Latouche définit d'abord la décroissance comme une nécessité et non un idéal¹⁴¹. Se définissant d'abord par son opposition à la croissance, la décroissance part du simple constat qu'une croissance infinie est impossible dans une planète finie et veut abandonner l'objectif civilisationnel de la croissance pour la croissance. Ainsi, elle n'est pas négative, et propose de remplacer la croissance du PIB par de nouveaux indicateurs, comme le bien-être et l'équilibre avec l'environnement. Toujours selon Serge Latouche, le projet de la décroissance "n'est ni celui d'une autre croissance, ni celui d'un autre développement, mais bien la construction d'une autre société, une société post-croissance, ou de prospérité sans croissance. C'est donc un projet sociétal"¹⁴².

Autre figure du mouvement, le polytechnicien Jean Marc Jancovici, membre du Haut Conseil pour le climat et spécialiste de la transition écologique, sort du débat politique contre le capitalisme, et revient surtout sur les limites physiques à la croissance.

Plus concrètement, le mouvement se structure en 2006 avec la création du Parti Pour la Décroissance, avec l'escargot comme emblème. Ne prenant jamais électoralement (aux élections européennes de 2009, le PPLD ne rassemblera que 0,03 % des voix), il connaît son premier coup d'accélérateur durant l'été 2015, quand le pape François invite les catholiques à réfléchir sur la question¹⁴³ et appelle les croyants à adopter un mode de vie plus sobre.

En France, la démission de Nicolas Hulot du gouvernement est un virage dans la médiatisation du mouvement, notamment au sein de jeunesse, en recherche de sens écologique au cours de leurs carrières¹⁴⁴. De manière plus étonnante, on constate que ces interrogations sont aussi présentes dans le monde patronal.

Ainsi, un sondage fin 2019 réalisé par Odoxa montre ainsi que 54% des Français¹⁴⁵ sont persuadés que la solution au problème du réchauffement climatique ne passe pas par la croissance verte.

Transcendant les clivages politiques, la remise en question du système dans son ensemble se retrouve aussi bien à gauche qu'à droite. Si 63% des sympathisants EELV sont sensibles à la

¹⁴⁰ *Le Droit à la paresse*, de Paul Lafargue, paru en 1880 est un manifeste social centré sur la valeur travail et son rôle moralisateur.

¹⁴¹ [Propos repris d'un article de Serge Latouche](#) dans Le Monde Diplomatique de novembre 2003.

¹⁴² Idem ;

¹⁴³ Dans son encyclique sur l'environnement, le pape dénonce les activités humaines responsables d'une destruction inédite de la nature et se fait l'avocat de la décroissance pour éviter l'effondrement.

¹⁴⁴ Cf. [le discours prononcé lors de la cérémonie de remise de diplômes de AgroParisTech](#), où des étudiants de l'école d'agronomie ont fustigé leur formation et appelé leur camarades à se tourner vers des carrières plus compatibles avec la lutte contre le changement climatique.

¹⁴⁵ Sondage publié le 03/09/2019 par Odoxa pour BFM, Challenges et Aviva Assurance intitulé Les Français plus écolos que jamais.

décroissance, un sondage Odoxa¹⁴⁶ montre que 59% des électeurs de LREM et LR sont sensibles à ces questions. Longtemps limitée à des groupuscules intégristes verts, l'idée de l'urgence écologique fait désormais l'objet d'un consensus politique (au minimum d'affichage).

À titre d'illustration, rappelons que selon l'ADEME¹⁴⁷, 61% des personnes interrogées considèrent qu'il faut consommer moins pour protéger l'environnement et même repenser notre modèle économique pour 51% des personnes interrogées. C'est-à-dire mettre fin au mythe de la croissance infinie.

Longtemps méprisée par la classe politique (on peut penser au modèle amish d'Emmanuel Macron), la notion de la décroissance progresse au sein de nos sociétés et de la classe politique. Ainsi, Delphine Batho, cheffe de file de Génération Écologie, ancienne ministre de l'Écologie sous François Hollande, candidate à la primaire de EELV et aujourd'hui député dans la deuxième circonscription des Deux-Sèvres déclarent le 11 juillet 2021 à l'assemblée " La décroissance, c'est notre mot d'ordre, celui de la rupture avec la croissance destructrice, de la rupture avec le consumérisme et le productivisme"¹⁴⁸.

De plus, on peut penser à la ligne politique de Sandrine Rousseau, enseignante) chercheuse en économie et candidate malheureuse à la primaire EELV, défendant une plus grande redistribution des richesses, une réduction des volumes de consommation et de production, une sortie du libéralisme par un contrôle beaucoup plus resserré du capitalisme grâce à un corpus législatif en matière de règles environnementales et sociales beaucoup plus large.

d) Les animalistes radicaux et les antispécistes

Les dernières sous-catégories identifiées dans l'écologie politique radicale sont celles des animalistes radicaux et des antispécistes. Comme nous l'avons évoqué dans la partie précédente, l'antispécisme est une lutte associée à l'écologisme radical, même si son objectif ultime est celui de l'égalité Homme/animale. L'écologie porte un intérêt pour la cause animale, mais ne pousse pas forcément aussi loin la logique. Pourtant l'antispécisme est bien considéré comme étant une lutte associée à l'écologie radicale. Cela s'explique notamment par son point de vue commun avec celui des écologistes, ses idées extrêmes et ses actions illégales. Nous allons par la suite étudier la naissance de ces militants, quels sont leurs profils et leurs motivations.

Alors qu'au début des années 2000, la défense de la cause animale se concentrait dans quelques associations comme la fondation Bigite Bardot, la cause animale fait de plus en plus partie du paysage de l'écologie politique radicale.

Portés par des figures médiatiques comme Hugo Clement ou Matthieu Ricard, les animalistes sont écologistes dans la mesure où ils font le lien entre exploitation des animaux et

¹⁴⁶ Idem

¹⁴⁷ Selon le baromètre annuel sur la consommation responsable, réalisé par l'ADEME en mai 2021.

¹⁴⁸ Reporterre, « Delphine Batho : « [La décroissance est une société du plus, pas du moins](#) » », Reporterre, le quotidien de l'écologie. (consulté le 30 mai 2022).

réchauffement climatique. Dans son livre *Trois amis en quête de sagesse*¹⁴⁹, Matthieu Ricard montre ainsi que l'élevage industriel est la deuxième cause d'émissions de gaz à effet de serre après les habitations.

De plus, l'animalisme radical s'appuie sur une idéologie particulière, l'antispécisme. Faisant une analogie avec le racisme ou le sexisme, l'antispécisme refuse toute discrimination envers les animaux en raison de leur statut d'animaux. Ainsi, l'Homme et l'Animal (sensible) sont égaux.

Les militants de l'écologie politique radicale ont réussi à faire sortir de l'ombre leur mouvement grâce à des actions très médiatisées montrant des images choquantes d'abattoirs (on pense ici à L214).

Les premières organisations à voir le jour en France et se revendiquant de l'animalisme radical sont importées des États-Unis. Le terme "vegan" naît en 1970 sous la plume du psychologue Richard Ryder¹⁵⁰ et c'est One Voice, copier-coller de l'association américaine People for the Ethical Treatment of Animals (la fameuse PETA) qui est la première association française animaliste radicale, fondée par Muriel Arnal¹⁵¹ en 1995. Suivi en 1998 par la création de la branche française de l'association PETA. En 2022, l'association ne contenait pas moins de 250 000 membres à travers le pays, permettant à l'association de dégager 600 000 euros de dons par an. En 2020, certaines personnalités médiatiques comme Sophie Marceau, Marilou Berry ou même Jonny Hallyday relaient le message animaliste. Comédiens, humoristes et même youtubeurs, tous offrent aux campagnes de PETA une caisse de résonance au message animaliste.

Autre technique, l'inondation des boîtes mail des entreprises dans le collimateur de PETA par les militants comme l'entreprise American Vintage, qui a renoncé depuis à commercialiser de la fourrure animale.

Après One Voice et PETA se développe en France à partir des années 2000 une multitude d'autres groupes plus ou moins médiatisés. Parmi les plus actives en France, on peut penser à Sea Shepherd qui crée en 2006 sa branche française.

Plus original, Paris Animaux Zoopolis (PAZ) est créé en 2015 et s'inscrit dans le courant le plus radical du mouvement. En 2018, l'association revendique trois victoires, le bannissement de Paris des cirques utilisant des animaux pour leurs spectacles, l'interdiction de la pêche dans la Seine et la fermeture du marché aux oiseaux de l'île de la Cité.

Mais plus que les campagnes de One Voice, Peta Sea Shepherd ou PAZ, un événement va mettre en lumière l'animalisme radical. Le 15 octobre 2015, L214 publie des images

¹⁴⁹ Publié le 13 juin 2018, *Trois amis en quête de sagesse* est co-écrit par le philosophe Christophe André, le psychanalyste Alexandre Jollin et le moine bouddhiste Matthieu Ricard. Tout le chapitre 4 est consacré au rôle de la consommation de viande à l'échelle global.

¹⁵⁰ Richard Ryder (1940) est un écrivain anglais. Dans les années 70, il est membre du groupe d'Oxford, un groupe d'intellectuels de l'université d'Oxford qui réfléchissent au statut des animaux et aux traitements qu'ils subissent. Il forge le terme de spécisme, pour décrire l'exclusion de la sphère morale et juridique dont font objet les animaux.

¹⁵¹ Muriel Arnal est Présidente et fondatrice de l'association One Voice, qui milite pour les droits des animaux et de l'environnement. Elle veut faire évoluer le statut des animaux pour faire reconnaître leurs sensibilités, notamment pour évoluer leurs mise à mort.

clandestines tournées à l'intérieur de l'abattoir d'Alès dans Gard.¹⁵² La vidéo sera vue 2,5 millions de fois sur YouTube en une semaine et la pétition réclamant la fin de ces pratiques réunit 300 000 signatures en 24 heures.

Cette vidéo est un détonateur et déclenche des vocations de lanceurs d'alertes dans la profession. Depuis, selon Brigitte Gothiere, cofondatrice de L214, "de nombreux employés nous ont envoyé des images".

Les méthodes radicales de L214, qui filment sans filtre l'enfer des élevages intensifs d'animaux, interpellent l'opinion publique et de nombreuses personnalités publiques comme Sophie Marceau ou Stéphane Bern se joignent alors à L214. Avec la vidéo d'Alès, le nombre d'adhérents explose, passant d'environ 300 à 9000 après la vidéo pour rassembler 50 000 membres aujourd'hui. Côté finance, le budget annuel passe de 60 000 euros en 2008 à 5,5 millions d'euros aujourd'hui, financé à 90% par les dons et cotisations.

À travers les différents groupes qui la constituent, on comprend que l'écologie radicale est plurielle et rassemble des revendications parfois très différentes. Même si certaines flirtent avec la légalité, la non-violence contre les personnes physiques reste un dénominateur commun. Encore pacifiques, ces groupes tendent cependant à se radicaliser, particulièrement au sein de la jeunesse.

Alors que l'éco-anxiété se répand toujours plus dans la société, la fracture classique entre les révolutionnaires verts et les partisans d'un réformisme légal tend à s'effacer toujours plus. Cette nouvelle radicalité écologiste n'est pas sans danger et porte en elle des dérives inquiétantes, particulièrement au regard de l'immobilisme politique sur la question du réchauffement climatique. Ici, il y a un risque que les notions de décroissance et de contrôle de la consommation débouchent sur un obscurantisme et un rejet de la notion même de progrès telle que définie par la société moderne.

Un autre risque pèse sur la notion même de démocratie. Face à l'immobilisme, de plus en plus de militants radicaux défendent une dictature verte mieux capable de répondre aux enjeux du réchauffement climatique, alors que les leaders démocrates ont peur d'adopter des mesures efface, mais très impopulaires.

Enfin se développe en France et à travers le monde occidental une forme de guerre de générations, capable de faire voler en éclats le monde politique traditionnel. Si les rapports du GIEC continuent à accumuler les mauvaises nouvelles et les prédictions catastrophiques, le clivage droite gauche pourrait être remplacé par un clivage entre les *solutionnistes* (avec comme figure médiatique Elon Musk ou Bill Gates, qui parient sur des technologies encore à développer comme la capture de carbone la solution au réchauffement climatique) et les écologistes, qui décrivent les solutions technologiques comme une fuite en avant ne répondant pas aux véritables enjeux.

¹⁵² Ci-joint [le communiqué de presse de L214 pour communiquer sur leur action au sein de l'abattoir d'Alès](#), dans le Gard en octobre 2015, faisant suite à une enquête.

7. Conclusion

Depuis une dizaine d'années, l'écologie est très certainement le sujet le plus délicat de notre société moderne. L'environnement est de plus en plus menacé par l'activité humaine, de nombreux rapports en témoignent, ce qui a pour effet d'engendrer de fortes réactions sur la place publique. Les populations prennent de plus en plus conscience de la problématique et adhèrent d'autant plus aux différentes luttes. Aujourd'hui, la voix du peuple veut se faire entendre par tous les moyens, même si cela doit passer par des actions violentes et illégales. En effet, pour de nombreux citoyens militants, prendre des risques en outrepassant les lois est un moindre mal face à l'urgence climatique. Les enjeux économiques derrière le sujet de l'écologie sont très importants. Les gouvernements et les sociétés privées doivent trouver des compromis pour satisfaire l'avis du peuple et des consommateurs. Cela sans pour autant perdre la partie face aux concurrents internationaux, souvent bien moins soucieux de l'environnement. Les choix privés sont souvent faits en faveur de la croissance et au détriment de l'écologie. C'est à ce moment que l'État doit savoir arbitrer et imposer les règles du jeu, mais encore faudrait-il que celui-ci n'ait pas, lui aussi, des intérêts économiques en jeu. Cela est aujourd'hui exacerbé par le poids colossal des plus grosses multinationales, auxquelles les États craignent de se frotter. Le chemin vers une société respectueuse de son environnement est encore long et prendra donc du temps, car les obstacles sont nombreux. Face à cette lenteur, de nombreux citoyens français passent de sympathisants à militants, avec une radicalité qui a tendance à s'accroître et surtout à s'assumer en tant que telle.

La radicalité s'oppose à la normalité qui est elle-même une notion complexe. Disons alors que la normalité est le choix du plus grand nombre et la radicalité l'idée qui va le plus à l'encontre de son opposé. Pour ce mémoire, nous avons concentré nos efforts sur la radicalité expressive et visible. La radicalité qui s'exprime par des actions directes sortant souvent du cadre de la loi, ou qui manipule l'information pour arriver à ses fins. L'extrémisme comme moyen de démonstration souhaite choquer l'auditoire. C'est un raccourci qui a pour but de marquer les spectateurs pour inculquer des messages et des idées profondes. C'est une arme puissante, mais à double tranchant, car elle fait rarement l'unanimité. Mal utilisée, elle se retourne bien souvent vers son auteur.

L'écologisme radical ne date pas d'hier et les méthodes employées sont souvent les mêmes. C'est la force de l'impact et la fréquence des actions qui évoluent. La population justifie aujourd'hui beaucoup plus facilement des actions illégales pour la "bonne cause". La vision du peuple qui souffre et des dirigeants qui s'enrichissent s'accroît au travers de toutes les crises, liées ou non à l'écologie. Les mouvements radicaux ont tellement évolué en cent ans que l'on retrouve aujourd'hui, des sous-catégories bien différentes. Les clairvoyants, les consciencieux et les dominateurs sont des preuves de la pluralité de cette lutte. Les idées se complexifient et les militants se regroupent et s'opposent eux-mêmes, par rapport à leur niveau de subversion. Ils s'associent pour former des groupuscules, des collectifs ou des associations.

Les associations de militants sont nombreuses. Parmi les plus connues, nous retrouvons Greenpeace, L214 ou encore Extinction Rébellion. La politique et le mode d'action de chacune

d'entre elles diffèrent. Il y en a pour tous les goûts. Les critères de notation que nous avons définis nous ont permis de faire le tri parmi ces nombreux groupes. La notation de leur niveau d'extrémisme en matière d'action et de communication est un baromètre efficace pour les classer et concentrer notre analyse sur les acteurs les plus intéressants dans le cadre de notre étude. Le financement est un aspect élémentaire de ce travail, car indispensable si l'on veut comprendre, maîtriser ces groupes et entrevoir les menaces qu'ils peuvent représenter. En effet, le nerf de la guerre a toujours été l'argent et les associations ne font pas exception. C'est par ce traçage des financements qu'il a été possible de comprendre comment ces associations subsistent malgré leur positionnement souvent éloigné de la loi. Sans surprise, les dons sont la principale source de revenus de celles-ci. Cependant, l'élément intéressant et qui fait souvent débat dans les médias est l'identité du donateur. La présence de gros donateurs proches de l'opposition n'est pas rare et discrédite le combat de certains groupes. Cela met en valeur l'hypocrisie du système associatif. L'inexistence juridique est une méthode employée par certains, permettant de brouiller les pistes de donation. Cela facilite ainsi l'acceptation de dons peu moraux et cela sans crainte de retombées médiatiques négatives. C'est donc un jeu d'image qui se joue, et cela des deux côtés de l'échiquier.

De nombreuses luttes s'associent à celle de l'écologisme radical, car elles ont des objectifs différents, mais des combats communs. L'anticapitalisme en est l'exemple parfait. Pour citer le militant brésilien Chico Mendes : « L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage ». L'antispécisme et l'anti-industriel sont également des luttes dont les actions auront des retombées écologiques. Nombreuses sont les luttes qui partagent la même fibre que celle de l'écologisme radical. L'écologie est donc un sujet majeur qui rassemble et qui permet aux mouvements de donner l'illusion de ne faire qu'un. Lorsque l'on creuse, nous constatons pourtant des différences majeures. Les profils sociologiques des militants sont tout aussi variés que le sont les luttes. C'est une donnée intéressante pour mieux comprendre ces mouvements. Les préjugés pourraient nous faire penser que ce sont les classes sociales les plus basses qui sont à l'origine de ces courants. Dans la pratique, nous retrouvons beaucoup de classes moyennes et de militants ayant fait de longues études. Cela nous prouve que l'écologisme radical ne se limite plus à la lutte des classes. C'est bien un enjeu systémique qui transcende les différences sociales.

Ces mouvements radicaux restent minoritaires en France, notamment par rapport à nos homologues américains. Pourtant, ils sont aujourd'hui une réalité qu'il faut prendre en compte. Il est certain que l'occurrence des actions est en constante augmentation, conjointement à l'aggravement de la situation écologique. Il ne faut pas sous-estimer ces groupes, car ils ont la capacité de mettre en péril la stabilité du pays. La répression n'est possiblement pas la seule option. Pour mettre fin à l'écologisme radical, la solution est peut-être de faire preuve de plus d'écologisme, lors des décisions économiques.

8. Sources

1. Introduction

[1]

« Amazon.fr - L'écologie politique à l'ère de l'information - Zin, Jean - Livres ».

<https://www.amazon.fr/L%C3%A9cologie-politique-%C3%A0-l%C3%A8re-linformation/dp/2915453152>

(consulté le 30 mai 2022).

[2]

« Animal Liberation Front », *Petside*. <https://www.petside.com/animal-liberation-front/> (consulté le 30 mai 2022).

[3]

« Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence - définition de la radicalisation », *info-radical.org*. <https://info-radical.org/fr/definition/> (consulté le 30 mai 2022).

[4]

« Écologisme en France : après les radicaux, voici les ultras », 7 janvier 2021. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: <https://www.agriculture-environnement.fr/2021/01/07/ecologisme-en-france-apres-les-radicaux-voici-les-ultras>

[5]

J. Zin, *L'écologie politique - l'ère de l'information*, Ère. Maisons-Alfort, 2006.

[6]

P. by Novactive, « Les écologistes radicaux vont-ils prendre le pouvoir pour sauver la planète ? », *lanouvellerepublique.fr*. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur:

<https://www.lanouvellerepublique.fr/a-la-une/les-ecologistes-radicaux-vont-ils-prendre-le-pouvoir-pour-sauver-la-planete>

[7]

« Qu'est-ce qu'une dérive sectaire ? | MIVILUDES ». <https://www.miviludes.interieur.gouv.fr/quest-ce-quune-d%C3%A9rive-sectaire> (consulté le 30 mai 2022).

2. Les écologistes radicaux, une seule et même mouvance ?

[1]

« Accueil », *Youth for Climate France*. <https://youthforclimate.fr/> (consulté le 30 mai 2022).

[2]

É. Larousse, « Définitions : action - Dictionnaire de français Larousse ».

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/action/926> (consulté le 30 mai 2022).

[3]

É. Larousse, « Définitions : clairvoyant - Dictionnaire de français Larousse ».

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/clairvoyant/16333> (consulté le 30 mai 2022).

[4]

É. Larousse, « Définitions : consciencieux - Dictionnaire de français Larousse ».

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/consciencieux/18334> (consulté le 30 mai 2022).

[5]

É. Larousse, « Définitions : influence - Dictionnaire de français Larousse ».

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/influence/42976> (consulté le 30 mai 2022).

[6]

É. Larousse, « Définitions : mouvance - Dictionnaire de français Larousse ».

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/mouvance/53018> (consulté le 30 mai 2022).

[7]

É. Larousse, « Définitions : subversif - Dictionnaire de français Larousse ». <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/subversif/75148> (consulté le 30 mai 2022).

[8]

« Fridays For Future is an international climate movement active in most countries and our website offers information on who we are and what you can do. », *Fridays For Future*. <https://fridaysforfuture.org/> (consulté le 30 mai 2022).

[9]

« Greenpeace France », *Greenpeace France*. <https://www.greenpeace.fr/> (consulté le 30 mai 2022).

[10]

« L214 Éthique & Animaux | Ouvrons les yeux sur l'élevage et les abattoirs ». <https://www.l214.com/> (consulté le 30 mai 2022).

[11]

« Nous connaître ». <https://www.amisdelaterre.org/nous-connaître/> (consulté le 30 mai 2022).

[12]

« RadiAction (@endegelaende_fr) / Twitter », *Twitter*. https://twitter.com/endegelaende_fr (consulté le 30 mai 2022).

[13]

« Vers une Culture Régénératrice », *Extinction Rebellion*. <https://extinctionrebellion.fr/culture-regeneratrice/> (consulté le 30 mai 2022).

3. Les acteurs de l'écologisme radical, proposition d'une méthode de classement et de notation

[1]

« Climat : un changement radical est nécessaire ». <https://reporterre.net/Climat-un-changement-radical-est> (consulté le 30 mai 2022).

[2]

F. Leboucq, « Extinction Rebellion est-il un mouvement « radical » ? », *Libération*. https://www.liberation.fr/checknews/2019/10/12/extinction-rebellion-est-il-un-mouvement-radical_1756697/ (consulté le 30 mai 2022).

[3]

« Tigres/WWF: Yannick Noah en campagne », *LEFIGARO*, 28 octobre 2010. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/10/28/97001-20101028FILWWW00681-tigreswwf-yannick-noah-en-campagne.php> (consulté le 30 mai 2022).

[4]

« Trois faucheurs volontaires condamnés à payer 400.000 euros à Toulouse », *France Bleu*, 12 mai 2022. <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/trois-faucheurs-volontaires-condamnes-a-payer-400-000-euros-a-toulouse-1652346525> (consulté le 30 mai 2022).

[5]

« WWF veut instaurer le bio dans les cantines - L'Express ». https://www.lexpress.fr/actualite/societe/sante/wwf-veut-instaurer-le-bio-dans-les-cantines_768657.html (consulté le 30 mai 2022).

4. Les aspects financiers

[1]

« 1 140 000 euros de financement américain pour l'association vegan L214 ». <https://www.web-agri.fr/reseaux-sociaux/article/142891/une-partie-du-financement-de-l214-sur-twitter> (consulté le 30 mai 2022).

[2]

« Alerte Environnement | ONG, médias, politique : les dessous de l'écologie ». <http://www.alerte-environnement.fr/> (consulté le 30 mai 2022).

[3]

« Alerte Planète | Associations — Journal Officiel ». <https://www.journal-officiel.gouv.fr/pages/associations-detail-annonce/?q.id=id:202100161356> (consulté le 30 mai 2022).

[4]

- « All for Climate - Homepage ». <https://allforclimate.earth/> (consulté le 30 mai 2022).
- [5]
Article 200 - Code général des impôts - Légifrance. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043662579/
- [6]
Article L612-4 - Code de commerce - Légifrance. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043982272/
- [7]
« Association Alerte Planete - Open Collective ». <https://opencollective.com/association-alerteplanete> (consulté le 30 mai 2022).
- [8]
« CIFF: Children's Investment Fund Foundation ». <https://ciff.org/> (consulté le 30 mai 2022).
- [9]
« Derrière L214, l'ombre de la viande in vitro ». <https://www.franceinter.fr/derriere-l214-l-ombre-de-la-viande-in-vitro> (consulté le 30 mai 2022).
- [10]
« Extinction Rebellion : quand des millionnaires financent la désobéissance civile pour le climat ». <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/extinction-rebellion-quand-des-millionnaires-finacent-la-desobeissance-civile-147604.html> (consulté le 30 mai 2022).
- [11]
« Extinction Rebellion est-il vraiment financé par de « riches mécènes » ? – Libération ». https://www.liberation.fr/checknews/2019/10/10/extinction-rebellion-est-il-vraiment-finance-par-de-riches-mecenes_1756242/ (consulté le 30 mai 2022).
- [12]
« Extinction Rebellion France », *Extinction Rebellion*. <https://extinctionrebellion.fr/> (consulté le 30 mai 2022).
- [13]
« Extinction Rebellion France - Antoine Favier | Facebook ». <https://www.facebook.com/xrfrance/photos/a.2296633410611656/2296733917268272/> (consulté le 30 mai 2022).
- [14]
« Faire un don à notre association », *Greenpeace France*. <https://faire-un-don.greenpeace.fr/> (consulté le 30 mai 2022).
- [15]
« Farm Animal Welfare », *Open Philanthropy*, 17 septembre 2015. <https://www.openphilanthropy.org/focus/us-policy/farm-animal-welfare> (consulté le 30 mai 2022).
- [16]
« Financement de l'association L214 - Sénat ». <https://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200113931.html> (consulté le 30 mai 2022).
- [17]
« Financement Greenpeace :100% transparents, 100% indépendants », *Greenpeace France*. <https://www.greenpeace.fr/connaitre-greenpeace/transparence-financiere/> (consulté le 30 mai 2022).
- [18]
« Fiscal Hosts FAQ ». <https://docs.opencollective.com/help/fiscal-hosts/fiscal-hosts> (consulté le 30 mai 2022).
- [19]
« Getty family », *Wikipedia*. 12 mai 2022. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Getty_family&oldid=1087449731
- [20]
« Internet Archive: Wayback Machine ». <https://archive.org/web/> (consulté le 30 mai 2022).
- [21]
« L'ONG Greenpeace impliquée dans la guerre économique ? | Ecole de Guerre Economique ». <https://www.ege.fr/infoguerre/2018/07/long-greenpeace-impliquee-guerre-economique> (consulté le 30 mai 2022).
- [22]

« L'emploi des fonds collectés par l'association Greenpeace France | Cour des comptes ». <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/lemploi-des-fonds-collectes-par-lassociation-greenpeace-france> (consulté le 30 mai 2022).

[23]

« L214 et la viande in vitro : une fake news tenace | BLOG L214 ». <https://blog.l214.com/2020/11/16/l214-viande-in-vitro-gafam-open-philanthropy-project> (consulté le 30 mai 2022).

[24]

« L214, clean meat et GAFAM : les liaisons dangereuses », *Ecole de Guerre Economique*. <https://www.ege.fr/infoguerre/2019/06/l214-clean-meat-gafam-liaisons-dangereuses> (consulté le 30 mai 2022).

[25]

« L214, la juteuse association anti-viande qui défend bien son bifteck financier », *l'Opinion*, 14 novembre 2018. <https://www.lopinion.fr/economie/l214-la-juteuse-association-anti-viande-qui-defend-bien-son-bifteck-financier> (consulté le 30 mai 2022).

[26]

« L214, une organisation de défense des animaux | Éthique et animaux ». <https://web.archive.org/web/20151017071802/http://www.l214.com/pourquoi-L214> (consulté le 30 mai 2022).

[27]

« L214, une organisation de défense des animaux | Éthique et animaux ». <https://web.archive.org/web/20180131155836/https://www.l214.com/pourquoi-L214> (consulté le 30 mai 2022).

[28]

« La centrale nucléaire du Tricastin visée par une action de Greenpeace pour sa vétusté ». Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lemonde.fr/energies/article/2020/02/21/greenpeace-denonce-par-une-action-la-vetuste-de-la-centrale-nucleaire-du-tricastin_6030332_1653054.html

[29]

admiralerte, « La face cachée de Greenpeace | Alerte Environnement - Part 9 », 25 juillet 2007. <http://www.alerte-environnement.fr/la-face-cachee-des-ong/la-face-cachee-de-greenpeace/9/> (consulté le 30 mai 2022).

[30]

« *La France conteste* », Charles Tilly. 2022. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: <https://www.fayard.fr/sciences-humaines/la-france-conteste-9782213015767>

3. Aspects financiers

[1]

« 1 140 000 euros de financement américain pour l'association vegan L214 ». <https://www.web-agri.fr/reseaux-sociaux/article/142891/une-partie-du-financement-de-l214-sur-twitter> (consulté le 30 mai 2022).

[2]

« Alerte Environnement | ONG, médias, politique : les dessous de l'écologie ». <http://www.alerte-environnement.fr/> (consulté le 30 mai 2022).

[3]

« Alerte Planète | Associations — Journal Officiel ». <https://www.journal-officiel.gouv.fr/pages/associations-detail-annonce/?q.id=id:202100161356> (consulté le 30 mai 2022).

[4]

« All for Climate - Homepage ». <https://allforclimate.earth/> (consulté le 30 mai 2022).

[5]

Article 200 - Code général des impôts - Légifrance. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043662579/

[6]

Article L612-4 - Code de commerce - Légifrance. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043982272/

[7]

« Association Alerte Planete - Open Collective ». <https://opencollective.com/association-alerteplanete> (consulté le 30 mai 2022).

[8]

« CIFF: Children's Investment Fund Foundation ». <https://ciff.org/> (consulté le 30 mai 2022).

[9]

« Derrière L214, l'ombre de la viande in vitro ». <https://www.franceinter.fr/derriere-l214-l-ombre-de-la-viande-in-vitro> (consulté le 30 mai 2022).

[10]

« Extinction Rebellion : quand des millionnaires financent la désobéissance civile pour le climat ». <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/extinction-rebellion-quand-des-millionnaires-finacent-la-desobeissance-civile-147604.html> (consulté le 30 mai 2022).

[11]

« Extinction Rebellion est-il vraiment financé par de « riches mécènes » ? – Libération ».

https://www.liberation.fr/checknews/2019/10/10/extinction-rebellion-est-il-vraiment-finance-par-de-riches-mecenes_1756242/ (consulté le 30 mai 2022).

[12]

« Extinction Rebellion France », *Extinction Rebellion*. <https://extinctionrebellion.fr/> (consulté le 30 mai 2022).

[13]

« Extinction Rebellion France - Antoine Favier | Facebook ».

<https://www.facebook.com/xrfrance/photos/a.2296633410611656/2296733917268272/> (consulté le 30 mai 2022).

[14]

« Faire un don à notre association », *Greenpeace France*. <https://faire-un-don.greenpeace.fr/> (consulté le 30 mai 2022).

[15]

« Farm Animal Welfare », *Open Philanthropy*, 17 septembre 2015.

<https://www.openphilanthropy.org/focus/us-policy/farm-animal-welfare> (consulté le 30 mai 2022).

[16]

« Financement de l'association L214 - Sénat ».

<https://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200113931.html> (consulté le 30 mai 2022).

[17]

« Financement Greenpeace :100% transparents, 100% indépendants », *Greenpeace France*.

<https://www.greenpeace.fr/connaitre-greenpeace/transparence-financiere/> (consulté le 30 mai 2022).

[18]

« Fiscal Hosts FAQ ». <https://docs.opencollective.com/help/fiscal-hosts/fiscal-hosts> (consulté le 30 mai 2022).

[19]

« Getty family », *Wikipedia*. 12 mai 2022. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur:

https://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Getty_family&oldid=1087449731

[20]

« Internet Archive: Wayback Machine ». <https://archive.org/web/> (consulté le 30 mai 2022).

[21]

« L'ONG Greenpeace impliquée dans la guerre économique ? | Ecole de Guerre Economique ».

<https://www.ege.fr/infoguerre/2018/07/long-greenpeace-impliquee-guerre-economique> (consulté le 30 mai 2022).

[22]

« L'emploi des fonds collectés par l'association Greenpeace France | Cour des comptes ».

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/lemploi-des-fonds-collectes-par-lassociation-greenpeace-france> (consulté le 30 mai 2022).

[23]

« L214 et la viande in vitro : une fake news tenace | BLOG L214 ». <https://blog.l214.com/2020/11/16/l214-viande-in-vitro-gafam-open-philanthropy-project> (consulté le 30 mai 2022).

[24]

« L214, clean meat et GAFAM : les liaisons dangereuses », *Ecole de Guerre Economique*.

<https://www.ege.fr/infoguerre/2019/06/l214-clean-meat-gafam-liaisons-dangereuses> (consulté le 30 mai 2022).

[25]

« L214, la juteuse association anti-viande qui défend bien son bifteck financier », *l'Opinion*, 14 novembre 2018.

<https://www.lopinion.fr/economie/l214-la-juteuse-association-anti-viande-qui-defend-bien-son-bifteck-financier> (consulté le 30 mai 2022).

[26]

« L214, une organisation de défense des animaux | Éthique et animaux ».

<https://web.archive.org/web/20151017071802/http://www.l214.com/pourquoi-L214> (consulté le 30 mai 2022).

[27]

« L214, une organisation de défense des animaux | Éthique et animaux ».

<https://web.archive.org/web/20180131155836/https://www.l214.com/pourquoi-L214> (consulté le 30 mai 2022).

[28]

« La centrale nucléaire du Tricastin visée par une action de Greenpeace pour sa vétusté ». Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lemonde.fr/energies/article/2020/02/21/greenpeace-denonce-par-une-action-la-vetuste-de-la-centrale-nucleaire-du-tricastin_6030332_1653054.html

[29]

admiralerte, « La face cachée de Greenpeace | Alerte Environnement - Part 9 », 25 juillet 2007.

<http://www.alerte-environnement.fr/la-face-cachee-des-ong/la-face-cachee-de-greenpeace/9/> (consulté le 30 mai 2022).

[30]

« La France conteste », *Charles Tilly*. 2022. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur:

<https://www.fayard.fr/sciences-humaines/la-france-conteste-9782213015767>

[31]

Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association - Légifrance. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne].

Disponible sur: <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000006069570/>

[32]

Loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat.

[33]

« Nos revendications », *Extinction Rebellion*. <https://extinctionrebellion.fr/revendications/> (consulté le 30 mai 2022).

[34]

« Open Philanthropy », *Open Philanthropy*. <https://www.openphilanthropy.org/> (consulté le 30 mai 2022).

[35]

« Open Philanthropy », *Open Philanthropy*. <https://www.openphilanthropy.org/> (consulté le 30 mai 2022).

[36]

« Plant-based and cultivated meat innovation | GFI ». <https://gfi.org/> (consulté le 30 mai 2022).

[37]

« Politique financière et modalité d'utilisation des fonds d'Extinction Rebellion », *Extinction Rebellion*.

<https://extinctionrebellion.fr/politique-financiere-modalites-utilisation-des-fonds/> (consulté le 30 mai 2022).

[38]

« Pourquoi L214 ? | L214, éthique et animaux », 7 août 2008.

<https://web.archive.org/web/20080807205307/http://www.l214.com:80/pourquoi-L214> (consulté le 30 mai 2022).

[39]

« Pourquoi L214 ? | L214, éthique et animaux ».

<https://web.archive.org/web/20080731115031/http://www.l214.com/pourquoi-L214> (consulté le 30 mai 2022).

[40]

« Pourquoi L214 ? | L214, éthique et animaux ».

<https://web.archive.org/web/20110926094919/http://www.l214.com/pourquoi-L214> (consulté le 30 mai 2022).

[41]

« Quand Extinction Rébellion s'attire la sympathie des hedge funds | Les Echos ».

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/quand-extinction-rebellion-sattire-la-sympathie-des-hedge-funds-1141708> (consulté le 30 mai 2022).

[42]

« Ressources », *Extinction Rebellion*. <https://extinctionrebellion.fr/ressources/> (consulté le 30 mai 2022).

[43]

« Silicon Valley Community Foundation ». <https://www.siliconvalleycf.org/> (consulté le 30 mai 2022).

[44]

« TCI Fund Management », *TCI*. <https://www.tcifund.com/> (consulté le 30 mai 2022).

[45]

« The climate scientists are not alright », *elink*.

<https://elink.io/embed/9d38c1f?initialWidth=890&childId=elink-0-xr0cc&parentTitle=Climate%20Emergency%20Fund&parentUrl=https%3A%2F%2Fwww.climateemergencyfund.org%2F> (consulté le 30 mai 2022).

[46]

« The Good Food Institute — International Work », *Open Philanthropy*, 3 février 2020.

<https://www.openphilanthropy.org/focus/us-policy/farm-animal-welfare/good-food-institute-international-work> (consulté le 30 mai 2022).

[47]

« Transparence financière ». <https://www.l214.com/qui-sommes-nous/transparence-financiere/> (consulté le 30 mai 2022).

[48]

« Transparence financière ».

<https://web.archive.org/web/20200628013508/https://www.l214.com/transparence-financiere> (consulté le 30 mai 2022).

[49]

« Transparence financière ».

<https://web.archive.org/web/20200628013508/https://www.l214.com/transparence-financiere> (consulté le 30 mai 2022).

[50]

« [VIDÉO] Cruauté à l'abattoir d'Alès ! », [VIDÉO] *Cruauté à l'abattoir d'Alès*.

<https://www.l214.com/enquetes/2015/abattoir-made-in-france/> (consulté le 30 mai 2022).

[51]

« XR France », *Extinction Rebellion*. <https://extinctionrebellion.fr/regions/france/> (consulté le 30 mai 2022).

5. Liens de l'écologisme avec d'autres luttes

[1]

« 269 Life France officiel | Association pour le respect des intérêts fondamentaux de tous les animaux », *269 Life France officiel*. <https://www.269life-france.com/> (consulté le 30 mai 2022).

[2]

P. Lucardie, « Animalism: a nascent ideology? Exploring the ideas of animal advocacy parties », *Journal of Political Ideologies*, vol. 25, n° 2, p. 212-227, mai 2020, doi: [10.1080/13569317.2020.1756034](https://doi.org/10.1080/13569317.2020.1756034).

[3]

« Antispécisme : «Il ne faut pas avoir peur de se dire qu'on est en guerre» – Libération ». https://www.liberation.fr/france/2018/12/10/antispecisme-il-ne-faut-pas-avoir-peur-de-se-dire-qu-on-est-en-guerre_1697185/ (consulté le 30 mai 2022).

[4]

« Antispécisme : pourquoi les actions violentes se multiplient - Le Parisien ». <https://www.leparisien.fr/societe/antispecisme-pourquoi-les-actions-violentes-se-multiplient-12-09-2018-7885935.php> (consulté le 30 mai 2022).

[5]

« Aoste company's head office & factory assault - Direct action ». <https://www.facebook.com/watch/?v=1871634283125111> (consulté le 30 mai 2022).

[6]

« C.I.I.-Honeywell Bull victime de nouveaux actes de malveillance ». https://www.lemonde.fr/archives/article/1980/08/20/c-i-i-honeywell-bull-victime-de-nouveaux-actes-de-malveillance_2797320_1819218.html (consulté le 30 mai 2022).

[7]

« Cahiers antispécistes n°0 Archives », *Les Cahiers antispécistes*. <https://www.cahiers-antispecistes.org/numero/00/> (consulté le 30 mai 2022).

[8]

F. Flipo, « Capitalism, Anticapitalism and Antiproductivism », *Revue du MAUSS*, vol. 29, n° 1, p. 229-239, juill. 2007.

[9]

V. Coquaz, « Des manifestants végans se sont-ils vraiment marqués au fer rouge ? », *Libération*. https://www.liberation.fr/checknews/2018/10/15/des-manifestants-vegans-se-sont-ils-vraiment-marques-au-fer-rouge_1685381/ (consulté le 30 mai 2022).

[10]

« Incendie des antennes-relais du Mont Poupet dans le Jura : un Bisontin condamné à deux ans de prison ferme », *France 3 Bourgogne-Franche-Comté*. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne-franche-comte/jura/incendie-des-antenne-relais-du-mont-poupet-dans-le-jura-un-bisontin-condamne-a-deux-ans-de-prison-ferme-2098336.html> (consulté le 30 mai 2022).

[11]

« Jeux olympiques : arrêtons le saccage ». <https://reporterre.net/Jeux-olympiques-arretons-le-saccage> (consulté le 30 mai 2022).

[12]

R. Laporte, « L'animalisme est un anti-humanisme », *Paysans societe*, vol. 371, n° 5, p. 55-56, 2018.

[13]

M. Gardenier, « Le courant « anti-tech », entre anarcho-primitivisme et néo-luddisme », *Societes*, vol. 131, n° 1, p. 97-106, oct. 2016.

[14]

« Les Cahiers antispécistes - Réflexion et action pour l'égalité animale ». <https://www.cahiers-antispecistes.org/> (consulté le 30 mai 2022).

[15]

« Notre lutte | Non au Saccage 2024 ! » <https://saccage2024.noblogs.org/a-propos> (consulté le 30 mai 2022).

[16]

« Nouveau rapport du GIEC : toujours pire !!! (communiqué du NPA et de Philippe Poutou) | NPA ». <https://nouveupartianticapitaliste.org/communiquenouveaurapportdugiec-toujours-pire-communiquedu-npa-et-de-philippe-poutou> (consulté le 30 mai 2022).

[17]

« Nucléaire : ni civil ni militaire, ni à Cordemais ni ailleurs ! | NPA ». <https://nouveupartianticapitaliste.org/actualite/ecologie/nucleaire-ni-civil-ni-militaire-ni-cordemais-ni-ailleurs> (consulté le 30 mai 2022).

[18]

« Parti animaliste », *Parti animaliste*. <https://parti-animaliste.fr/> (consulté le 30 mai 2022).

[19]

« Philippe Poutou : L'interview face cachée (Présidentielle 2022) - YouTube ». <https://www.youtube.com/watch?v=GSUmEZPmNPg&t=1269s> (consulté le 30 mai 2022).

[20]

« Principes fondateurs du Nouveau Parti anticapitaliste | NPA ». <https://nouveupartianticapitaliste.org/principes-fondateurs> (consulté le 30 mai 2022).

[21]

X.B, « Rassemblement anti-nucléaire dimanche à Cordemais en Loire-Atlantique », *Presse Océan*, 25 mars 2022. <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/rassemblement-anti-nucleaire-dimanche-a-cordemais-en-loire-atlantique-88f48846-aa98-11ec-8f65-86ac8778a6b3> (consulté le 30 mai 2022).

[22]

« Redirecting ». <https://www.google.com/url?q=https://parti-animaliste.fr/&sa=D&source=docs&ust=1653935587465591&usg=AOvVaw0SbBhcRQFA04iJKU6O5Pc> (consulté le 30 mai 2022).

[23]

« REV, Parti animaliste, 269 Libération animale... la fin des illusions ». <https://laterredabord.fr/?p=25173> (consulté le 30 mai 2022).

[24]

« Saccages ? | Non au Saccage 2024 ! » <https://saccage2024.noblogs.org/les-jop2024-et-ses-saccages> (consulté le 30 mai 2022).

[25]

« Second attentat contre des centres d'informatique à Toulouse », *Le Monde.fr*, 10 avril 1980. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://www.lemonde.fr/archives/article/1980/04/10/second-attentat-contre-des-centres-d-informatique-a-toulouse_2801199_1819218.html

6. Sociologie des militants

[1]

« 79% des jeunes se disent intéressés par la thématique du réchauffement climatique | Ipsos ». <https://www.ipsos.com/fr-fr/79-des-jeunes-se-disent-interesses-par-la-thematique-du-rechauffement-climatique> (consulté le 30 mai 2022).

[2]

« À AgroParisTech, le discours d'étudiants refusant les « jobs destructeurs » qui leur sont promis – Libération ». https://www.liberation.fr/environnement/agriculture/a-agroparis-tech-le-discours-detudiants-refusant-les-jobs-destructeurs-qui-leur-sont-promis-20220511_VVHAHQYAZFFRFaiHLJECXPVG7U/ (consulté le 30 mai 2022).

[3]

« A l'aube de la sixième extinction, plaidoyer pour le vivant avec Bruno David », *Radio France*, 6 janvier 2021. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-invite-e-des-matins/a-l-aube-de-la-sixieme-extinction-plaidoyer-pour-le-vivant-avec-bruno-david-9171350> (consulté le 30 mai 2022).

[4]

« Abertzaleen Batasuna », *Wikipédia*. 15 mars 2022. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Abertzaleen_Batasuna&oldid=191943360

[5]

« Charte des Alternatiba | Alternatiba - Mouvement citoyen pour le climat et la justice sociale ». <https://alternatiba.eu/charte-des-alternatiba/> (consulté le 30 mai 2022).

[6]

« Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes - Servigne, Pablo, Stevens, Raphaël - Livres ». <https://www.amazon.fr/Comment-seffondrer-collapsologie-g%C3%A9n%C3%A9rations-pr%C3%A9sentes/dp/2021223310> (consulté le 30 mai 2022).

[7]

Reporterre, « Delphine Batho : « La décroissance est une société du plus, pas du moins » », *Reporterre, le quotidien de l'écologie*. <https://reporterre.net/Delphine-Batho-La-decroissance-est-une-societe-du-plus-pas-du-moins-22634> (consulté le 30 mai 2022).

[8]

- Y. Cochet, *Devant l'effondrement : essai de collapsologie*. Paris: Éditions Les Liens qui libèrent, 2019.
- [9]
« Extinction Rebellion : le cœur de Paris toujours bloqué - Le Point ». https://www.lepoint.fr/societe/extinction-rebellion-le-coeur-de-paris-toujours-bloque-08-10-2019-2339967_23.php (consulté le 30 mai 2022).
- [10]
« Extinction Rebellion Heathrow activist charged over drone plan », *BBC News*, 16 septembre 2019. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: <https://www.bbc.com/news/uk-england-london-49716251>
- [11]
« Extinction Rebellion s'en prend à un site du cimentier LafargeHolcim à Paris ». <https://www.ouest-france.fr/environnement/ecologie/extinction-rebellion-s-en-prend-a-un-site-du-cimentier-lafargeholcim-a-paris-e9f93ae4-d9b3-11eb-930c-e0f6a8bac66d> (consulté le 30 mai 2022).
- [12]
« Getty oil heiress donates £500,000 to fund backing protesters Extinction Rebellion | Daily Mail Online ». <https://www.dailymail.co.uk/news/article-7437397/Getty-oil-heiress-donates-500-000-fund-backing-protesters-Extinction-Rebellion.html> (consulté le 30 mai 2022).
- [13]
P. Servigne, R. Stevens, et A. Brown, *How everything can collapse: a manual for our times*. Cambridge, UK ; Medford, MA: Polity, 2020.
- [14]
« L'EFFONDREMENT [EP5] La Centrale - YouTube ». https://www.youtube.com/watch?v=HiZW1uAi2fo&t=147s&ab_channel=LesParasites (consulté le 30 mai 2022).
- [15]
« L'appel de 1 000 scientifiques : "Face à la crise écologique, la rébellion est nécessaire" ». https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/20/l-appel-de-1-000-scientifiques-face-a-la-crise-ecologique-la-rebellion-est-necessaire_6030145_3232.html (consulté le 30 mai 2022).
- [16]
« La Société Générale à la Défense assiégée par des écologistes | Le HuffPost ». https://www.huffingtonpost.fr/entry/la-societe-generale-a-la-defense-visee-par-des-militants-ecologistes_fr_5cb99167e4b068d795cb56f8 (consulté le 30 mai 2022).
- [17]
« Léna Lazare, 23 ans, nouveau visage de l'écologie radicale ». https://www.lemonde.fr/campus/article/2021/06/07/lena-lazare-23-ans-nouveau-visage-de-l-ecologie-radical_6083131_4401467.html (consulté le 30 mai 2022).
- [18]
« Pour une société de décroissance, par Serge Latouche (Le Monde diplomatique, novembre 2003) ». <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/LATOUCHE/10651> (consulté le 30 mai 2022).
- [19]
« Soutenir le recours - L'Affaire du Siècle ». <https://laffairedu siecle.net/petition/> (consulté le 30 mai 2022).
- [20]
B. Vidal, *Survivalisme: êtes-vous prêts pour la fin du monde ?* Paris: Arkhê, 2018.
- [21]
C. André, A. Jollien, M. Ricard, et C. Meyer, *Trois amis en quête de sagesse*. Paris: L'Iconoclaste Allary éditions, 2015.
- [22]
« Txetx Etcheverry », *Wikipédia*. 12 mai 2022. Consulté le: 30 mai 2022. [En ligne]. Disponible sur: https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Txetx_Etcheverry&oldid=193626882
- [23]
M. Lomazzi, *Ultra ecologicus: les nouveaux croisés de l'écologie*. Paris: Flammarion, 2022.
- [24]
« WEBSERIE : Relever le défi climatique : quel chemin ? - Episode 4 - Rebecca Wangler - YouTube ». https://www.youtube.com/watch?v=aVg2GVK6R4c&ab_channel=Alternatiba (consulté le 30 mai 2022).

[25]

« Yvelines : les militants d'Extinction Rebellion font les morts devant le château de Versailles - Le Parisien ».
<https://www.leparisien.fr/yvelines-78/yvelines-les-militants-d-extinction-rebellion-font-les-morts-devant-le-chateau-de-versailles-01-02-2020-8250273.php> (consulté le 30 mai 2022).



9. Annexes

1. Mitigation of Climate Change, IPCC, 2022

"Le GIEC a finalisé la troisième partie du sixième rapport d'évaluation, intitulée "Changements climatiques 2022 : Atténuation des changements climatiques". Elle a été finalisée le 4 avril lors de la 14e session du Groupe de travail III et de la 56e session du GIEC.

Le rapport fournit une évaluation mondiale actualisée des progrès et des engagements en matière d'atténuation du changement climatique et examine les sources des émissions mondiales. Il explique l'évolution des efforts de réduction et d'atténuation des émissions et évalue l'impact des engagements nationaux en matière de climat par rapport aux objectifs d'émissions à long terme."



Fiche Personnalité

Fiche personnalité :

Alexandre Boisson :

Bio datas :

- Date et lieu de naissance : ?
- Lieux de résidence : ?
- Relation ?
- Activité : Ingénieur agronome de Gembloux Agro-Bio Tech en Belgique et docteur en Sciences de l'université libre de Bruxelles jusqu'en 2015, il est depuis retiré de la vie publique.

Il vit du revenu de la vente de ses livres et des conférences, pratique la sobriété et tient un potager

Parcours Universitaire :

- ?

Fonctions actuelles :

- Consultant et conférencier

Expériences professionnelles :

- De 2004 à 2012, garde du corps au Groupe de Sécurité du Président de la République, particulièrement sous la présidence de Nicolas Sarkozy.
- Il a créé en 2018 l'association SOS Maires, devant former les élus locaux aux crises systémiques.
- Auteur
- Conférencier

Publications :

- 2021 : Alexandre Boisson et André-Jacques Holbecq (préf de Philippe Desbrosses) « *Face à l'effondrement, si j'étais maire ? Comment citoyens et élus peuvent préparer la résilience* »

Analyse du positionnement :

- Positionnement politique : Alexandre Boisson se présente comme un spécialiste des crises systémiques. Sur son site, il cite des auteurs comme Arthur Keller ou Pablo Servigne ainsi que le Shift Project. Il revient sur la résilience énergétique et alimentaire au niveau communal.
- Arguments avancés : Alexandre Boisson avance le fait qu'un agent public ne peut assurer sa mission si sa propre famille ne peut subvenir à ses besoins.
- Principaux mode de communication des arguments : Publications et colloques, chaîne YouTube et via l'association SOS Maires.



Fiche personnalité :

Yves Cochet :

Bio datas :

- Date et lieu de naissance : 15 février 1946 à Rennes
- Lieux de résidence : Dans une maison de campagne se voulant autonome, au nord de Rennes
- Relation ?
- Activité : Aujourd'hui à la retraite, Homme politique, Essayiste

Parcours Universitaire :

- Lycée Saint-Vincent à Rennes
- Études de mathématiques à la faculté des sciences de Rennes, qu'il finit en 1969
- En Juin 1971, il soutient sa thèse de troisième cycle de mathématiques à l'université Rennes-I.

Fonctions actuelles :

- À la retraite

Expériences professionnelles :

- Pendant ses études, il est président de l'UNEF-Sciences à la faculté de sciences de Rennes.
- En 1970, Yves Cochet adhère à Bretagne vivante et Eau et rivières de Bretagne, deux associations locales qui s'engagent pour la préservation de la biodiversité en Bretagne.
- En 1973, il intègre Amis de la Terre et fonde la branche rennaise en 1977.
- En 1981, il participe activement à la campagne de Brice Lalonde du parti écologiste comme conseiller de campagne.
- En 1984, il cofonde le parti politique Les Verts. Il y devient porte-parole entre 1984 et 1986.
- En 1989 il est élu conseiller municipal de Rennes.
- Il devient député du Val d'Oise en 1997 et fait ainsi parti des sept premiers élus écologistes au Parlement français. Dès 1997, il est élu vice-président de l'Assemblée nationale.
- En juin 2001 il devient ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire du gouvernement Jospin.
- En juin 2002, après avoir quitté son poste de ministre, il devient député pour la XIe circonscription de Paris.
- En 2007, Yves Cochet fait campagne pour devenir le candidat des Verts à l'élection présidentielle, sans succès.
- En juin 2007, il est réélu comme député pour la XIe circonscription de Paris.
- En décembre 2011, il est élu député européen sous l'étiquette des Verts.

Publications :

- « *Sauver la Terre* » aux éditions Fayard. 2003
- « *Pétrole apocalypse* » aux éditions Fayard. 2005
- « *Antimanuel d'écologie* » aux éditions Bréal. 2009
- « *Où va le monde 2012-2022 : Une décennie au-devant des catastrophes* » aux éditions Fayard/Mille et une nuits, avec Susans George, Jean Pierre Dupuy et Serge Latouche. 2012
- « *Devant l'effondrement. Essai de collapsologie* aux éditions Les Liens qui libèrent. » 2019

Analyse du positionnement :

- Positionnement politique : Sous l'étiquette les Verts durant ses différents mandats politiques, il clame depuis sa retraite ses conceptions proches de la collapsologie. Il milite ainsi pour le contrôle des naissances et de la consommation (particulièrement pour la viande).
- Arguments avancés : En se basant sur des modèles mathématiques et statistiques, il met en avant les limites physiques de la Terre face à la démocratisation du style de vie occidentale.
- Principaux mode de communication des arguments : Via ses mandats politiques durant sa carrière, puis par la publication d'ouvrages. De plus, il est très médiatisé. On peut retrouver des interviews dans Thinkerview, Slate ou Brut.



Fiche personnalité :

Pablo Servigne :

Bio datas :

- Date et lieu de naissance : 17 août 1978 à Versailles
 - Lieux de résidence : Dans la Drôme
 - Relation ?
 - Activité : Ingénieur agronome de Gembloux Agro-Bio Tech en Belgique, Docteur en Sciences de l'université libre de Bruxelles jusqu'en 2015, il est depuis retiré de la vie publique.
- Il vit du revenu de la vente de ses livres et des conférences, pratique la sobriété et tient un potager

Parcours Universitaire :

- Université Gembloux Agro-Bio Tech en Belgique, diplôme d'ingénieur agronome, où il écrit une thèse sur l'entraide entre les fourmis arboricoles en Guyane en 2002
- Docteur en sciences de l'université libre de Bruxelles en 2008.
- 4 ans d'éducation populaire au sein de l'association Barricade à Liège.

Fonctions actuelles :

- Est aujourd'hui en dehors de la société conventionnelle. Il n'occupe pas de poste en particulier et vit des revenus de ses publications et de ses conférences.

Expériences professionnelles :

- Chercheur en biologie entre 2002 et 2008.
- Auteur
- Conférencier.
- Publications régulières au sein du magazine bimestriel « *Imagine Demain le Monde* »
- Co anime des ateliers au sein de l'association *Terr'éveille*, ayant pour mission de recréer du lien entre les humains et les non humains.

Publications :

- 2014 : Pablo Servigne (préf. Yves Cochet, postface Olivier De Schutter), « Nourrir l'Europe en temps de crise : vers des systèmes alimentaires résilients », Nature et Progrès, 2014, réédité par les éditions Actes Sud, collection « Babel » en 2017
- 2015 : Pablo Servigne et Raphaël Stevens (postface Yves Cochet), « *Comment tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* », Paris, Seuil, 2015.
- Agnès Sinaï, Hugo Carton, Raphaël Stevens et Pablo Servigne, « Petit traité de résilience locale », Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 2015.
- 2017 : Pablo Servigne et Gauthier Chapelle, « L'entraide : l'autre loi de la jungle », Paris, Les Liens qui libèrent, 2017.
- 2018 : Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle, « Une autre fin du monde est possible : vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre) », Paris, Seuil, coll. « Anthropocène », 2018.
- 2020 : « *Retour sur Terre - 35 propositions* » (ouvrage collectif: Dominique Bourg, Johann Chapoutot, Gauthier Chapelle, Philippe Desbrosses, Xavier Ricard Lanata, Pablo Servigne, Sophie Swaton), juin 2020.
- 2020: Isabelle Attard, Carolyn Baker, Nicolas Casaux, Yves Cochet, Nicolas Hulot, Derrick Jensen, Jean Jouzel, Arthur Keller, Vincent Mignerot et Pablo Servigne, « *L'Effondrement de l'empire humain, Regards croisés* », Rue de l'échiquier 20 août 2020.
- 2020: Ouvrage collectif sous la direction de Pablo Servigne et Raphaël Stevens : « *Aux origines de la catastrophe : pourquoi en sommes-nous arrivés là ?* », éditions Les liens qui libèrent, novembre 2020.

Analyse du positionnement :

- Positionnement politique : Co-inventeur du concept de collapsologie, désignant la science de l'effondrement de la civilisation industrielle. Il développe aussi la notion de résilience grâce à un tissu de solidarités locales
- Arguments avancés : La collapsologie désigne l'accumulation de crises, politiques, économiques, démographiques... amenant à l'incapacité des services publics à fournir le minimum vital. Partant du principe qu'en situation de crise, l'entraide est plus efficace, la résilience doit se concevoir en communautés à petites échelles.
- Principaux mode de communication des arguments : Publications et colloques.



Fiche personnalité :

Aurélien Barrau :



Bio datas :

- Date et lieu de naissance : 19 mai 1973 à Neuilly Sur Seine.
- Lieux de résidence : Grenoble
- Activité : Astrophysicien spécialisé en relativité générale, physique des trous noirs et cosmologie, auteur et conférencier ainsi que professeur à l'université Grenoble-Alpes, Docteur en philosophie.

Parcours Universitaire :

- Classes préparatoire Math-sup et Math-spé de 1990 à 1992 au lycée Pasteur de Neuilly.
- Obtient un diplôme d'ingénieur à l'Ecole nationale supérieure de physique de Grenoble en 1995 et un diplôme d'études approfondies (DEA) en physique de la matière de l'université Joseph Fourier.
- Doctorat en astrophysique à l'Université Joseph-Fourier en 1998, mention félicitation du jury.
- En 2016, il obtient un doctorat en philosophie à l'université Paris-Sorbonne, encore avec les félicitations du jury

Fonctions actuelles :

- Directeur du Centre de physique théorique Grenoble-Alpes et travaille au laboratoire de physique subatomique et de cosmologie de Grenoble.
- Professeur à l'université Grenoble Alpes.

Expériences professionnelles :

- Chercheur en astrophysique fondamental
- Membre du comité de direction du Centre de physique théorique de Grenoble-Alpes
- Membre du laboratoire d'excellence ENIGMASS
- Responsable du master de physique subatomique et de cosmologie de Grenoble.
- Professeur d'université
- Auteur
- Conférencier

Publications :

- 2019 : Aurélien Barrau, « *Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité : Face à la catastrophe écologique et sociale* », aux éditions Michel Lafon.

Analyse du positionnement :

- Positionnement politique : Aurélien Barrau critique « la religion du PIB », un indicateur directement responsable du réchauffement climatique. Pour lui, le problème est avant tout systémique même si beaucoup peut-être fait à l'échelle individuelle, par exemple en consommant moins de viande ou en se déplaçant moins.

Bien que proche de la collapsologie, Aurélien Barrau ne croit pas à un effondrement spectaculaire et brutal de nos sociétés modernes. Il propose ainsi d'adopter un modèle de société « raisonnable et révolutionnaire » remettant en question le mode de vie occidentale.

- Arguments avancés : Aurélien Barrau postule que le modèle de consommation occidentale ne peut être généralisé à l'ensemble de l'humanité dû aux limites physiques de la terre.
- Principaux mode de communication des arguments : Publications et colloques, chaîne YouTube et apparition à la télévision. En 2018, il lance avec l'actrice Juliette Binoche un appel dans le quotidien Le Monde intitulé « *Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité* », à la suite de la démission de Nicolas Hulot du ministère de l'écologie

Fiche personnalité :

Valérie Cabanes :

Bio datas :

- Date et lieu de naissance : 1969 à Pont-l'Abbé
- Lieux de résidence : ?
- Activité : Juriste en droit international spécialisée dans les droits de l'homme et le droit humanitaire.

Parcours Universitaire :

- Classes préparatoire Math-sup et Math-spé de 1990 à 1992 au lycée Pasteur de Neuilly.
- Obtient un diplôme d'ingénieur à l'Ecole nationale supérieure de physique de Grenoble en 1995 et un diplôme d'études approfondies (DEA) en physique de la matière de l'université Joseph Fourier.
- Doctorat en astrophysique à l'Université Joseph-Fourier en 1998, mention félicitation du jury.
- En 2016, il obtient un doctorat en philosophie à l'université Paris-Sorbonne, encore avec les félicitations du jury

Fonctions actuelles :

- Juriste internationaliste, spécialisée dans le Droits de l'Homme et le Droit humanitaire.
- Essayiste.

Expériences professionnelles :

- Valérie Cabanes a passé 18 ans à diriger des programmes internationaux dans la santé et les droits humains.
- De 2006 à 2012, elle participe à la défense des droits des peuples autochtones du Canada et du Brésil.
- En 2013, elle lance avec 6 autres volontaires une initiative citoyenne européenne sur le crime d'écocide.
- En 2015, elle travaille sur une proposition d'amendements au statut de la Cour pénale internationale portant sur le crime d'écocide.
- Co-fondatrice de l'ONG *Notre affaire à tous* à l'initiative de *l'Affaire du siècle*
- Professeur d'université

Publications :

- 2015 : Valérie Cabanes, « *Un nouveau Droit pour la Terre, pour en finir avec l'écocide* » aux éditions Seuil.
- 2017 : Valérie Cabanes, « *Homo Natura, en harmonie avec le vivant* », aux éditions Buchert Chastel.

Analyse du positionnement :

- Positionnement politique : Valérie Cabanes souligne l'urgence que l'Homme retrouve un équilibre avec son environnement grâce à une prise de conscience individuelle avec l'aide du droit pour accompagner les initiatives individuelles. Ainsi, elle milite pour la reconnaissance du crime d'écocide.
- Arguments avancés : Valérie Cabanes veut utiliser le droit comme arme contre les grands pollueurs.
- Principaux mode de communication des arguments : Publications et colloques, Interview à Thinkerview et à Brut.



Fiche personnalité :

Léna Lazare :

Bio datas :

- Date et lieu de naissance : Age 24 ans
- Lieux de résidence : ?
- Relation : ?
- Activité : Militante Écologique radicale / porte-parole de Youth for Climate

Parcours Universitaire :

- Formation Responsable d'exploitation agricole, Ecole du Breuil (vers 2020)
- Université x formation x (avant)

Fonctions actuelles :

- Porte-parole de Youth for Climate France
- Étudiante ou Responsable d'exploitation (supposé)

Expériences professionnelles :

- ?

Publications :

- Aucune publication

Analyse du positionnement :

- Positionnement politique : Léna Lazare est une militante écologiste, luttant contre le réchauffement climatique, promouvant l'autogestion, antilibéralisme et anticapitalisme
- Arguments avancés : Le capitalisme et le libéralisme par le biais des multinationales occidentales sont responsables de la destruction de la planète libéralisme
- Principaux mode de communication des arguments : Réseaux sociaux (Twitter, YouTube...), la presse spécialisé ou non, manifestations, actions « coups de points »



Fiche personnalité :

Jean-Marc Jancovici:

Bio datas :

- Date et lieu de naissance : 13 Février 1962
- Lieux de résidence : Orsay
- Relation : Fils de Bernard Jancovici (Physicien)
- Activité : Ingénieur, Conférencier, Chef d'entreprise, Consultant, Enseignant, Essayiste, Chroniqueur

Parcours Universitaire :

- Ingénieur Ecole Polytechnique (1981 – 1984)
- Ingénieur Civil Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications (1984 – 1986)

Fonctions actuelles :

- Chef d'entreprise
- Essayiste
- Enseignant
- Consultant

Expériences professionnelles :

- Associé chez Carbone 4 (2007 -)
- Associé chez Carbon4 Finance (2016 -)
- Président chez The Shift Project (2010 -)
- Professeur Mines ParisTech (2008 -)
- Membre du Haut conseil pour le climat (2018 -)
- Consultant chez Manicore (1990 – 2007)



Principales publications (nous impactant) :

- Jean Marc Jancovini - « *Welt ohne Ende: Vom Energiewunder zum Klimawandel* » - Reprodukt - Paru 04/2022
- Jean Marc Jancovini - « *Le Monde sans fin, miracle énergétique et dérive climatique* » - Dargaud - Paru le 29/10/2021
- Jean Marc Jancovini - « *Dormez tranquilles jusqu'en 2100 Et autres malentendus sur le climat et l'énergie* » - Odile Jacob - Paru le 04/09/2015
- Jean Marc Jancovini - « *Transition énergétique pour tous : Ce que les politiques n'osent pas vous dire (Livre originellement publié sous le titre : *Changer le monde. Tout un programme !*)* » - Odile Jacob - Paru le 05/04/2013
- Jean Marc Jancovini - « *Changer le monde: Tout un programme !* » - Calmann-Levy - Paru le 04/05/2011
- Jean Marc Jancovini - « *Le Changement climatique expliqué à ma fille* » - Seuil - Paru le 15/01/2009
- Jean Marc Jancovini et Alain Grandjean - « *Le Plein s'il vous plaît. La solution au problème de l'énergie* » - Seuil - Paru le 09/02/2006
- Jean Marc Jancovini - « *L'Avenir climatique. Quel temps ferons-nous ?* » - Seuil - Paru en 03/2002
- Jean Marc Jancovini - « *L'EFFET DE SERRE ; ALLONS-NOUS CHANGER LE CLIMAT ?* » - FLAMMARION- Paru en 2001

Analyse du positionnement :

- Positionnement politique : Monsieur Jancovini soutient les mouvements politiques liés à l'écologie, mais également à la décroissance.
- Arguments avancés : La société ne remplit pas ses obligations de protection des générations futures, la société de surconsommation a des impacts néfastes sur la croissance, impact sur l'environnement (destruction), social (chômage, pauvreté...)
- Principaux mode de communication des arguments : Publication d'ouvrage, médias, influence universitaire, réseaux sociaux (LinkedIn, twitter)



Fiche personnalité :

Serge Latouche :

Bio datas :

- Date et lieu de naissance : né à Vannes le 12 janvier 1940
- Lieux de résidence : ?
- Relation : ?
- Activité : Ex Économiste, Professeur émérite, Essayiste

Parcours Universitaire :

- Diplôme d'études supérieures d'économie 1963

Fonctions actuelles :

- Retraité
- Essayiste

Expériences professionnelles :

- Enseignant (Université de Lille, l'Institut d'étude du développement économique et social à Paris , l'IUT de Sceaux)
- Cofondateur d'Entropia
- À Dirigé le groupe de recherche en anthropologie, épistémologie de la pauvreté (GRAEEP)
- À Dirigé la collection « Les précurseurs de la décroissance » aux éditions Le Passager clandestin

Principales publications (nous impactant) :

- Serge Latouche - « *La décroissance* » - Que sais-je ? - Paru le 06/02/2019
- Serge Latouche - « *Le pari de la décroissance* » - Fayard - Paru le 11/10/2006
- Serge Latouche - « *Petit traité de la décroissance sereine* » - 1001 Nuits -24/10/2007
- Serge Latouche - « *Survivre au développement : De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative* » - Fayard / Mille et une nuits - 13/10/2004

Analyse du positionnement :

- Positionnement politique : Monsieur Latouche fait partie du mouvement de la Décroissance en France, mettant en cause la société de consommation et ses indicateurs (comme le PIB), luttant également contre la surindustrialisation et ses conséquences environnementales, sociales, économiques...
- Arguments avancés : Les indicateurs de la croissance ne sont pas pertinents, impact sur l'environnement (destruction), social (chômage, pauvreté...)
- Principaux mode de communication des arguments : Publication d'ouvrage, médias notamment par des interviews dans les grands médias, influence universitaire

